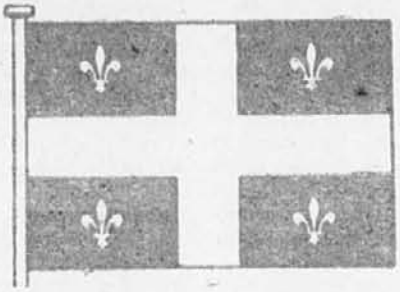

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 22 septembre 1956

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc, sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, September 22nd, 1956

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502-1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502-1-52

Lettres patentes

(P.G. 12517-56)

Advanced Homes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour d'août 1956, constituant en corporation: Isidore Reuben Prazoff, Abraham Feiner, avocats, tous deux de Montréal, et Lyon Nathanson, architecte, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et marchands de propriétés immobilières, sous le nom de "Advanced Homes Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le septième jour d'août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

Letters Patent

(A.G. 12517-56)

Advanced Homes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of August, 1956, incorporating: Isidore Reuben Prazoff, Abraham Feiner, advocates, both of Montreal, and Lyon Nathanson, architect, of Westmount, for the following purposes:

To carry on business as builders and deal in immoveable property, under the name of "Advanced Homes Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12407-56)

Au Centre de Val d'Or, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf août 1956, constituant en corporation: Jean Thibeault, commerçant, Gérard Gagnon, Guy Gagnon, vendeurs, de Montréal, et Lionel Laroche, vendeur, de Station Brosseau, Laprairie, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de fourrures, sous le nom de "Au Centre de Val d'Or, Ltée", avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 498, 3ième avenue, Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12233-56)

Benolux Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Jonathan J. Robinson, avocat, et Jean McFarlane, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles de construction et de développement et faire le commerce de matériaux de construction sous le nom de "Benolux Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciare de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-septième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 11067-56)

Bible Ministries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour d'août 1956, constituant en corporation sans capital-actions: David Robert Wilson, vendeur d'obligations, de Montréal, Hugh Alexander Kennedy, finisseur en photographie, de Westmount, Philip Stanley Allen, vendeur de Montréal-Ouest, et James Hamilton Hill, ingénieur civil, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Entreprendre et promouvoir l'éducation et l'instruction religieuses au moyen d'allocutions verbales ou écrites, sous le nom de "Bible Ministries Inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la compagnie peut posséder est $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deuxième jour d'août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(A.G. 12407-56)

Au Centre de Val d'Or, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1956, incorporating: Jean Thibeault, dealer, Gérard Gagnon, Guy Gagnon, salesmen, of Montreal, and Lionel Laroche, salesman, of Brosseau Station, Laprairie, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in furs, under the name of "Au Centre de Val d'Or, Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 498, 3rd Ave., Val d'Or, judicial district of Montreal, Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12233-56)

Benolux Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1956, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Councel, of Westmount, Jonathan J. Robinson, advocate, and Jean McFarlane, secretary Spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and development company and to deal in building material, under the name of "Benolux Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11067-56)

Bible Ministries Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1956, to incorporate as a corporation without share capital: David Fobert Wilson, Bond Salesman, of Montreal, Hugh Alexander Kennedy, Photo finisher, of Westmount, Philip Stanley Allen, salesman, of Montreal West, and James Hamilton Hill, civil engineer, of the Town of Mount Royal, for the following purposes:

To engage in, carry and promote religious education and religious instruction by means of the spoken and written word, under the name of "Bible Ministries Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the company may possess is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12317-56)

Burney Wholesale Giftwares Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour d'août 1956, constituant en corporation: Bernard Levitan, marchand, Bernard Diamond, avocat, tous deux de Montréal et Jason Ruby avocat d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le négoce et le commerce de manufacturiers, marchands et distributeurs de nouveautés, articles de cadeaux, accessoires de ménage et marchandises en cuir, sous le nom de "Burney Wholesale Giftwares Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7500 Mountain Sights, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour d'août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12512-56)

Cambrai Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six août 1956, constituant en corporation: André Marceau, Marc Jessop, avocats, et Armand Mainguy, comptable, tous de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction, sous le nom de "Cambrai Construction Inc.", avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le six août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 11875-56)

Cecil Butters Memorial Hospital

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de juin 1956, constituant en corporation sans capital-action: John A. Bryant, m.d., médecin, de Cedar House, R.R. 3, Magog, Révérend Canon John Confort, prêtre, James Alan Scott, médecin, Cambriant Hislop Thomas, banquier, de Magor, Lily Esther Hudson Butters, surintendant d'hôpital, d'Austin, John Henry Ernest Colby, avocat, Mary Currie, travailleuse social George Lyman Van Vliet, notaire, de Montréal, Alexander Hay, caissier, Peter Michael McEntyre, comptable agréé, Frank Leslie Mitchell gérant, Hazel V. Ralston, travailleuse sociale et George Knopp Trim, administrateur de Westmount, pour les objets suivants:

Acquérir, maintenir et diriger un hôpital ou foyer pour recevoir et soigner les enfants mentalement arriérés et physiquement handicappés, sous le nom de "Cecil Butters Memorial Hospital".

(A.G. 12317-56)

Burney Wholesale Giftwares Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1956, incorporating: Bernard Levitan, merchant, Bernard Diamond, advocate, both of Montreal, and Jason Ruby, advocate, of Outremont, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers, dealers and distributors of novelties, giftware, household accessories and leather goods, under the name of "Burney Wholesale Giftwares Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 600 common shares of $100 each, and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7500 Mountain Sights, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12512-56)

Cambrai Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1956, incorporating: André Marceau, Marc Jessop, advocates, and Armand Mainguy, accountant, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as building contractors, under the name of "Cambrai Construction Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11875-56)

Cecil Butters Memorial Hospital

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1956, to incorporate as a corporation without share capital: John A. Bryant, M.D., Physician of Cedar House, R.R. 3, Magog, Reverend Canon John Comfort, Prist, James Alan Scott, Physician, Cambrian Hislop Thomas, banker, of Magog, Lily Esther Hudson Butters, Hospital Superintendent, of Austin, John Henry Ernest Colby, advocate, Mary Currie, Social worker, Georges Lyman Van Vliet, notary, of Montreal, Alexander Hay, cashier, Peter Michael McEntyre, chartered accountant Frank Leslie Mitchell, manager, Hazel V. Ralston, Social worker, and George Knopp Trim, executive, of Westmount, for the following purposes:

To acquire, maintain and operate an hospital or home for the admission and care of mentally retarded and physically handicapped children, under the name of "Cecil Butters Memorial Hospital".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de $750,000.

Le siège social de la corporation sera à Austin, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuvième jour de juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12238-56)

Chapleau Construction Limitée
Chapleau Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois août 1956, constituant en corporation: Luigi Mariani, contracteur, Jacques Brien, marchand, tous deux de Chibougamau, Dame Élise Gourd-Godbout, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Pierre Godbout, avocat, et dûment autorisée aux fins des présentes, tous deux d'Amos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction, sous le nom de "Chapleau Construction Limitée — Chapleau Construction Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le trois août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o A. FRENETTE.

(P.G. 11635-56)

Courrier de Chibougamau Courier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour d'août 1956, constituant en corporation: Antoine Paré, de St-André, Jean T. Vien, avocat, de Préville et Helen Verville, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme éditeurs, imprimeurs, lithographes et relieurs, sous le nom de "Courrier de Chibougamau Courier Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chibougamau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuvième jour d'août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12222-56)

Craftdale Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Roland Savignac, notaire, Jean Tellier, C.R., avocat, et Mario Du Mesnil, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de "Craftdale Construction Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

The amount to which the value of the immovable which the corporation may hold is to be limited, is $750,000.

The head office of the corporation will be at Austin, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12238-56)

Chapleau Construction Limitée
Chapleau Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August 1956, incorporating: Luigi Mariani, contractor, Jacques Brien, merchant, both of Chibougamau, Dame Élise Gourd Gobdout, housewife, wife contractually separate as to property of Pierre Godbout, advocate, and duly authorized for the purposes therein, both of Amos for the following purposes:

To carry on business as building contractors, under the name of "Chapleau Construction Limitée — Chapleau Construction Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Chibougamau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11635-56)

Courrier de Chibougamau Courier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1956, incorporating: Antoine Paré, of St. André, Jean T. Vien, advocate, of Préville, and Hélène Verville, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To act as publishers, printers, lithographers and book binders, under the name of "Courrier de Chibougamau Courier Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 shares of $20 each.

The head office of the company will be at Chibougamau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12222-56)

Craftdale Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1956, incorporating: Roland Savignac, notary, Jean Tellier, C.R., attorney, and Mario Du Mesnil, attorney, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "Craftdale Construction Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à 675 rue Blair, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 11984-56)

Dasi Furniture and Frame Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de juillet 1956, constituant en corporation: John Jacob Spector, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Ben Schecter, avocat et Margaret McMartin, fille majeure, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de meubles et nouveautés d'iceux, sous le nom de "Dasi Furniture and Frame Co.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 470 rue Victoria, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12401-56)

Ducoa Quarries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour d'août 1956, constituant en corporation: Alphonse Ducharme, marchand de bois, de St-Chrysostôme, Taylor Coates, industriel, de Longueuil, Donald R. Smith, gérant, de Greenfield Park, Paul Morin, agent de finances et Cécile Marc-Aurèle, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, louer, posséder et aliner, développer, exploiter, améliorer et gérer des carrières, minerais et autres gisements, métaux, minerais et pierres et les conditionner pour le marché, sous le nom de "Ducoa Quarries Limited", avec un capital total de $800,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le troisième jour d'août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12269-56)

Easy Roll Aluminum Awnings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juillet 1956, constituant en corporation: Bernard Miville Deschênes, avocat, Jeanne Dechêne, secretaire, tous deux de Montréal, et Philippe Gélinas, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at 675 Blair Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11984-56)

Dasi Furniture and Frame Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1956, incorporating: John Jacob Spector, advocate and Queen's Counsel, Ben Shecter, advocate, and Margaret McMartin, spinster, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and furniture novelties, under the name of "Dasi Furniture and Frame Co.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each, and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 470 Victoria Street, Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12401-56)

Ducoa Quarries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1956, incorporating: Alphonse Ducharme, lumber merchant, of St-Chrysostôme, Taylor Coates, industrialist, of Longueuil, Donald R. Smith, manager, of Greenfield Park, Paul Morin, financial agent, and Cécile Marc-Aurèle, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To acquire, lease, possess and alienate, develop, work, improve and manage quarries, mineral and other deposits, metals, minerals and stones and render the same merchantable, under the name of "Ducoa Quarries Limited", with a total capital stock of $800,000, divided into 50,000 common shares of a par value of $10 each, and into 30,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12269-56)

Easy Roll Aluminum Awnings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1956, incorporating: Bernard Miville Deschênes, advocate, Jeanne Dechêne, secretary, both of Montreal, and Philippe Gélinas, advocate, of Outremont, for the following purposes:

Exercer l'industrie et le commerce d'auvents, stores, d'encadrements de fenêtres et couvertures, sous le nom de "Easy Roll Aluminum Awnings Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12440-56)

Ébénisterie Boulevard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier jour d'août 1956, constituant en corporation: Francis Stathan, de Montréal, Simon Steinberg, de Ville Mont-Royal et Moses Steinberg, d'Outremont, tous trois marchands, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce et le négoce de fournitures de ménage, sous le nom de "Ebénisterie Boulevard Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier jour d'août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12039-56)

E. J. Prevost Motors Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de juin 1956, constituant en corporation: Thomas Justin McKenna, avocat, de ville Mont-Royal, James Alexander Robb, avocat, Lillian Viola Armstrong, Marjorie Maud Cornell et Frances Louisa Currie, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce général d'automobiles et véhicules de toutes sortes et celui du transport des passagers et marchandises, sous le nom de "E. J. Prevost Motors Limited", avec un capital total de $60,000, divisé en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 171 avenue Lasalle, ville de Baie Comeau, district judiciaire du Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sixième jour de juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12029-56)

Ernest Quintal Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1956, constituant en corporation: Lucille Bertrand, Hélène Tessier, Isabelle

To carry on a business and industry dealing in awnings, shutters, window frames and coverings, under the name of "Easy Roll Aluminum Awnings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1956.

P. FRENETTE,

43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12440-56)

Ébénisterie Boulevard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1956, incorporating: Francis Statham, of Montreal, Simon Steinberg, of the Town of Mount Royal, and Moses Steinberg, of Outremont, all three merchants, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with household furnisnings, under the name of "Ebénisterie Boulavard Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 chommon shares of $10 each and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1956.

P. FRENETTE,

43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12039-56)

E. J. Prevost Motors Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1956, incorporating: Thomas Justin McKenna, advocate, of the town of Mount Royal, James Alexander Robb, advocate, Lillian Viola Armstrong, Marjorie Maud Cornell, and Frances Louisa Currie, secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in automobiles and vehicles of all kinds and to carry and transport passengers and goods, under the name of "E. J. Prevost Motors Limited", with a total capital stock of $60,000, divided into 5,000 preferred shares of a par value of $10 each, and into 10,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 171 Lasalle Avenue, in the town of Baie Comeau, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1956.

P. FRENETTE,

43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12029-56)

Ernest Quintal Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June 1956, incorporating: Lucille Bertrand, Hélène Tessier, Isabelle Lemay, steno-

Lemay, sténographes, Bernade Charette, comptable, de Montréal, et Rose-Aimée Poudrette, sténographe, de Boucherville, toutes célibataires majeures, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de "Ernest Quintal Limitée", avec un capital total de $60,000, divisé en 100 actions communes d'une valeur au pair de $5 chacune et en 595 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Charlemagne, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12447-56)

Ernest St-Arnaud Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier août 1956, constituant en corporation: Ernest St-Arnaud, courtier, Armand Poupart Jr. avocat, tous deux de Montréal, et Emé Lacroix, avocat, de la ville de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'articles faits en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre, et leurs sous-produits, sous le nom de "Ernest St-Arnaud Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12147-56)

Fleur de Lys Motel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Louis Abraham DeZwirek, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Daniel Morris, avocat, tous deux de Montréal et Manuel Schacter, avocat, de Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un propriétaire de motel, d'hôtel et de restaurant pourvu d'un permis, sous le nom de "Fleur de Lys Motel Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le troisième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 10689-56)

F. & R. Bélisle Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

grapher, Bernade Charette, accountant, of Montreal, and Rose Aimée Poudrette, stenographer, of Boucherville, all unmarried and of full age of majority, for the following purposes:

To manufacture and deal in foodstuffs of every nature and kind, under the name of "Ernest Quintal Limitée", with a total capital stock of $60,000, divided into 100 common shares of a par value of $5 each and 595 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Charlemagne, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12447-56)

Ernest St-Arnaud Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1956, incorporating: Ernest St-Arnaud, broker, Armand Poupart Jr., advocate, both of Montreal, and Emé Lacroix, advocate, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To deal in articles made up in whole or in part, of leather, rubber, metal, metalloids, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and the by-products thereof, under the name of "Ernest St-Arnaud Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 900 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12147-56)

Fleur de Lys Motel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1956, incorporating: Louis Abraham DeZwirek, advocate and Queen's Counsel, Daniel Morris, advocate, both of Montreal, and Manuel Schacter, advocate, of Dorval, for the following purposes:

To carry on the business of licensed motel-keeper, hotel-keeper and restaurant, under the name of "Fleur de Lys Motel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10689-56)

F. & R. Bélisle Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh

du sept mars 1956, constituant en corporation: Roger Bélisle, gérant, Gaston Bélisle, employé civil, tous deux de Montréal, et François Bélisle comptable de Saint-Vincent de Paul, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tous genres de revêtement mural et de couvre planchers et en faire l'installation, sous le nom de "F. & R. Bélisle Limitée", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mars 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12430-56)

F. X. Chartier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un juillet 1956, constituant en corporation: Guy Chartier, vendeur, Marthe Charron, sténo-dactylo, célibataire, tous deux de Montréal, et Roger Chartier, gérant, de Varennes, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises habituellement vendues dans une tabagie, sous le nom de "F. X. Chartier Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un juillet 1956.

L'Assistant procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12322-56)

Garage Français Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux août 1956, constituant en corporation: Armand Querin, mécanicien, Rang Bord de l'Eau, St-Martin, Gaston Pinat, commerçant, et Francis Cabanes, pâtissier, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Garage Français Ltée", avec un capital total de $16,000, divisé en 800 actions communes de $10 chacune et en 800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Rang-Bord-de-l'Eau, St-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12159-56)

Garmaise Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Boris Garmaise, avocat, Vera Buxton, secrétaire, tous deux de Montréal et Lyon Levine, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

day of March, 1956, incorporating: Roger Bélisle, manager, Gaston Bélisle, civil employee, both of Montreal, and François Bélisle, accountand of Saint-Vincent de Paul, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of wall and floor coverings and to install same under the name of "F. & R. Bélisle Limitée", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12430-56)

F. X. Chartier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July 1956, incorporating: Guy Chartier, salesman, Marthe Charron, stenographer and typist, unmarried, both of Montreal, and Roger Chartier, manager, of Varennes, for the following purposes:

To deal in merchandise usually sold in a tobacco shop, under the name of "F. X. Chartier Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12322-56)

Garage Français Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August 1956, incorporating: Armand Querin, mechanic, Range Bord de l'Eau, St. Martin, Gaston Pinat, merchant, and Francis Cabanes, pastry-cook, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Garage Français Ltée", with a total capital stock of $16,000, divided into 800 common shares of $10 each and 800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be in Range Bord de l'Eau, St. Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Atorney General.

(A.G. 12159-56)

Garmaise Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of July, 1956, incorporating: Boris Garmaise, advocate, Vera Buxton, secretary, both of Montreal, and Lyon Levine, advocate, of Westmount, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Garmaise Construction Co. Ltd.", svec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-troisième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12249-56)

Gérard Van Houtte Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juillet 1956, constituant en corporation: Gérard Van Houtte, commerçant, Mme C. M. Van Houtte, commerçante, épouse séparée de biens dudit Gérard Van Houtte, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Pauline Bélanger, sténographe, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Gérard Van Houtte Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 11829-56)

Glen Harbour Association Limited

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de juillet 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Herbert H. Jasper, docteur en médecine, Frank M. Aykroyd, banquier, tous deux de Westmount, John Kenneth Nesbitt, architecte, de la ville de St-Lambert et Bruce Heron, ingénieur civil, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Favoriser les activités aquatiques et la culture physique parmi les membres, sous le nom de "Glen Harbour Association Limited".

Le montant auquel est limitée la valeur du revenu nanuel que la corporation peut posséder est $50,000.

Le siège social de la corporation sera à 804 Upper Lansdowne, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingtième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12305-56)

Hemlock Taxi Ltée. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juillet 1956, constituant en corporation: Jacques Lessard, Roma Cousineau, avocats, et Armand Benoit, propriétaire de taxi, tous de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de location de services requis par les propriétaires de taxis, sous le nom

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Garmaise Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12249-65)

Gérard Van Houtte Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1956, incorporating: Gérard Van Houtte, merchant, Mrs. C. M. Van Houtte, merchant, wife separate as to property of the said Gérard Van Houtte, and duly authorized by him for the purposes therein, and Pauline Bélanger, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products under the name of "Gérard Van Houtte Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11829-56)

Glen Harbour Association Limited

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of July, 1956, to incorporate as a corporation without share capital: Herbert H. Jasper, Médical doctor, Frank M. Aykroyd, bankre, both of Westmount, John Kenneth Nesbitt, arhhitect, of the town of St. Lambert, and Bruce Heron, civil engineer, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To promote aquatic and other social and physical activities among the members, under the name of "Glen Harbour Association Limited".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 804 Upper Lansdowne, Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12305-56)

Hemlock Taxi Ltée. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of July, 1956, incorporating: Jacques Lessard, Roma Cousineau, advocates, and Armand Benoit, taxi owner, all of Verdun, for the following purposes:

To carry on a business of location services as required for taxi owners, under the name of

de "Hemlock Taxi Ltée. Ltd.", avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juillet 1956.

L'Assistant procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12244-56)

Highway Investment Corp'n.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de juillet, 1956, constituant en corporation: Jack Rudner, Joseph Mendelson, Alfred Segal, avocats, Celia Cohen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Highway Investment Corp'n.", avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douzième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12093-56)

Hôpital Notre-Dame du Rosaire Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juillet 1956, constituant en corporation: Marie-Rose Duperreault Lagacé, garde-malade, épouse séparée de corps et de biens de Frédéric Wellie Lagacé, Oscar Levesque, commerçant, Alphonse Langlois, courtier, et Émile E. Demers, employé civil, tous de Bedford, pour les objets suivants:

Établir, administrer et exploiter un hôpital en la ville de Bedford, sous le nom de "Hôpital Notre-Dame du Rosaire Inc.", avec un capital total de $125,000, divisé en 1,250 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bedford, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12330-56)

House of Wong Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Morris M. Weiner, Alan B. Gold, avocats, Sidney Cutler, étudiant, en droit, Doris Goldman, secrétaire, fille majeure, de Montréal et Murray Lapin, avocat, de la ville de Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "House of Wong Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

"Hemlock Taxi Ltée. Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12244-56)

Highway Investment Corp'n.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1956, incorporating: Jack Rudner, Joseph Mendelson, Alfred Segall, advocates, Celia Cohen, secretray, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Highway Investment Corp'n.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12093-56)

Hôpital Notre-Dame du Rosaire Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of July 1956, incorporating: Marie Rose Duperreault Lagacé, trained nurse, wife separate as to bed and board of Frédéric Wellie Lagacé, Oscar Levesque, merchant, Alphonse Langlois, broker, and Émile E. Demers, civil servant, all of Bedford, for the following purposes:

To establish manage and operate a hospital in the town of Bedford, under the name of "Hôpital Notre-Dame du Rosaire Inc.", with a total capital stock of $125,000, divided into 1,250 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Bedford, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12330-56)

House of Wong Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of July, 1956, incorporating: Morris M. Weiner, Alan B. Gold, advocates, Sidney Cutler, student at law, Doris Goldman, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, and Murray Lapin, advocate, of the town of Hampstead, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "House of Wong Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à suite 918, 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuvième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12391-56)

Ideal Sewing and Knitting Machines Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour d'août 1956, constituant en corporation: Isidore Greenbaum, avocat, de Hampstead, Baruch Pollack, avocat, d'Outremont et Nathan Gesser, comptable agréé, de ville St-Laurent, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, commercer et négocier en machines à coudre et à tricoter de toute nature et description, sous le nom de "Ideal Sewing and Knitting Machines Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6515 rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le troisième jour d'août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 11504-56)

Institut de Dessin Technique Inc.
The Technical Institute of Drafting Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mai 1956, constituant en corporation: Jean-Marie Nadeau, avocat, Pierrette Morel, secrétaire, tous deux de Montréal, et André Nadeau, avocat, de St-Lambert, pour les objets suivants:

Enseigner la théorie et la pratique du dessin technique, industriel et commercial, sous le nom de "Institut de Dessin Technique Inc. — The Technical Institute of Drafting Inc.", avec un capital-actions divisé en 200 actions sans valeur au pair, et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3466, St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12378-56)

Italia Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Samuel Chait, Abraham Shuster, avocats et Max Shenker, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de développement et de construction, sous le nom de "Italia Enterprises Inc.", avec

The head office of the company will be at 132 St. James St. West, Suite 918, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12391-56)

Ideal Sewing and Knitting Machines Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1956, incorporating: Isidore Greenbaum, lawyer, of Hampstead, Baruch Pollack, lawyer, of Outremont, and Nathan Gesser, chartered accountant, of the town of St. Laurent, for the following purposes:

To buy, sell, deal and trade in sewing and knitting machines of every nature and description, under the name of "Ideal Sewing and Knitting Machines Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 preferred shares having a par value of $100 each, and into 100 common shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 6515 Papineau street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11504-56)

Institut de Dessin Technique Inc.
The Technical Institute of Drafting Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1956, incorporating: Jean-Marie Nadeau, advocate, Pierrette Morel, secretary, both of Montreal, and André Nadeau, advocate, of St-Lambert, for the following purposes:

To teach the theory and the practical application of technical, industrial and commercial drawing, under the name of "Institut de Dessin Technique Inc. — The Technical Institute of Drafting Inc.", with a capital stock divided into 200 no par value shares, and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3466 St. Denis St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12378-56)

Italia Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenat-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1956, incorporating: Samuel Chait, Abraham Shuster, advocates, and Max Shenker, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and development company, under the name of "Italia Enterprises Inc.", with a total

un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-septième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12278-56)

Jean C. LeBlanc Ameublement Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, Gilles A. Denis, avocats et Irène Leduc, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de meubles et nouveautés d'iceux, sous le nom de "Jean C. LeBlanc Ameublement Inc.", avec un capital total de $75,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12406-56)

Jude Ross Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juillet 1956, constituant en corporation: Jude Ross, marchand, Léopold Beaulieu gérant, et Adrien Gagnon, commis, tous de Mont-Joli, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, appareils de télévision, radios, accessoires électriques, instruments de musique et autre marchandises semblables, sous le nom de "Jude Ross Incorporée", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes et $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12441-56)

Kanny Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et unième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Mortimer Dolman, notaire Samuel Reisler et Nat. Weisboard, agents d'immeubles, tous de Montréal; pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Kanny Investments Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12278-56)

Jean C. LeBlanc Ameublement Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of July, 1956, incorporating: Paul Galt Michaud, Gilles A. Denis, advocates, and Irène Leduc, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and furniture novelties, under the anme of "Jean C. LeBlanc Ameublement Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 500 common shares of the par value of $100 each and into 250 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12406-56)

Jude Ross Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July 1956, incorporating: Jude Ross, merchant, Léopold Beaulieu, manager, and Adrien Gagnon, clerk all of Mont-Joli, for the following purposes:

To deal in furniture, television and radio sets, electrical appliances, musical instruments and other similar goods, under the name of "Jude Ross Incorporé" with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12441-56)

Kanny Investments Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1956, incorporating: Mortimer Dolman, Notary, Samuel Reisler and Nat Weisboard, realters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Kanny Investments Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et unième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12334-56)

Lajeunesse Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre juillet 1956, constituant en corporation: Jean Lajeunesse, André Lajeunesse, entrepreneurs, Lucienne Bonin Lajeunesse, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean Lajeunesse, et Rita Palardy Lajeujesse, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André Lajeunesse, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeur et entrepreneur général en construction, sous le nom de "Lajeunesse Construction Ltée", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12275-56)

L'Association des Producteurs de Lait de la Laiterie Dallaire Ltée Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juillet 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Lauréat Proulx, de Dupuy, Paul-E. Mercier, de Palmarolle, Léo Plourde, de Macamic, et Adrien Drouin, de Sainte-Germaine, tous cultivateurs, pour les objets suivants:

Grouper en association les producteurs fournisseurs de lait de la Laiterie Dallaire Ltée, de Rouyn, sous le nom de "L'Association des Producteurs de Lait de la Laiterie Dallaire Ltée Incorporée".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Palmarolle, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 10928-56)

Le Club Sportif d'Asbestos Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux août 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Renaud Charland, journalier, Hertel Charland, électricien, et Gérard Potvin, camionneur, tous d'Asbestos, pour les objets suivants:

Former un club, dans un but social, sportif, récréatif, ou tout autre but similaire, sous le nom de "Le Club Sportif d'Asbestos Incorporé".

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12334-56)

Lajeunesse Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1956, incorporating: Jean Lajeunesse, André Lajeunesse, contractors, Lucienne Bonin Lajeunesse, housewife, wife common as to property of the said Jean Lajeunesse, and Rita Palardy Lajeunesse, housewife, wife contractually separate as to property of the said André Lajeunesse, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builder and general contractor in construction, under the name of "Lajeunesse Construction Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12275-56)

L'Association des Producteurs de Lait de la Laiterie Dallaire Ltée Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July 1956, to incorporate as a corporation without share capital: Lauréat Proulx, of Dupuy, Paul E. Mercier, of Palmarolle, Léo Plourde, of Macamic, and Adrien Drouin, of Sainte Germaine, all farmers, for the following purposes:

To group into an association the milk producers and dealers of the Laiterie Dallaire Ltée, of Rouyn, under the name of "L'Association des Producteurs de Lait de la Laiterie Dallaire Ltée Incorporée".

The amount to which the annual revenue of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the company will be at Palmarolle, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10928-56)

Le Club Sportif d'Asbestos Incorporé

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1956, to incorporate as a corporation without share capital: Renaud Charland, laborer, Hertel Charland, electrician, and Gérard Potvin, trucker, all of Asbestos, for the following purposes:

To form a club for social, sportive and recreational purposes, or any other similar purpose, under the name of "Le Club Sportif d'Asbestos Incorporé".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le deux août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 11673-56)

Le Comité des Citoyens de St-François de Sales, comté de Laval

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juillet 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Léon Jarry, inspecteur, Gérald Fortin, Paul Gonthier, Henri Merey, machinistes, Georges Salaün, manœuvre, Benoit Gonthier, avocat, Ferdinand Legris, fils, cultivateur, Alfred Turcotte, Jean Sauveur, rentiers, et Richard Foisey, contremaître, tous de Saint-François-de-Sales, pour les objets suivants:

Instruire et éduquer ses membres sur les droits et les devoirs des citoyens dans leurs relations entre eux et avec l'État, sous le nom de "Le Comité des Citoyens de St-François de Sales, comté de Laval".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-François-de-Sales, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12120-56)

Les Placements Collectifs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1956, constituant en corporation: René Paré, président, Paul de B. Pinard, vendeur, tous deux d'Outrement, Gustave Boulanger, gérant général, Claude Ryan, travailleur social Yvon Clermont, secrétaire, François J. Lessard, gérant, Rhéal Brunet, Bernard Lebel, avocats, Cécile Bourdon, Michelle Dulude, secrétaire, fille majeures, de Montréal, Louis-Philippe Poulin, directeur général, de Verchères, François Albert Angers, économiste de Saint-Lambert, Bernard Bilodeau, stagiaire, de Westmount, Georges Bilodeau, avocat, de Montréal-Nord, et Jacques Décary, avocat, de Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Les Placements Collectifs Inc.", avec un capital-actions divisé en 950 actions "A" d'une valeur nominale de $100 chacune, et en 50 actions classe "B" sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Asbestos, judicial district of Saint-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11673-56)

Le Comité des Citoyens de St-François de Sales, comté de Laval

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of July 1956, to incorporate as a corporation without share capital: Léon Jarry, inspector, Gérald Fortin, Paul Gonthier, Henri Merey, machinists, Georges Salaün, labourer, Benoit Gonthier, advocate, Ferdinand Legris, Jr., farmer, Alfred Turcotte, Jean Sauveur, annuitants, and Richard Foisey, foreman, all of Saint François-de-Sales, for the following purposes:

To inform and educate its members regarding the rights and duties of citizens when dealing with one another and with the State, under the name of "Le Comité des Citoyens de St-François de Sales, comté de Laval".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Saint-François-de-Sales, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12150-56)

Les Placements Collectifs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July 1956, incorporating: René Paré, president, Paul de B. Pinard, salesman, both of Outremont, Gustave Boulanger, general manager, Claude Ryan, social worker, Yvon Clermont, secretary, François J. Lessard, manager, Rhéal Brunet, Bernard Lebel, advocates, Cécile Bourdon, Michelle Dulude, secretaries, fille majeures, of Montreal, Louis Philippe Poulin, general mnager of Verchères, François Albert Angers economist, of Saint Lamber, Bernard Bilodeau, law clerk, of Westmount, Georges Bilodeau, advocate, of Montreal-North, and Jacques Décary, advocate, of Dorval, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Collectifs Inc.", with a share capital divided into 950 Class "A" shares of a nominal value of $100 each, and 50 Class "B" shares without nominal value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal,

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12227-56)

Luba Hats Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Myer Gameroff c.r., Stanley Kandestin, avocats Anne Goldenblatt, secrétaire, fille majeure, de Montréal, et Irène Strecko, secrétaire de St-Hubert, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles vestimentaires, chapeaux et accessoires pour dames, sous le nom de "Luba Hats Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-septième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12442-56)

Machine Trading Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Conrad Shatner, Harry Blank, avocats et Dorothy Brown, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de machinerie, sous le nom de "Machine Trading Company", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-septième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12408-56)

Mammouth Landscaping and Importing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et unième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Éphraim Lebœuf, c. r., Raymond Leboeuf, avocat, tous deux de ville Mont-Royal et Maurice de Bellefeuille, courtier, de St-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs relativement au paysagisme, installation de piscines et appareils de jeux, sous le nom de "Mammouth Landscaping and Importing Ltd.", avec un capital total de $35,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 25,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Terrasse Vaudreuil, district judiciaire de Vaudreuil.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et unième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186 P. FRENETTE.

(A.G. 12227-56)

Luba Hats Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1956, incorporating: Myer Gameroff, Q.C., Stanly Kandestin, advocates, Anne Goldenblatt, secretary, spinster, of Montreal, and Irene Strecko, secretary, spinster of St. Hubert, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's apparel hats and accessories, under the name of "Luba Hats Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1956.

P. FRENETTE,

43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12442-56)

Machine Trading Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1956, incorporating: Conrad Shatner, Harry Blank, advocates, and Dorothy Brown, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery, under the name of "Machine Trading Company", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 preferred shares having a par value of $100 each, and into 200 common shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1956.

P. FRENETTE,

43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12408-56)

Mammouth Landscaping and Importing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1956, incorporating: Éphraim Leboeuf, Q.C., Raymond Lebeuf, lawyer, both of the town of Mount Royal, and Maurice de Bellefeuille, broker, of St. Lambert, for the following purposes:

To carry on the business of contractors related to landscaping, installation of pools and play apparatus, under the name of "Mammouth Landscaping and Importing Ltd.", with a total capital stock of $35,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and into 25,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Terrasse Vaudreuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1956.

P. FRENETTE,

43186-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12377-56)

Management Advisory Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et unième jour de juillet 1956, constituant en corporation: William Fraser Macklaier, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Raymond Eric Parsons, avocat, Derek Austin Hanson, étudiant, tous de Westmount, Peter Marshall Laing, avocat, de Montréal et Ross Trenholme Clarkson, avocat, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Poursuivre le commerce qui consiste à agir comme conseillers en administration, avisant, conseillant et guidant l'administration dans la conduite des affaires, sous le nom de "Management Advisory Services Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1300 édifice Aldred, 507 Place d'Armes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et unième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186 P. FRENETTE.

(A.G. 12377-56)

Management Advisory Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the shirty-first day of July, 1956, incorporating: William Fraser Macklaier, advocate and Queen's Counsel, Raymond Eric Parsons, advocate, Derek Austin Hanson, student, all of Westmount, Peter Marshall Laing, advocate, of Montreal, and Ross Trenholme Clarkson, advocate, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To pursue the business of, and act as, management consultants, advising, counselling and guiding management in the conduct of business, under the name of "Management Advisory Services Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 1300 Aldred Building, 507 Place d'Armes, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1956.

P. FRENETTE,

43186-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12157-56)

Marcotex Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Mirko Pressburger, manufacturier, Jacob M. Heldfield, avocat, et Denis Sullivan, commis, de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre l'industrie du textile et le commerce de manufacturier de textiles, sous le nom de "Marcotex Company Limited", avec un capital total de $75,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 296 ouest, rue St-Paul, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuvième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186 P. FRENETTE.

(A.G. 12157-56)

Marcotex Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1956, incorporating: Mirko Pressburger, manufacturer, Jacob M. Helfield, advocate, and Denis Sullivan, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the textile industry and business of manufacturer of textiles, under the name of "Marcotex Company Limited", with a total capital stock of $75,000, divided into 25,000 common shares of $1 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 296 St. Paul Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1956.

P. FRENETTE,

43186-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12258-56)

Melançon & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juillet 1956, constituant en corporation: Joseph Melançon, industriel, Léa Aubry Melançon, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph Melançon, et Florelda Melançon, industrielle, épouse séparée de biens de J. T. A. Melançon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Melançon & Fils Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions communes de $10 chacune et en 9,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grand' Mère, district judiciaire des Trois-Rivières.

(A.G. 12258-56)

Melançon & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1956, incorporating: Joseph Melançon, industrialist, Léa Aubry Melançon, housewife, wife separate as to property of Joseph Melançon, and Florelda Melançon, industrialist, wife separate as to property of J. T. A. Melançon, and duly authorized by him for the purposes therein, all of Grand-Mère, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in building materials, under the name of "Melançon & Fils Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $10 each and 9,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Grand'Mère, judicial district of Trois Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12563-56)

Micro-Soil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix août 1956, constituant en corporation: Paul Avard, horticulteur, de Cap-Rouge, René Pelletier, hôtelier, de Lac Beauport, et Jacqueline Coderre, secrétaire, célibataire, de Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires en tout ce qui touche l'étude, la fertilisation et le rendement des sols, sous le nom de "Micro-Soil Inc.", avec un capital total de $80,000, divisé en 40,000 actions communes de $1 chacune, et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera, 4075 Chemin St-Louis, Cap-Rouge, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12230-56)

Mokar Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Gregory Charlap, avocat, Harry Closner, gérant de crédit et Muriel Dyall, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter un certain lot de terrain dans la paroisse St-Mathias aux fins d'y construire et développer des bâtisses, sous le nom de "Mokar Development Corporation", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 900 action privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onsième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12274-56)

Montreal Reinforced Concrete Structure Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux août 1956, constituant en corporation: Willie Courey, marchand, de ville Mont-Royal, Michel Khouri, ingénieur professionnel, et Joseph Courey, comptable agréé, tous deux de Mongréal, pour les objets suivants:

La construction générale et particulièrement l'érection et la construction de structure de béton armé, sous le nom de "Montreal Reinforced Concrete Structure Ltd.", avec un capital total de $80,000, divisé en 800 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5310, rue Randall, apt. 17, Montreal district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12563-56)

Micro-Soil Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1956, incorporating: Paul Avard, horticulturist, of Cap Rouge, René Pelletier, hotelkeeper, of Lake Beauport, and Jacqueline Coderre, secretary, spinster, of Sillery, for the following purposes:

To carry on business in all branches pertaining to the study, fertilization and produce of the soil, under the name of "Micro-Soil Inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 40,000 common shares of $1 each and 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4075 St. Louis Road, Cap Rouge, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12230-56)

Mokar Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1956, incorporating: Gregory Charlap, advocate, Harry Closner, credit manager, and Muriel Dyall, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To purphase a certain lot of land in the parish of St. Mathias, to build and develop buildings thereon, under the name of "Mokar Development Corporation", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12274-56)

Montreal Reinforced Concrete Structure Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1956, incorporating: Willie Courey, merchant, of the Town of Mount-Ryla, Michel Khouri, professional engineer, and Joseph Courey, chartered accountant, both of Montreal, for the following purposes:

General construction and especially the erection and construction of reinforced concrete structures, under the name "Montreal Reinforced Concrete Structure Ltd.", with a total capital stock of $80,000, divided into 800 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5310 Randall St. Apt. 17, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12245-56)

North West Supply Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Conrad Shatner, Harry Blank, avocats et Grace Freeman, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de métaux, outils, machinerie, fournitures industrielles, quincaillerie, articles en fer, plomberie, accessoires de chauffage et de structure et outillages, sous le nom de "North West Supply Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordonaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douzième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12370-56)

Paramount Whitepriting Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier août 1956, constituant en corporation: Fernand Legault, assistant-ingénieur, Armand Legault, rentier, tous deux de Lakeside, et J. Marc Vaudreuil Leroux, administrateur, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'impression et la reproduction de photographies, images, plant et documents de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Paramount Whiteprinting Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune, et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 985, rue Crevier, en la cité de Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12346-56)

Pépinières Leduc Nurseries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour d'août 1956, constituant en corporation: Ramsay Milne, ingénieur, de Kénogami, Lazarus L. Tinkoff et Michel Drazner, avocats, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et exercer le commerce de pépiniéristes, grainetiers, fructiculteurs, fermiers, jardiniers, fleuristes et fruitiers, sous le nom de "Pépinières Leduc Nurseries Inc.", avec un capital total de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 cha-

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12245-56)

North West Supply Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1956, incorporating: Conrad Shatner, Harry Blank, advocates, and Grace Freeman, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in metals, tools, machinery, industrial supplies, hardware, ironmongery, plumbing, heating and structural supplies and equipment, under the name of "North West Supply Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares having a par value of $100 each and into 200 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12370-56)

Paramount Whitepriting Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1956, incorporating: Fernand Legault, assistant-engineer, Armand Legault, annuitant, both of Lakeside, and J. Marc Vaudreuil Leroux, executive, of Montreal, for the following purposes:

To print and reproduce photographs, images, plant and documents of all kinds and descriptions, under the name of "Paramount Whiteprinting Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each, and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 985 Crevier St., in the city of Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12346-56)

Pépinières Leduc Nurseries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1956, incorporating: Ramsay Milne, engineer, of Kénokami, Lazarus L. Tinkoff and Michael Drazner, advocates, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on and engage in the business of nurserymen, seedsmen, fruit growers, farmers, gardeners, florists and fruiterers, under the name of "Pépinières Leduc Nurseries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each, and

cune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le deuxième jour d'août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12340-56)

Phil Lavergne Limitée
Phil Lavergne Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six août 1956, constituant en corporation: Phil. Lavergne, entrepreneur-peintre, Léa Coderre, ménagère, épouse séparée de biens de Phil. Lavergne, et Simon Laliberté, notaire, tous de Val d'Or, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce des peintures, sous produits connexes et faire affaires comme entrepreneurs généraux en peinture et en sablage de planchers, sous le nom de "Phil Lavergne Limitée — Phil Lavergne Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le six août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 11965-56)

Planex Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Joseph Anthony Blanar, administrateur, Vaclav Stanislav Brich, docteur en chimie, Frances Lew, secrétaire: épouse séparée de biens de Max Lew, Samuel Moskovitch, avocat, et Seymour Livis, ingénieur chimiste, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de conseillers en économie et experts en mécanique, chimie, métallurgie, exploitation minière, construction et entreprises industrielles, sous le nom de "Planex Associates Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douzième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12298-56)

Play-More Music Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour d'août 1956, constituant en corporation: Réjane Beaulieu, secrétaire, fille majeure, Raphael Esposito et Mario Beaulieu, notaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à procurer des divertissements publiques, sous le nom de

into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12340-56)

Phil Lavergne Limitée
Phil Lavergne Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1956, incorporating Phil. Lavergne, paint-contractor, Léa Coderre, housewife, wife separate as to property of Phil. Lavergne, and Simon Laliberté, notary, all of Val d'Or, for the following purposes:

To operate a business and industry dealing in paints, by-products thereof and to carry on business as general contractors in paint and in the scraping of floors, under the name of "Phil Lavergne Limitée — Phil Lavergne Limited", with a total capital stock of $20,000, divided into common shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Val d'Or, district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11965-56)

Planex Associates Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1956, incorporating: Joseph Anthony Blanar, executive, Vaclav Stanislav Brich, doctor of chemistry, Frances Lew, secretary, wife separate as to property of Max Lew, Samuel Moskovitch, advocate, and Seymour Livis, chemical engineer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of economic advisors and consultants in the mechanical, chemical, mettalurgical, mining, construction and industrial fields, under the name of "Planex Associates Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 9,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12298-56)

Play-More Music Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of July, 1956, incorporating: Réjane Beaulieu, secretary, spinster, Raphael Esposito, and Mario Beaulieu, notaries, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of furnishing amusement to the public, under the name of "Play-

"Play-More Music Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1045 avenue Ball, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuvième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12331-56)

Richard's Laboratory Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juillet 1956, constituant en corporation: Mario Laurier, Adolphe Prévost et Bernard Deschesnes, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Sous réserve de la Loi de pharmacie de Québec, exercer l'industrie et le commerce de produits de beauté, produits chimiques, spécialités médicales et préparations pharmaceutiques et médicales, sous le nom de "Richard's Labortory Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12446-56)

Richmond Explorations Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour d'août 1956, constituant en corporation: Gilles de Billy, avocat, Charlotte Risi, secrétaire, fille majeure, André Gagnon, avocat, Conseil en Loi de la Reine, tous trois de Sillery, Huguette Morin, secrétaire, fille majeure, de Lauzon et Jacques de Billy, avocat Conseil en Loi de la Reine, de Lévis, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Richmond Explorations Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deuxième jour d'août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12229-56)

Roland & Frères Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onze juillet 1956, constituant en corporation: Alfred Plourde, Roland Lévesque, industriels, Yvon Lévesque, commis, et Jean-Claude Lé-

More Music Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 250 common shares of $100 each, and into 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1045 Ball Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12331-56)

Richard's Laboratory Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of July, 1956, incorporating: Mario Laurier, Adolphe Prévost and Bernard Deschesnes, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

Under reserve of the Quebec Pharmaceutical Act, to carry on an industry and business dealing in beauty products, chemical products, medical specialties and pharmaceutical and medical preparations, under the name of "Richard's Laboratory Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12446-56)

Richmond Explorations Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1956, incorporating: Gilles de Billy, advocate, Charlotte Risi, secretary, spinster, André Gagnon, advocate Queen's Counsel, all three of Sillery, Huguette Morin, secretary, spinster, of Lauzon, and Jacques de Billy, advocate Queen's Counsel, of Levis, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Richmond Explorations Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12229-56)

Roland & Frères Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1956, incorporating: Alfred Plourde, Roland Lévesque, industrialists, Yvon Lévesque clerk, and Jean-Claude Lévesque, foreman, all

vesque, contremaître, tous de Saint-Pacôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de "Roland & Frères Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions communes de $20 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Pacôme, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12321-56)

Rosemère Publishers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Anthony Flynn, comptable, Ethel Agnes Hartley, secrétaire, tous deux de Montréal, Jaime Wilson Dunton, étudiant en droit, de Westmount, Heather Least Scott, secrétaire, de la cité de St-Lambert et Audrey Doreen Ford, secrétaire, de Greenfield Park, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétaires de journaux, éditeurs et publicistes généraux, sous le nom de "Rosemère Publishers Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à la municipalité de Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatrième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12296-56)

Scienex Mining Company Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Paul Ranger, C.R., avocat, d'Outremont, Roland Thouin, comptable, de Montréal, et Charles A. Magnan, directeur de théâtre, de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Scienex Mining Company Limited" (No Personal Liability).

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de $4,000,000, divisé en 4,000,000 actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuvième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12382-56)

Scott's Restaurants Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

of Saint-Pacôme, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Roland & Frères Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $20 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Pacôme judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12321-56)

Rosemère Publishers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1956, incorporating: Anthony Flynn, accountant, Ethel Agnes Hartley, secretary, both of Montreal, Jaime Wilson Dunton, student at Law, of Westmount, Heather Least Scott, secretary, of the city of St. Lambert, and Audrey Doreen Ford, secretary, of Greenfield Park, for the following purposes:

To carry on the business of newspaper proprietors and general printers and publishers, under the name of "Rosemère Publishers Limited", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at the Municipality of Rosemère, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12296-56)

Scienex Mining Company Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of July, 1956, incorporating: Paul Ranger, Q.C., barrister, of Outremont, Roland Thouin, accountant, of Montreal, and Charles A. Magnan, theatre operator, of Victoriaville, for the following purposes:

To prospect and explore formines and minerals and deal with the same, under the name of "Scienex Mining Company Limited" (No Personal Liability).

The amount of the capltal stock of the company is to be $4,000,000, divided into 4,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12382-56)

Scott's Restaurants Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier jour d'août 1956, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en Loi, de Ville Mont-Royal, Clifford George Meek, teneur de livres, de Montréal et James Harold Stafford, commis, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Scott's Restaurants Limited", avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier jour d'août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12032-56)

Sheres Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de juin 1956, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack, avocats et Harry Closner, gérant de crédit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce de construction, sous le nom de "Sheres Development Inc.", avec un capital total de $40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et unième jour de juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12606-56)

St. Maurice Exploration Inc.
(No Personal Liability)
Exploration St-Maurice Inc.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour d'août 1956, constituant en corporation: Roy Robertson, administrateur de mines de Westmount, Robert Lafleur, avocat, c.r., et Marcelle Flamand, secrétaire, fille majeure, tous deux d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "St. Maurice Exploration Inc. (No Personal Liability) — Exploration St-Maurice Inc." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour d'août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1956, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, of the town of Mount Royal, Clifford George Meek, bookkeeper, of Montreal, and James Harold Stafford, clerk, of Verdun, for the following purposes:

To carry on the business of restaurant keepers, under the name of "Scott's Restaurants Limited", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1956.

P. FRENETTE,

43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12032-56)

Sheres Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1956, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack, advocates, and Harry Closner, Credit manager, all of Montreal, for following purposes:

To engage in the construction business, under the name of "Sheres Development Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1956.

P. FRENETTE,

43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12606-56)

St. Maurice Exploration Inc.
(No Personal Liability)
Exploration St-Maurice Inc.
(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1956, incorporating: Roy Robertson, Mining Executive, of Westmount, Robert Lafleur, advocate, c.r., and Marcelle Flamand, secretary, spinster, both of Outremont, for the following purposes:

To prospect and explore mines and minerals and deal with the same, under the name of "St. Maurice Exploration Inc. (No Personal Liability) — Exploration St-Maurice Inc." (Libre de responsabilité personnelle), with a total capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 shares of a par value of $1 each.

The shareolders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1956.

P. FRENETTE,

43186-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12200-56)

St. Urbain Dairies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Harry Budyk, avocat, Nessie Segal et Mary Segal, secrétaires, filles majeures, tous de Montéal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de lait, fromage, beurre, crème, lait écrémé et tous sous-produits d'iceux, sous le nom de "St. Urbain Dairies Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et 700 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Urbain, district judiciaire du Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12167-56)

St. Vincent Land Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Benjamin Leopold Louis, avocat, de Westmount, Edward Samuel Berger, avocat, de Montréal, et Nicholas Vlahos, avocat, de ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "St. Vincent Land Company", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12089-56)

Style Queen Dress Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Bernard Diamond, avocat, de Montréal, Egbert Earl Cockerton, avocat, de la paroisse de St-Hubert et Jason Ruby, commis en Loi, d'Outremont, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, sous le nom de "Style Queen Dress Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2070 rue Clark, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12214-56)

The Play-Pen Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 12200-56)

St. Urbain Dairies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governof of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1956, incorporating: Harry Budyk, advocate, Nessie Segal and Mary Segal, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in milk, cheese, butter, cream, skim milk, and all the by-products thereof, under the name of "St. Urbain Dairies Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 700 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St. Urbain, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1956.

P. FRENETTE,

43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12167-56)

St. Vincent Land Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1956, incorporating: Benjamin Leopold Louis, advocate, of Westmount, Edward Samuel Berger, advocate, of Montreal, and Nicholas Vlahos, advocate, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "St. Vincent Land Company", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1956.

P. FRENETTE,

43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12089-56)

Style Queen Dress Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1956, incorporating: Bernard Diamond, advocate, of Montreal, Egbert Earl Cockerton, advocate, of the parish of St. Hubert, and Jason Ruby, law clerk, of Outremout, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "Style Queen Dress Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2070 Clark Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1956.

P. FRENETTE,

43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12214-56)

The Play-Pen Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Sol Joseph, marchand, Clara Cohen Joseph, ménagère, épouse séparée de biens de Sol Joseph et Kalman Angel, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de jouets, nouveautés, meubles et articles vestimentaires, sous le nom de "The Play-Pen Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5211 boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12178-56)

Trade Consultants of America (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de juillet 1956, constituant en corporation: John Di Massino, surintendant, Richard Di Massino, préposé à l'ascenseur et Toshiko Nakatsuka, dactylo, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger un commerce de publicité générale et de conseil en icelle, sous le nom de "Trade Consultants of America (Canada) Ltd.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 500, 1121 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-septième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186 P. FRENETTE.

(P.G. 12081-56)

Vitrerie Champlain Glass, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1956, constituant en corporation: Charles-Aimé Paré, vendeur, Roland Ouellet, conseiller commercial, tous deux de Ste-Foy, et Arthur Toupin, vitrier, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du verre, de quincaillerie, de peinture et de toutes sortes de matériaux de construction, sous le nom de "Vitrerie Champlain Glass, Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12100-56)

Walter Market Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1956, incorporating: Sol Joseph, merchant, Clara Cohen Joseph, housewife, wife separate as to property of Sol Joseph, and Kalman Angel, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, novelties, furniture and wearing apparel, under the name of "The Play-Pen Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 10,000 common shares having a par value of $1 each and into 10,000 preferred shares having a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 5211 Decarie Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1956.

P. FRENETTE,

43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12178-56)

Trade Consultants of America (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1956, incorporating: John Di Massino, superintendent, Richard Di Massino, elevator operator, and Toshiko Nakatsuka, typist, all of Montreal, for the following purposes:

To conduct a general advertising and advertising counsel business, under the name of "Trade Consultants of America (Canada) Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at 1121 St. Catherine Street West, Room 500, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1956.

P. FRENETTE,

43186-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12081-56)

Vitrerie Champlain Glass, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June 1956, incorporating: Charles Aimé Paré, salesman, Roland Ouellet, business consultant, both of St. Foy, and Arthur Toupin, glazier, of Quebec, for the following purposes:

To deal in glass, hardware, paints and building materials of every nature and kind, under the name of "Vitrerie Champlain Glass, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1956.

P. FRENETTE,

43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12100-56)

Walter Market Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth

du quatrième jour de juillet, 1956, constituant en corporation: Max Walter, Edith Walter, épouse séparée de biens dudit Max Walter et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux marchands et Daniel Kingstone, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de commerçants et courtiers de bestiaux, de bouchers, marchands et vendeurs de viande dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Walter Market Products Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

day of July, 1956, incorporating: Max Walter, Edith Walter, wife separate as to property of the said Max Walter, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both merchants, and Daniel Kingstone, student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of cattle dealers and brokers, of butchers, meat merchants and dealers in all its branches, under the name of "Walter Market Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares of a par valeur of $100 each and into 100 common chares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12057-56)

Wilfrid Gauthier Automobile, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1956, constituant en corporation: Wilfrid Gauthier, garagiste, Mme Pauline Lareau Gauthier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Wilfrid Gauthier, tous deux de Chambly et Edmond Gauthier, commis, de Fort Chambly, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire du transport général, sous le nom de "Wilfrid Gauthier Automobile, Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 531, rue Bourgogne, Chambly, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(A.G. 12057-56)

Wilfrid Gauthier Automobile, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July 1956, incorporating: Wilfrid Gauthier, garage-keeper, Mrs Pauline Lareau Gauthier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Wilfrid Gauthier, both of Chambly, and Edmond Gauthier, clerk of Fort Chambly, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to generally engage in transportation, under the name of "Wilfrid Gauthier Automobile, Limitée" with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 531 Bourgogne Street, Chambly, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12316-56)

York Auto Supply, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de juillet 1956, constituant en corporation: Harry Cohen, marchand, Eva Siminovitch Cohen, ménagère, épouse séparée de biens dudit Harry Cohen et Jack Siminovitch, médecin, tous d'Outremont, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'accessoires d'automobile et outillage dans toutes ses spécialités, sous le nom de "York Auto Supply, Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatrième jour de juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186 P. FRENETTE.

(A.G. 12316-56)

York Auto Supply, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1956, incorporating: Harry Cohen, merchant, Eva Siminovitch Cohen, housewife, wife separate as to property of the said Harry Cohen and Jack Siminovitch, physician, all of Outremont, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobile supplies and equipment in all its branches, under the name of "York Auto Supply, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12409-56)

Zappia & Crevier Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour d'août 1956, constituant en corporation: Joseph Zappia, constructeur, Ellen Haggenmueller, commis, fille majeure, Sureka Wasserman, teneuse de livres, fille majeure, tous trois de Montréal, et Nicolas Vlahos, avocat, de ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de développement et de construction, sous le nom de "Zappia & Crevier Incorporated", avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le troisième jour d'août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186 P. FRENETTE.

(A.G. 12409-56)

Zappia & Crevier Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1956, incorporating: Joseph Zappia, builder, Ellen Haggenmueller, clerk, spinster, Sureka Wasserman, bookkeeper, spinster, all three of Montreal, and Nicholas Vlahos, advocate, of the town of Mount-Royal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Zappia & Crevier Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August, 1956.

P. FRENETTE,

43186-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 10602-56)

Adirondack Natural Stone Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze juin 1956, à la compagnie "Adirondack Natural Stone Co. Ltd.", étendant ses pouvoirs à ceux d'acquérir et de disposer de biens immobiliers.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12286-56)

Applebaum Shoe Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize juillet 1956, à la compagnie "Applebloom Shoe Co. Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par, lettres patentes du trente et un décembre 1952, changeant son nom en celui de "Applebaum Shoe Co. Ltd.".

Daté du bureau du Procureur général, le seize juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 11502-56)

Canadian Slovak Building Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois juin 1956, à la compagnie "Jean Talon Shopping Centre Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 23 juin 1954, 1° subdivisant ses 50 actions communes de $100

Supplementary Letters Patent

(A.G. 10602-56)

Adirondack Natural Stone Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eleventh day of June 1956, to the company "Adirondack Natural Stone Co. Ltd.", extending its powers to those of acquiring and disposing of immoveable property.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1956.

P. FRENETTE,

43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12286-56)

Applebaum Shoe Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of Quebec, dated the sixteenth day of July 1956, to the company "Applebloom Shoe Co. Ltd.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated the thirty-first day of December 1952, changing its name to that of "Applebaum Shoe Co. Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1956.

P. FRENETTE,

43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11502-56)

Canadian Slovak Building Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-third day of June 1956, to the company "Jean Talon Shopping Centre Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated June 23, 1954, 1. subdividing its 50 common shares of $100 into 500 common shares

en 500 actions communes de $10; 2° subdivisant et convertissant ses 750 actions privilégiées de $100 en 7,500 actions communes de $10; 3° subdivisant et convertissant ses 200 actions Classe A de $100 en 2,000 actions communes de $10; 4° changeant son nom en celui de "Canadian Slovak Building Ltd.".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 11544-56)

Carsten Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier juin 1956, à la compagnie "Carsten Corp.", augmentant son capital: le capital-actions additionnel étant divisé en 12,000 actions privilégiées de $5.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 11996-56)

Champagne & Létourneau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf juin 1956, à la compagnie "Marcel Champagne Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 14 mars 1956, changeant son nom en celui de "Champagne & Létourneau Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 11856-56)

Commercial Letter & Litho Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze juin 1956, à la compagnie "Commercial Mail and Litho Co.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 19 mai 1932, sous le nom originaire de "Commercial Letter Service Inc.", et par lettres patentes supplémentaires en date du 28 février 1956, changeant ledit nom originaire en celui de "Commercial Mail and Litho Co.", changeant de nouveau son nom en celui de "Commercial Letter & Litho Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 11812-56)

Fisher Bros. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq juin 1956, à la com-

of $10; 2. subdividing and converting the company's 750 preferred shares of $100 into 7,500 common shares of $10; 3. subdividing and converting its 200 Class A shares of $100 into 2,000 common shares of $10; 4. changing the company's name to that of "Canadian Slovak Building Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11544-56)

Carsten Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated first, 1956, to the company "Carsten Corp.", increasing its capital stock: the additional capital shares being divided into 12,000 preferred shares of $5.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11996-56)

Champagne & Létourneau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, dated June twenty-ninth 1956, to the company: "Marcel Champagne Ltée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of March 14, 1956, changing its name into that of "Champagne & Létourneau Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11856-56)

Commercial Letter & Litho Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, dated the eleventh day of June 1956, to the company "Commercial Mail and Litho Co.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated May 19, 1932, under the original name of "Commercial Letter Service Inc.", and by supplementary letters patent dated February 28th, 1956, changing the said original name to that of "Commercial Mail and Litho Co.", once again changing the company's name to that of "Commercial Letter & Litho Inc.".

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of June 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11812-56)

Fisher Bros. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June fifth, 1956, to the company "Fisher Bros.

pagnie "Fisher Bros. Inc.", augmentant son capital de $20,000 à $40,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées de $5.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 11647-56)

Hyatt Footwear Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze juin 1956, à la compagnie "Côté Foot Wear Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 17 septembre 1952: 1° changeant son nom en celui de "Hyatt Footwear Limited"; 2° augmentant son capital de $20,000 à $100,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 800 actions privilégiées de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 11827-56)

International Electric Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du sept juin 1956, à la compagnie "International Electric Company, Limited", augmentant son capital de $75,000 à $225,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions privilégiées de $10.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 10704-56)

Joly Auto Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit juin 1956, à la compagnie "Joly Auto Limitée", augmentant son capital de $75,000 à $115,000: le capital-actions additionnel étant divise en 400 actions privilégiées de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 11858-56)

Joron & Cie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du treize juin 1956, à la compagnie "Joron & Cie Inc.", subdivisant et convertissant 590 actions ordinaires de $100 en 59,000 actions privilégiées de $1.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1956

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

Inc.", increasing its capital stock from $20,000 to $40,000: the additional capital stock being divided into 4,000 preferred shares of $5.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11647-56)

Hyatt Footwear Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of June 1956, to the company "Côté Foot Wear Limited", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated September 17, 1952: 1. changing its name to that of "Hyatt Footwear Limited"; 2. increasing its capital from the sum of $20,000 to $100,000: the additional share capital being divided into 800 preferred shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11827-56)

International Electric Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June seventh, 1956, to the company: "International Electric Company, Limited", increasing its capital stock from $75,000 to $225,000: the additional capital stock being divided into 15,000 preferred shares of $10.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10704-56)

Joly Auto Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June eighteenth, 1956, to the company "Joly Auto Limitée", increasing its capital stock from $75,000 to $115,000: the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11858-56)

Joron & Cie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirteenth day of June 1956, to the company "Joron & Cie Inc.", subdividing and converting 590 common shares of $100 into 59,000 preferred shares of $1.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June 1956,

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11953-56)

Lampron Shirt Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaire, en date du dix-neuf juin 1956, à la compagnie "Lampron Shirt Limited", augmentant son capital de $49,000 à $109,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(A.G. 11953-56)

Lampron Shirt Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June nineteenth, 1956, to the company: "Lampron Shirt Limited", incresing its capital stock from $49,000 to $109,000: additonal capital stock being divided into 600 preferred shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11863-56)

Louis Schrier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf juin 1956, à la compagnie "Louis Schrier Inc.", augmentant son capital de $20,000 à $60,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(A.G. 11863-56)

Louis Schrier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the nineteenth day of June 1956, to the company "Louis Schrier Inc.", increasing its capital from the sum of $20,000 to $60,000: the additional share capital being divided into 400 preferred shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11839-56)

Normandy Chibougamau Mines Limited (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf juillet 1956, à la compagnie "Normandy Gold Mines Ltd." (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes du 6 août 1947, changeant son nom en celui de "Normandy Chibougamau Mines Limited" (No Personal Liability).

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(A.G. 11839-56)

Normandy Chibougamau Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, and Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the nineteenth day of July 1956, to the company "Normandy Gold Mines Ltd." (No Personal Liability), constituted as a corporation under said Quebec Mining Companies' Act by letters patent dated August 6th, 1947, changing its name to that of "Normandy Chibougamau Mines Limited" (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11929-56)

Office Central Catholique Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un jnin 1956, à la compagnie "Office Central Catholique Limitée", augmentant son capital: le capital-actions additionnel étant divisé en 20,000 actions privilégiées de $10.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(A.G. 11929-56)

Office Central Catholique Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-first day of June 1956, to the company "Office Central Catholique Limitée", increasing its capital: the additional share capital being divided into 20,000 preferred shares of $10.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12133-56)

Perfection Wood Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 12133-56)

Perfection Wood Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-

province de Québec des lettres ptaentes supplémentaires, en date du neuf juillet 1956, à la compagnie "Laurendeau Lumber Co. Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 27 janvier 1955, 1° changeant son nom en celui de "Perfection Wood Products Limited"; 2° subdivisant ses 10,000 actions ordinaires de $5 en 50,000 actions ordinaires de $1; 3° augmentant son capital de $200,000 à $400,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 et en 15,000 actions privilégiéesde $10.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 11954-56)

Rudy Lessard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt juin 1956, à la compagnie "Dominique Labbé Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 13 juillet 1948, changeant son nom en celui de "Rudy Lessard Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 12306-56)

Success Wax Ltd.
Cire Succès Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit Juillet 1956, à la compagnie "Success Wax Ltd."; 1°changeant son nom en celui de "Success Wax Ltd— Cire Succès Ltée"; 2° étendant ses pouvoirs. Ladite compagnie a été constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 22 mars 1933, sous le nom originaire de "R.R. Dupéré, Limitée", et des lettres patentes supplémentaires lui ont été accordées aux différentes dates: 14 février et 1er mai 1941, 2 février 1945 (changeant ledit nom originaire en celui de "Success Wax Ltd."), 31 août 1945 et 18 novembre 1949.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(P.G. 11789-56)

The W. Howick Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du sept juin 1956, à la compagnie "The W. Howick Mfg. Co. Ltd.", augmentant son capital de $149,000 à $298,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 4,900 actions ordinaires de $10 et en 1,000 actions privilégiées de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

Governor of the Province of Quebec, dated the ninth day of July 1956, to the company "Laurendeau Lumber Co. Ltd.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated January 27th, 1955, 1. changing its name to that of "Perfection Wood Products Limited"; 2. subdividing its 10,000 common shares of $5 into 50,000 common shares of $1; 3. increasing the company's capital from the sum of $200,000 to $400,000: the additional share capital being divided into 50,000 common shares of $1 and 15,000 preferred shares of $10.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11954-56)

Rudy Lessard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June twentieth, 1956, to the company "Dominique Labbé Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of July 13th, 1948, changing its name into that of "Rudy Lessard Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12306-56)

Success Wax Ltd.
Cire Succès Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighteenth day of July 1956, to the company "Success Wax Ltd.": 1° changing its name to that of "Success Wax Ltd.— Cire Succès Ltée"; 2. extending its powers. The said company was constituted as a corporation under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters Patent dated March 22nd, 1933, under the original name of "R. R. Dupéré, Limited", and supplementary letters patent were issued to the Company on the following dates: February 14th, and May 1st, 1941, February 2nd, 1945 (changing the said original name to that of "Success Wax Ltd."), August 31st, 1945 and November 18th, 1949.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11789-56)

The W. Howick Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June seventh, 1956, to the company: "The W. Howick Mfg. Co. Ltd.", increasing its capital stock from $149,000 to $298,000: the additional capital stock being divided into 4,900 common shares of $10 and into 1,000 preferred shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11921-56)

Twelve Forty-Two Peel Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du treize juin 1956, à la compagnie "Twelve Forty-Two Peel Corporation", lui accordant des pouvoirs additionnels: faire des placements dans des biens immobiliers et mobiliers.

Daté du bureau du Procureur général, le treinze juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(A.G. 11921-56)

Twelve Forty-Two Peel Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June thirteenth, 1956, to the company: "Twelve Forty-Two Peel Corporation", granting it additional powers: to invest in immoveable and moveable property.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1956,

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11607-56)

Ungava Trading Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze juin 1956, à la compagnie "Ungave Transport Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 20 juin 1950, sous le nom originaire de "La Cie de Navigation de Cap Chat et Hâvre St-Pierre Limitée", et par lettres patentes supplémentaires du 29 décembre 1950, changeant ledit nom originaire en celui de "Ungava Transport Inc.", changeant de nouveau son nom en celui de "Ungava Trading Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(A.G. 11607-56)

Ungava Trading Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of June 1956, to the company "Ungava Transport Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated June 20th, 1950, under the original name of "La Cie de Navigation de Cap Chat et Hâvre St-Pierre Limitée", and by supplementary letters patent dated December 29, 1950, changing the said original name to that of "Ungava Transport Inc.", once again changing the company's name to "Ungava Trading Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12209-56)

Universal Auto, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept juillet 1956, à la compagnie "Universal Auto, Limited", 1° modifiant les privilèges et restrictions attachés aux actions privilégiés; 2° augmentant son capital de $20,000 à $235,000: le capital-actions additionnel étang divisé en 2,150 action privilégiés de $100; 3° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(A.G. 12209-56)

Universal Auto, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July seventeenth, 1956, to the company, "Universal Auto, Limited", 1. amending the privileges and restrictions attached to the preferred shares; 2. increasing its capital stock from $20,000 to $235,000: the additional capital stock being divided into 2,150 preferred shares of $100; 3. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12318-56)

Vibrapipe Concrete Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt juillet 1956, à la compagnie "Vibra Pipe & Concrete Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 12 juin 1956, changeant son nom en celui de "Vibrapipe Concrete Products Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

(A.G. 12318-56)

Vibrapipe Concrete Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July twentieth, 1956, to the company "Vibra Pipe & Concrete Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of June 12th, 1956, changing its name into that of "Vibrapipe Concrete Products Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of July,

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12268-56)

Weaver Coal Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du du vingt juillet 1956, à la compagnie "The F. P. Weaver Coal Co. Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 18 mars 1932, et par lettres patentes supplémentaires du 29 novembre 1951, changeant son nom en celui de "Weaver Coal Company".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43186-o P. FRENETTE.

(A.G. 12268-56)

Weaver Coal Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, dated July twentieth, 1956, to the company "The F. P. Weaver Coal Co., Limited", incorporated under the said part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of March 18th, 1932, and by supplementary letters patent of November 29th, 1951, changing it name into that of "Weaver Coal Company".

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of July, 1956.

P. FRENETTE,

43186 Acting Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Terrebonne, Cour Supérieure, N° 25761. Dame Jeanne Leclerc, demanderesse, vs Noël Daudelin, défendeur.

Une actions en séparation de biens a été instituée, en cette cause le 12 septembre 1956.

Montréal, le 12 septembre 1956.

Les Procureurs de la demanderesse,

(signé) LAFONTAINE LAJEUNESSE

43195-o PRÉVOST & BLAIS.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 401,742. Yvette Caron Batten, épouse commune en biens d'Albert Batten, domiciliée au N° 7460 Bloomfield, cité et district de Montréal, demanderesse, vs Albert Batten, chauffeur de taxi, domiciliée au N° 7460 Bloomfield, cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de corps et été instituée en cette cause le 7 septembre 1956.

Montréal, le 14 septembre 1956.

Les Procureurs de la demanderesse,

43202-o GABOURY, HILL & PERRAS,

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, N° 82,801. Damé Ernestine Deblois, demanderesse vs Arthur Clermont, défendeur.

Dame Ernestine Deblois, ménagère, épouse d'Arthur Clermont, commerçant, demeurant à 40, rue Derouin, Giffard, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Québec, le 17 septembre 1956.

Les Procureurs de la demanderesse,

SIMARD & LETARTE.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Terrebonne' Superior Court, No. 25761. Dame Jeanne Leclerc, plaintiff, vs Noël Daudelin, defendant,

An action in separation as to property has been instituted in this case, on September 12, 1956.

Montreal, September 12, 1956.

(Signed) LAFONTAINE LAJEUNESSE

PRÉVOST & BLAIS,

43195-o Attorneys for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, N. 401,742. Yvette Caron Batten, wife common as to property of Albert Batten, domiciled and residing at 7460 Bloomfield Ave., in the city and district of Montreal, plaintiff, vs Albert Batten, taxi driver, residing at 7460 Bloomfield, in the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on September 7th 1956.

Montreal, September 14th 1956.

GABOURY, HILL & PERRAS,

43202-o Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, No. 82,801. Dame Ernestine Deblois, plaintiff vs Arthur Clermont, Defendant.

Dame Ernestine Deblois, housewife, wife of Arthur Clermont, dealer, residing at 40, Derouin Street, Giffard, has instituted against her husband a request for separation as to property.

Quebec, September 17, 1956.

SIMARD & LETARTE,

Attorneys for the Plaintiff.

Avis divers

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que la compagnie "The James Maclaren Company, Limited", de la ville de Buckingham, comté de Papineau, se propose de demander l'autorisation de construire un développement hydro-électrique à Dufferin Falls, sur la rivière Lièvre, sur le cours d'eau qui s'étend et passe

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given, in accordance with Section 8 of the Water-Course Act, that The James Maclaren Company, Limited, of the Town of Buckingham, County of Papineau, intends to apply for authorization to have constructed a hydro-electric power development at Dufferin Falls, on the Lièvre River, on the water course which borders upon and passes

à travers les lots 10 et 11, rang IV, du canton de Buckingham et compris entre les limites de la ville de Buckingham, province de Québec.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction dudit développement et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux a été transmise au ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Papineau à Papineauville, Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Buckingham, 5 septembre 1956.

The James Maclaren Company, Limited,

Le Secrétaire,

43127-36-4 J. W. THOMSON.

across lots 10 and 11, range IV, township of Buckingham, comprised within the limits of the Town of Buckingham, Province of Quebec.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work showing the side chosen for the construction thereof, and the land which will be effected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of the County of Papineau, at Papineauville, Quebec.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Buckingham, Quebec, September 5th, 1956.

The James Maclaren Company, Limited,

J. W. THOMSON.

43127-36-4-o Secretary.

(P.G. 12222-56)

Copie certifiée du règlement N° A-3 de CRAFTDALE CONSTRUCTION INC.

Règlement N° A-3

1° Que le bureau de direction de "Craftdale Construction Inc.", soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre directeurs.

2° Que le règlement générale N° 7 soit et il est, par les présentes, amendé en rayant le mot "trois" toutes les fois qu'il apparaît et en y substituant le mot "quatre".

Craftdale Construction Inc.,

(Sceau) Le Secrétaire,

43189 ROLAND SAVIGNAC.

(A.G. 12222-56)

Certified copy of By-law No. A-3 of CRAFTDALE CONSTRUCTION INC.

By-law No. A-3

1. That the Board of Directors of "Craftdale Construction Inc.", be and is hereby increased from three to four Directors.

2. That the General By-law No. 7 be and is hereby amended by striking off the word "three" whenever it appears and by substituting to it the word "four."

Craftdale Construction Inc.,

(Seal) ROLAND SAVIGNAC,

43189-o Secretary.

Avis est par les présentes donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 22 août 1956, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité de la paroisse de La Purification-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie en celui de "municipalité de la paroisse de Repentigny".

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Repentigny, 2 septembre 1956.

Le Maire,

ROSAIRE DESCHAMPS.

Le Secrétaire-trésorier,

43191-o CHRISTIAN LABOISSIÈRE.

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council, on August 22, 1956, adopted an Order in Council for the purposes of changing the name of the Municipality of the parish of La Purification-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie to that of "Municipality of the parish of Repentigny".

In accordance with the provisions of article 48 of the Municipal Code, this change of name shall come into force from and after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Repentigny, September 2, 1956.

ROSAIRE DESCHAMPS,

Mayor.

CHRISTIAN LABOISSIÈRE,

43191 Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse d'Économie des Employés — Schering — Employees Credit Union", en date du onze juillet 1956, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-trois août 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,

43203-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse d'Économie des Employés — Schering — Employees Credit Union", under date the eleventh day of July 1956, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of August 1956.

JEAN BRUCHÉSI,

43203 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration du syndi-

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of

cat coopératif "La Caisse d'Économie des Employés Tamper Employees Credit Union", en date du 9 août 1956, dont le siège social est situé à Lachine, district judiciaire de Montréal, et ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le quatorze août 1956.-

Le Sous-secrétaire de la province,
43204-o JEAN BRUCHÉSI.

LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DE KAMOURASKA

Sommaire des règlements spéciaux

Les règlements spéciaux passés par les administrateurs de "La Compagnie de Téléphone de Kamouraska" pourvoient à la distribution des biens de la compagnie au pro rata entre ses actionnaires et, après telle distribution, à la dissolution de la compagnie et à l'abandon de sa charte.

Vraie copie certifiée le 18ième jour de septembre 1956.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
43205-o C. E. TREMBLAY.

(P.G. 6749-46)

FASHION GLOVE INCORPORATED
Loretteville

Règlement N° 12

"Le nombre des directeurs de la Compagnie est, par les présentes, augmenté de quatre à cinq, et l'article 3 du Règlement N° 1 est par les présentes, modifié en conséquence."

Certifié vraie copie.

Québec, ce 7 septembre 1956.

Le Secrétaire,
43207-o GUY FORTIER.

(P.G. 8369-51)

ST. LAWRENCE GLOVE WORKS INC.
Loretteville

Règlement N° 6

"Le nombre des directeurs de la Compagnie est, par les présentes, augmenté de quatre à cinq, et le quorum des assemblées des directeurs est fixé à trois. L'article 9 du règlement No 1 est, par les présentes, modifié en conséquence."

Certifié vrai copie.

Québec, ce 7 septembre 1956.

Le Secrétaire,
43208-o GUY FORTIER.

(P.G. 11846-55)

EMMAÜS CANADIEN

Extrait du règlement N° 1 (Règlements généraux) de la corporation ci-haut mentionnée, concernant la réduction du nombre des directeurs de quatre à trois:

"Le Bureau d'administration — 15° Nombre. — Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau d'administration composé de trois (3) membres. . ."

Vrai copie.

Le Secrétaire,
43209-o URBAIN NANTEL.

---

foundation of the cooperative syndicate "La Caisse d'Économie des Employés Tamper Employees Credit Union" under date August 9th, 1956, whereof the head office is at Lachine, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of August, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43204 Under Secretary of the Province.

LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DE KAMOURASKA

Summary of Special By-laws

Special by-laws enacted by the Directors of "La Compagnie de Téléphone de Kamouraska," provide for the distribution of all assets of this company pro rata amongst its shareholders and, upon such distribution being made, for the dissolution of the company and the surrender of its charter.

Certified true summary, this 18th day of September 1956.

(Seal) C. E. TREMBLAY,
43205-o Secretary-Treasurer.

(A.G. 6749-46)

FASHION GLOVE INCORPORATED
Loretteville

By-law No. 12

"The number of directors of the Company is hereby increased from four to five, and article 3 of By-law No. 1 is hereby modified accordingly."

Certified true copy.

Quebec, September 7, 1956.

GUY FORTIER,
43207 Secretary.

(A.G. 8369-51)

ST. LAWRENCE GLOVE WORKS INC.
Loretteville

By-law No. 6

The number of the directors of the Company is hereby increased from four to five, three of whom shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors. Article 9 of By-law No. 1 is hereby modified accordingly."

Certified true copy.

Quebec, this September 7, 1956.

GUY FORTIER,
43208 Secretary.

(A.G. 11846-55)

EMMAÜS CANADIEN

Extract of By-law No. 1 (General By-laws) of the above mentioned corporation, concerning the reduction in the number of Directors from four to three:

"The Board of directors — 15. Number.— The affairs of the corporation shall be governed by a Board of Directors composed of three (3) members. . ."

True copy.

URBAIN NANTEL,
43209 Secretary.

(P.G. 11439-56)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le dix-huit septembre 1956, le règlement N° 1 (Règlements généraux) de "La Ligue des Propriétaires de la Ville de Rivière des Prairies, Inc.", comprenant les articles 1 à 36 inclusivement, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-neuf septembre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43210-o JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 11439-56)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, has approved, on September eighteenth, 1956, by-law No. 1 (General By-laws) of "La Ligue des Propriétaires de la Ville de Rivière des Prairies, Inc.", comprising articles 1 to 36 inclusively, and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September nineteenth, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43210 Under Secretary of the Province.

(P.G. 14536-51)

THE ST. CATHERINE-STANLEY REALTY CORPORATION

Règlement No FF

pour diminuer le nombre des directeurs de la compagnie de sept à trois.

"Le nombre des directeurs sera diminué à trois (3) dont deux (2) formeront quorum.

Les règlements de la compagnie sont, par les présentes, amendés afin de donner effet au précédent."

Décrété, le 3 juillet 1956.

Le Secrétaire,
43211 WILLIAM WHYTE.

(A.G. 14536-51)

THE ST. CATHERINE-STANLEY REALTY CORPORATION

By-law No. FF

decreasing the number of Directors of the Company from seven to three:

"The number of Directors shall be reduced to three (3) whereof two (2) shall form a quorum.

The By-laws of the Company are hereby amended to give effect to the foregoing."

Enacted July 3, 1956.

WILLIAM WHYTE,
43211 Secretary.

(Sec. P. 85-53)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le neuf août 1956, les règlements du "Club Récréatif Casavant", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 15 mars 1956, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt août 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43228-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.Sec. 85-53)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honorable, the Provincial Secretary has approved, on August ninth, 1956, the by-laws of the "Club Récréatif Casavant", as adopted at the general meeting held on March 15, 1956, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on August twentieth, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43228 Under Secretary of the Province.

(P. G. 12711-54)

Avis est par les présentes, donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a, le 18 septembre 1956, approuvé les règlements de "Protestant Benevolent Association of Ile Perrot — Association Bienfaisante Protestante d'Ile Perrot", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 19e jour de septembre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43231 JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 12711-54)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-laws of the "Protestant Benevolent Association of Ile Perrot — Association Bienfaisante Protestante d'Ile Perrot" were approved on September 18th, 1956, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary this 19th day of September, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43231-o Under Secretary of the Province.

(P.G. 11556-56)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a, le 18 septembre 1956, approuvé les règlements généraux de un à treize inclusivement, quinze et seize de "The Kinsmen Club of Snowdon — St-Laurent" et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 19e jour de septembre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43232 JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 11556-56)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-Laws one to thirteen inclusive, fifteen and sixteen of "The Kingsmen Club of Snowdon — St. Laurent" were approved by the Honourable the Provincial Secretary on September 18th, 1956, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of September, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43232-o Under Secretary of the Province.

(P.G. 11841-55)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le dix-huit septembre 1956, les règlements généraux de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Danville", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le dix-neuf septembre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43230-o JEAN BRUCHÉSI.

NEW ROYRAN COPPER MINES LTD.
(No Personal Liability)

Règlement spécial "K"

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété, sujet à l'approbation des actionnaires, comme un règlement spécial de "New Royran Copper Mines Ltd.", ce qui suit:

Attendu que les dettes et obligations de la compagnie ont été pourvues que, en conséquence:

1° La compagnie soit et elle est, par les présentes, autorisée à effectuer la vente de tout son actif à "Copper Rand Chibougamau Mines Ltd.", contre des actions de cette dernière et subséquemment cesser d'exercer sa commerce sauf aux fins de ventilation de ses affaires, disposer de ses propriétés et distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires.

2. Les directeurs et officiers soient, par les présentes, autorisés et dirigés à faire, signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou favorables à la bonne exécution du précédent.

Je certifie par, les présentes, que:

Le précédent règlement spécial K a été décrété par le bureau de direction le 7 août 1956 et approuvé par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue à l'hôtel Windsor, Montréal, mardi, le 18e jour de septembre 1956, à 10.30 heures de l'avant-midi.

Montréal, 19 septembre 1956.

New Royran Copper Mines Ltd.,
(No Personal Liability).
(Sceau) Le Secrétaire,
43233 J. O. SABOURIN.

(P.G. 3498-46)

FRANKLIN GLASS & PAINT COMPANY

Extrait du règlement N° 1 de Franklin Glass & Paint Company approuvé par les directeurs et ratifié par tous les actionnaires, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq:

"Que le nombre des directeurs soit fixé à cinq."

Québec, 16 août 1956.

Vraie copie. Le Secrétaire,
43236-o WILBROD BHERER.

(P.G. 13056-55)

THE CEDARD, HOME FOR ELDERLY PEOPLE

Règlement spécial "A"

"Sur proposition dûment faite, secondée et passée à l'unanimité, il a été résolu que le nombre des directeurs de cette association soit et il est, par les présentes, augmenté de onze à douze."

Montréal, 30 août 1956.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
43238 Mme CHARLES SAYKALY.

(A.G. 11841-55)

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the general by-laws of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Danville" have been approved on September eighteenth 1956, by the Honourable the Peovincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the nineteenth day of September 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43230 Under Secretary of the Province.

NEW ROYRAN COPPER MINES LTD.
(No Personal Liability)

Special By-law "K"

Be it enacted and it is hereby enacted subject to the approval of the Shareholders as a Special By-law of "New Royran Copper Mines Ltd.", as follows:

Whereas the debts and obligations of the Company have been provided for, therefore:

1. The Company be and is hereby authorized to implement the sale of all its assets to "Copper Rand Chibougamau Mines Ltd.", for shares in that company and thereafter to cease doing business except for the purpose of winding-up its affairs, to dispose of its property and to distribute its assets rateably among its shareholders.

2. The Directors and Officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

I hereby certify that:

The foregoing special by-law K was enacted by the Board of Directors on August 7th, 1956 and was approved by the shareholders at a special general meeting held at the Windsor Hotel, Montreal, on Tuesday, the 18th day of September, 1956, at 10.30 o'clock in the forenoon.

Montreal, September 19th, 1956.

New Royran Copper Mines Ltd.,
(No Personal Liability).
(Seal) J. O. SABOURIN,
43233-o Secretary.

(A.G. 3498-46)

FRANKLIN GLASS & PAINT COMPANY

Excerpt from By-law No. 1 of the Franklin Glass & Paint Company which was approved by the Directors and confirmed by all the shareholders, concerning an increase in the number of directors from three to five:

"That the number of directors be fixed at five."

Quebec, August 16, 1946.

True copy. WILBROD BHERER,
43236 Secretary.

(A.G. 13056-55)

THE CEDARD, HOME FOR ELDERLY PEOPLE

Special By-law "A"

"On motion duly made, seconded and unanimously carried, it was resolved that the number of Directors of this Association be and they are hereby increased from eleven to twelve."

Montreal, August 30th, 1956.

Certified a true copy.

Mrs. CHARLES SAYKALY,
43238-o Secretary.

COPPER CLIFF CONSOLIDATED MINING CORPORATION (No Personal Liability)

Règlement spécial "H"

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété, sujet à l'approbation des actionnaires, comme un règlement spécial de Copper Cliff Consolidated Mining Corporation, ce qui suit:

Attendu que les dettes et obligations de la compagnie ont été pourvues que, en conséquence:

1° La compagnie soit et elle est, par les présentes, autorisée à effectuer la vente de tout son actif à Copper Rand Chibougamau Mines Ltd. contre des actions de cette dernière et subséquemment cesser d'exercer son commerce, sauf aux fins de ventilation de ses affaires, disposer de ses biens et distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires.

2° Les directeurs et officiers sont, par les présentes, autorisés et dirigés à faire, signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou favorables à la bonne exécution du précédent.

Je certifie, par les présentes, que:

Le précédent règlement spécial H a été décrété par le bureau de direction le 7 août 1956, et approuvé par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue à l'hôtel Windsor, Montréal, mardi le 18e jour de septembre 1956 à midi.

Montréal, 19 septembre 1956.

Copper Cliff Consolidated Mining Corporation,
(No Personal Liability).

(Sceau) Le Secrétaire,
43235 JOHN M. HOME.

(P.G. 12718-56)

MONTREAL REPERTORY THEATRE INC.

Extrait du règlement N° 101 de la corporation ci-dessus nommée, tel qu'adopté à l'assemblée annuelle tenue le 25 juin 1956, concernant une augmentation des membres du bureau de direction de douze à quinze:

"V — *Directeurs* — 19. Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de quinze directeurs . . ."

Montréal, ce 26e jour de juillet 1956.

Certifié vrie copie.

La Secrétaire,
43237 MARGARET MCKEAN.

COPPER CLIFF CONSOLIDATED MINING CORPORATION (No Personal Liability)

Special By-law "H"

Be it enacted and it is hereby enacted subject to the approval of the Shareholders as a Special By-law of Copper Cliff Consolidated Mining Corporation as follows:

Whereas the debts and obligations of the Company have been provided for, therefore:

1. The Company be and is hereby authorized to implement the sale of all its assets to Copper Rand Chibougamau Mines Ltd. for shares in that company and thereafter to cease doing business except for the purpose of winding-up its affairs, to dispose of its property and to distribute its assets rateably among its Shareholders.

2. The Directors and Officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Ie hereby certify that:

The foregoing Special By-law H was enacted by the Board of Directors on August 7th, 1956 and was approved by the Shareholders at a special general meeting held at the Windsor Hotel, Montreal, on Tuesday, the 18th day of September, 1956, at 12.00 o'clock in the forenoon.

Montreal, September 19th, 1956.

Copper Cliff Consolidated Mining Corporation,
(No Personal Liability).

(Seal) JOHN M. HOME,
43235-o Secretary.

(A.G. 12718-56)

MONTREAL REPERTORY THEATRE INC.

Extract of By-law No. 101 of the above-named corporation, as adopted at the annual meeting held on June 25th, 1956, concerning an increase in the directorate thereof from twelve to fifteen:

"V — *Directors* — 19. The affairs of the corporation shall be managed by a board of fifteen directors . . ."

Montreal, this 26th day of July, 1956.

Certified true copy.

MARGARET MCKEAN,
43237 Secretary.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Number 948

Québec, le 12 septembre 1956.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux établissements commerciaux de détail dans le village de Richmond et le village de Melbourne et un rayon de trois (3) milles de leur limites

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amen-

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 948

Quebec, September 12th 1956.
Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the retail commercial establishments of the town of Richmond and the village of Melbourne and a radius of three (3) miles from their limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the collective Agreement' Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments),

dements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de tétail dans la ville de Richmond et le village de Melbourne et un rayon de trois (3) milles de leurs limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1379 du 23 décembre 1953, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur du Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 juillet 1955;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1379, soit modifié comme suit:

L'article IV est radié et remplacé par le suivant:

"IV.— *Heures de travail dans les établissements commerciaux de détail: a*)La durée totale régulière de travail hebdomadaire des salariés est de cinquante-et-une (51) heures réparties de la façon suivante:

Les lundi, mardi, jeudi et samedi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le mercredi: 8.00 a.m. à midi;

Le vendredi: 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

b) Cependant, le travail peut être prolongé:

1° jusqu'à 10.00 p.m. le samedi dans les épiceries licensiées ou non;

2° jusqu'à 9.00 p.m. le veille d'un jours de fêtes chômées énumérées à l'article V;

3° jusqu'à 6.00 p.m. le mercredi, si l'un des jours de fêtes chômées énumérées à l'article V ne tombe pas un mercredi ni un dimanche.

4° jusqu'à 10.00 p.m. à partir du 15 décembre inclusivement jusqu'à la fête de Noël; cependant tout travail doit cesser à 6.00 p.m. le jour ouvrable précédant la fête de Noël.

c) En dehors des heures mentionnées au présent article, un salarié ne peut travailler à la vente ou à la livraison d'aucune marchandise couverte par le présent décret et un employeur ou un employeur professionnel ne peut faire travailler un salarié à la vente ou à la livraison d'aucune marchandise couverte par ledit décret.

d) Nonobstant ce qui précède, dans les restaurants-épiceries, les heures de travail sont celles nécessaires à l'entreprise, mais aucun salarié ne peut travailler à la vente ou à la livraison des produits ordinairement vendus par l'épicier ou par tout autre tenancier de commerce de détail, en dehors des heures de travail établies au présent article, à l'exception toutefois, du lait, de la crème, des biscuits, des pâtisseries, des dragées, des liqueurs en bouteille, de la crème glacée, du pain, du beurre et du fromage.

e) Lors du changement d'heure aux fins d'adopter l'heure d'été, dite heure avancée, et vice versa, on doit tenir compte de ce changement pour les heures de travail dans les établissements visés.

Réserve: Nonobstant les dispositions du décret la durée des heures de travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux disposition de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175) aux décrets faits sous son autorité et au règlements établis par les municipalités compétentes".

(Document "D" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
43194-o Greffier du Conseil Exécutif.

the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishments of the town of Richmond and the village of Melbourne and a radius of three (3) miles from their limits, rendered obligatory by the decree No. 1379 of December 23rd, 1953, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette* of July 30th, 1955;

WHEREAS the objections thereto have been duly considered, as required by the Act;

IT IS THEREFORE ORDAINED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1379, be amened as follows:

Section IV is deleted and replaced by the following:

"IV. *Hours of work in commercial retail establishments: a*) The total standard duration of work per week of employees shall consist of fifty-one (51) hours, distributed as follows:

On Monday, Tuesday, Thursday and Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

On Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

On Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

b) However, work may be continued:

1. until 10.00 p.m. on Saturday in groceries (licensed or not);

2. until 9.00 p.m. on the eve of a holiday mentioned in section V.

3. until 6.00 p.m. on Wednesday, if one of the holidays enumerated under section V does not fall on a Wednesday or a Sunday.

4. until 10.00 p.m. from December 15 inclusive until Christmas Days; however, work shall cease at 6.00 p.m. on the working day preceding Christmas Day.

c) Outside the hours mentioned in this section, no employee shall work at the sale or delivery of merchandise to which the decree applies, and no employer or professional employer shall cause work to be done by an employee in the sale or delivery of merchandise to which the decree applies.

d) Notwithstanding the foregoing provisions, the hours of work in restaurant-groceries shall be as required but nos employee may work at the sale or delivery of products ordinarily sold by the grocer or any other retail establishment operator outside the hours of work established in the present section with the exception, however, of milk, cream, biscuits, pastry suger, almonds, soft drinks, ice cream, bread, butter and cheese.

e) When Daylingt Saving Time or Standard Time is enforced, it shall be observed by the establishments hereby governed.

Proviso: Not withstanding the provisions of the decree, the duration of working hours in commercial establishments must never constitute a derogation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175), of the decrees passed under its authority, nor of the by-laws made by competent municipalities."

(Document "D" annexed to the Order)

L. DÉSILETS,
43194-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 948

Québec, le 12 septembre 1956.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec rendue obligatoire par le décret numéro 390 du 14 avril 1954, amendé par l'arrêté en conseil numéro 783-E du 21 juillet 1955, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 juillet 1956;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 390, soit modifié comme suit:

1° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "c" de l'article I:

"c) Le terme "compagnon junior menuisier d'atelier" désigné tout salarié qui en est à sa première année de pratique, après avoir complété ses trois (3) années d'apprentissage dans le métier."

2° L'échelle de salaires apparaissant à l'article IV est biffée et remplacée par la suivante:

"IV. *Taux de salaires:* Les taux minima de salaires suivants doivent être payés pour chacune des catégories ci-contre:

Catégorie:	*Salaires horaires Zones* I	II
Contremaître d'atelier de menuiserie	$1.45	$1.40
Menuisier d'atelier — Classe "A"	1.35	1.30
Mesuisier d'atelier à l'établi	1.30	1.25
Menuisier d'atelier sur machines	1.25	1.20
Menuisier d'atelier, compagnon junior (1 an)	1.18	1.13
Mécanicien de machines fixes, maximun 72 heures par semaine	1.10	1.05
Machiniste	1.20	1.15
Contremaître de moulin à préparer le bois	1.20	1.15
Préposé aux machines, 1er semestre	1.10	1.05
Préposé aux machines, après le 1er semestre	1.15	1.10
Aide préposé aux machines (moins de 19 ans)	0.90	0.85
Aide préposé aux machines (19 ans et plus)	1.10	1.05
Contremaître de cour à bois	1.20	1.15
Manoeuvre ou journalier	1.10	1.05
Expéditeur et receveur	1.15	1.10
Conducteur de tracteur	1.10	1.05
Camionneur et charretier	1.10	1.05
Gardien: nuit, jour, dimanche ou fête 72 heures par semaine	0.90	0.85

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 948

Quebec, September 12, 1956.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING amendments of the decree relating to the woodworking industry in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the woodworking industry in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree number 390 of April 14th, 1954, amended by Order in Council No. 783-E of July 21, 1955, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council, some amendments to the said decree:

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 28th, 1956;

WHEREAS the objection thereto has been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 390, be amended as follows:

1. The following paragraph is added to subsection "c" of section I:

"c) The term "shop joiner journeyman" means any employee in his first year of experience following his three years of trade apprenticeship."

2. The wage scale appearing in section IV is deleted and replaced by the following:

"IV. *Wage rate:* The following minimum wage rates shall be paid for each one of the following trades:

Caterories:	*Hourly rates Zones* I	II
Joining shop foreman	$1.45	$1.40
Shop joiner, class "A"	1.35	1.30
Bench joiner in the shop	1.30	1.25
Machine joiner in the shop	1.25	1.20
Shop joiner junior journeyman, one year	1.18	1.13
Stationary enginemen, maximum of 72 hours per week	1.10	1.05
Machinist	1.20	1.15
Woodworking mill foreman	1.20	1.15
Machine operators, 1st six months (6)	1.10	1.05
Machine operator, after the 1st six months	1.15	1.10
Machine operator's helper, under 19 years of age	0.90	0.85
Machine operator's helper, 19 years of age or older	1.10	1.05
Lumber yeard foreman	1.20	1.15
Labourer, common worker	1.10	1.05
Shipper and receiving clerk	1.15	1.10
Tractor operator	1.10	1.05
Truck driver and carter	1.10	1.05
Watchman-night, day, Sunday or holidays-maximum of 72 hours per week	0.90	0.85

Gardien employé également comme chauffeur et possédant un certificat de 4ème classe 0.95 0.90

A compter du 1er mars 1957, les taux ci-haut majorés de $0.05 l'heure."

3° Les mots "Le Vendredi-Saint avant-midi" apparaissant à l'article VII sont remplacés par les mots Le "Vendredi-Saint après-midi."

4° L'article X est remplacé par le suivant:

"X. *Taux de salaires des apprentis:* Les taux de salaires minima des apprentis menuisiers d'atelier à l'établi, menuisiers d'atelier-sur-machines et machinistes sont les suivants:

	Salaire horaire Zones I et II
1ère année	$0.60
2ème année	0.75
3ème année	0.90

A compter du 1er mars 1957, les taux ci-haut seront majorés de $0.05 l'heure."

5° L'alinéa suivant est ajouté à l'article XI:

"Lorsqu'une fête chômée et payée est incluse dans la période du congé annuel d'un salarié, celui-ci a droit à une (1) journée additionnelle de congé."

(Document "E" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

43194-o

Watchman also employed as fireman and holding a 4th class certificate 0.95 0.90

From March 1st, 1957, the above rates of pay shall be increased by $0.05 per hour."

3. The words "Good Friday morning" appearing in section VII are replaced by the words "Good Friday afternoon".

4. Section X is replaced by the following:

"X. *Wages rates of apprentices:* The minimum wage rates of apprentices (machinists, bench and machine joiners in the shop) are as follows:

	hourly rates Zone I and II
1st year	$0.60
2nd year	0.75
3rd year	0.90

Fron March 1st, 1957, the above rates of pay shall be increased by $0.05 per hour."

5. The following paragraph is added to section XI:

"When a holiday with pay occurs in the vacation period of an employee, such employee is entitled to an additional day of vacation".

(Document "E" annexed to the order)

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

43194-o

Bills, Assemblée législative

Avis de l'Assemblée Législative

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 24 octobre 1956 et présentés avant le 5 décembre 1956, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 24 novembre 1956, et reçues avant le 29 novembre 1956, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 19 décembre 1956.

Québec, le 8 août 1956.

ANTOINE LEMIEUX,
Greffier de l'Assemblée législative.

42956-32-14-o

Bills, Legislative Assembly

Notice of Legislative Assembly

Concerning private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited before October 24th, 1956 and introduced before December 5th, 1956; petitions for private bills shall be presented prior to November 24th, 1956 and received prior to November 29th, 1956, and reports from elected committees charged with the examining of private bills must be received before December 19th, 1956.

Québec, August 8th, 1956.

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Legislative Assembly.

42956-32-14

Chartes — Abandon de

Côté & Lussier Ltée

Avis est par les présentes donné que "Côté & Lussier Ltée", une corporation constituée en vertu de la loi des compagnies de Québec et ayant son bureau chef en la cité de Montréal, fera application au Procureur Général de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 8e jour d'août 1956.

Côté & Lussier Ltée,
Le Secrétaire,
AIMÉ CÔTÉ.

43192-o

Harry Ball & Sons Ltd.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Harry Ball

Charters — Surrender of

Côté & Lussier Ltée

Notice is hereby given that "Côté & Lussier Ltée", a corporation constitued under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 8th day of August, 1956.

Coté & Lussier Ltée,
AIMÉ CÔTÉ,
Secretary.

43192-o

Harry Ball & Sons Ltd.

Under the provisions of the Quebec Companies' Act "Harry Ball & Sons Ltd.", hereby

& Sons Ltd.", donne par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une cate qu'il lui plaira de fixer.

Montréa, 14 septembre 1956.

Le Secrétaire,
43197 H. B. EPSTEIN.

National Lumber Exporters Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "National Lumber Exporters Limited", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Québec, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Québec, ce 12e jour de septembre 1956.

Le Président,
43201 E. S. LIVERMORE.

La Compagnie de Téléphone de Kamouraska

Avis est par les présentes donné que "La Compagnie de Téléphone de Kamouraska", dont le bureau chef est à Rivière-du-Loup, province de Québec, s'adressera au Procureur Général de la province de Québec pour demander la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 18 septembre 1956.

Les Procureurs de "La Compagnie de Téléphone de Kamouraska,"
MUNNOCH, VENNE,
43205-o FISET & ROBITAILLE.

"Les Entreprises Haut-Mont Inc."

En vertu de la loi des Compagnies de Québec, "Les Entreprises Haut-Mont Inc.", donne avis qu'elle s'adressera au Procureur Général de la Province pour le prier d'accepter l'abandon de sa charte à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, ce 12ième jour de septembre 1956.

Le Secrétaire,
43212-o LAURIN LAPOINTE.

Randall Enterprises Ltd.

Conformément aux dispositions de la Loi des Companies de Québec, la compagnie "Randall Enterprises Ltd.", donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et obtenir son annulation a compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 17 septembre, 1956.

Le Secrétaire,
43229-o J. MCFARLANE.

gives notice that its will make application to the Lieutenant-Governor-in-Council for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from the date to be fixed by him.

Montreal, September 14th, 1956.

H. B. EPSTEIN,
43197-o Secretary.

National Lumber Exporters Limited

Notice is hereby given that "National Lumber Exporters Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, and having its Head Office at the City of Quebec, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Quebec this 12th day of September, 1956.

E. S. LIVERMORE,
43201-o President.

La Compagnie de Téléphone de Kamouraska

Notice is hereby given that "La Compagnie de Téléphone de Kamouraska", with head office at Rivière-du-Loup, Province of Quebec, will apply to the Attorney-General for the Province of Quebec for leave to surrender its Charter.

Montreal, September 18th, 1956.

MUNNOCH, VENNE,
FISET & ROBITAILLE,
Attorneys for "La Compagnie de Téléphone de Kamouraska." 43205

"Les Entreprises Haut-Mont Inc."

Under the Quebec Companies' Act, "Les Entreprises Haut-Mont Inc.", give notice that they shall apply to the Attorney General of the Province for leave to surrender their Charter from and after the date that he may see fit to set.

Montreal, this 12th day of September, 1956.

LAURIN LAPOINTE,
43212 Secretary.

Randall Enterprises Ltd.

Under the provisions of the Quebec Companies' Act "Randall Enterprises Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, September 17th, 1956.

J. MCFARLANE,
43229-o Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 454-56)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Great Lakes Carbon Corporation" a été autorisée à exercer son commerce dans la

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 454-56)

Notice is hereby given that "Great Lakes Carbon Corporation" has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant

province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. John Geoffrey Porteous, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de ladite cité de Montréal et y résidant à 3063 avenue des Cèdres.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 18e jour de septembre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43186 JEAN BRUCHÉSI.

to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said Company in the Province is to be established in the city and Judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. John Geoffrey Porteous, advocate and Queen's Counsel, of the said City of Montreal and there residing at 3063 Cedar Avenue.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43186-o Under Secretary of the Province.

Compagnie dissoute

(P.G. 10834-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Wilshire Management Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 avril 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze septembre 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43186-o P. FRENETTE.

Company Dissolved

(A.G. 10834-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the sait Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Wilshire Management Company", incorporated by letters patent dated April 11, 1949.

Notice is also given that from and after September fifteenth 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43186 Acting Deputy Attorney General.

Curatelle publique

Canada — Province de Québec
District de Québec

Succession vacante de Paul Henri Aspirot, en son vivant vendeur de la cité de Québec.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 28 août 1956 par un juge de la cour supérieure siégeant à Québec dans le district de Québec que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,
187, rue Sainte-Catherine (Ouest),
43193-o Montréal 18.

Canada,— Province de Québec
District de Terrebonne

Succession vacante de Joseph Maher. En son vivant de Terrebonne.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 15 septembre 1955, par un juge de la cour supérieure siégeant à St-Jérôme dans le district de Terrebonne, que sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession et qu'il, recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de

Public Curatorship

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Vacant Estate of Paul Henri Aspirot in his lifetime salesman of the city of Quebec.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on August 28, 1956, by a judge of the Superior Court sitting at Quebec, in the district of Quebec, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

PUBLIC CURATOR,
187 Saint-Catherine Street, West,
43193 Montreal 18.

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Vacant Estate of Joseph Maher. In his lifetime of Terrebonne.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on September 15th, 1955, by a judge of the Superior Court sitting at St. Jérôme, in the district of Terrebonne, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive,

toute dette envers la succession et la preuve de tout réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,
187, rue Sainte-Catherine, (Ouest).
43196-o Montréal 18.

at the address given below, the payment of debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

THE PUBLIC CURATOR,
187 St. Catherine Street, West,
43196 Montreal,18.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que Dame Henriette Eugénie Starnes de la cité et du district de Montréal, veuve de Joseph Armand Auguste, Larocque, en son vivant rentier, de la dite cité et district de Montréal, Dame Pauline Larocque, épouse du baron Stanislas d'Halewyn, rentier, de la cité de La Flèche, département de la Sarthe, France, autorisée par son dit époux, Dame Berthe Larocque, de ladite cité et du district de Montréal, veuve de Basil Hingston, en son vivant, agent, de ladite cité et du district de Montréal, et Pierre Beullac, avocat et conseil de la Reine, du même lieu, respectivement la grevée, les appelés et le curateur à la substitution créée par le contrat de mariage entre ladite Dame Marie Henriette Eugénie Starnes et feu son dit époux, s'adresseront à la législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour la passation d'une loi ratifiant et déclarant obligatoire pour les appelés définitifs le bail consenti par les susdits requérants à Jean Locas, pharmacien, des cité et district de St-Hyacinthe, et Jean Coutu, pharmacien des cité et district de Montréal, par acte devant Me Ernest Cameron Common, notaire public à Montréal, le 29 août 1956, d'un immeuble situé dans la cité de Montréal, appartenant à ladite substitution.

Montréal, ce 10 septembre 1956.
Les Procureurs des requérants,
PHILIPPE POTHIER et
43148-37-4-o JACQUES BOUSQUET.

Applications to Legislature

Notice is hereby given that Dame Marie Henriette Eugénie Starnes, of the city and district of Montreal, widow of Joseph Armand Auguste Larocque, in his lifetime of the city and district of Montreal, gentleman, Dame Pauline Larocque, wife of Baron Stanislas d'Halewyn, of the city of La Flèche, Department of Sarthe, France, gentleman, duly authorized by her said husband; Dame Berthe Larocque, of the said city and district of Montreal, widow of Basil Hingston, in his lifetime of the said city and district of Montreal, agent, and Pierre Beullac, of the same place, advocate and Queen's Counsel, respectively the institute, the substitutes and the curator to the substitution created by the mariage contract between the said Dame Marie Henriette Starnes and her said late husband, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of a bill confirming and making it obligatory for the final substitutes a lease granted by said petitioners to Jean Locas, druggist of the city and district of St. Hyacinthe, and Jean Coutu, druggist of the city and district of Montreal, by deed passed before Me Ernest Cameron Common, on August 29th 1956, of a property situated in the city of Montreal, belonging to the said substitution.

Montreal, September 10th, 1956.
PHILIPPE POTHIER and
JACQUES BOUSQUET,
43148-37-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis est par les présentes donné que la Succession George R. Tylee de son vivant, rentier, domicilié dans la Cité d'Outremont et représenté aux présentes par les quatre exécuteurs testamentaires dudit George R. Tylee, en vertu de son testament fait et passé devant Me J. Mulcair notaire, le 24 avril 1944: Dame Ida Hargrove Gilmour veuve de feu George R. Tylee et ses trois fils: George, Charles Tylee, Matthew Arthur Tylee et Robert Hatton Tylee s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine cession pour demander l'adoption d'un bill aux fins suivantes:

Déclarer la Succession George R. Tylee, ses ayants droit et représentants légaux propriétaire absolus de certains immeubles situés à Rosemère dans la comté et district de Terrebonne.

Les Procureurs de la Succession, George R. Tylee,
43147-37-4-o FAUTEUX & DORAIS.

Notice is hereby given, that the estate George R. Tylee, in his lifetime gentleman, residing in the city of Outremont, herein acting and represented by the four testamentary executors appointed as such by the said George R. Tylee, in his last will and testament passed before J. Mulcair, notary on the 24th day of April 1944: Dame Ida Hargrove Gilmour, widow of the late George R. Tylee, and her three sons, George Charles Tylee, Matthew Arthur Tylee and Robert Hatton Tylee, shall apply to the Quebec Legislature at its next session to request the adopting of a bill for the following purpose:

To declare the estate of the late George R. Tylee, his assigns and legal representatives absolute owners of certain immovable propertys situate in the parish of Rosemere, in the county and district of Terrebonne.

FAUTEUX & DORAIS,
Attorneys for Succession George R. Tylee,
43147-37-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que le Collège des Chiropraticiens de la Province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de réglementer l'exercice de la chiropratique dans la province de Québec.

Québec, le 4 septembre 1956.
Le Procureur de la pétitionnaire,
43180-37-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the College of Chiropractors of the Province of Quebec shall apply to the Quebec Legislature, at its next session, applying for the adoption of an act to regulate the practice of chiropratic in the province of Quebec.

Quebec, September 4th, 1956.
VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,
43180-37-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Fabien, dans le comté de Rimouski, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente, dite taxe d'éducation, ne dépassant pas un pour cent.

Québec, le 11 septembre 1956.

Le Procureur des pétitionnaires,
43181-37-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

AVIS PUBLIC

Mid-Town Motor Sales Ltd., corps politique et incorporé ayant son principal établissement en la cité de Montréal, donne par les présentes avis qu'elle demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, une loi ratifiant un contrat de bail et de transaction, passé le 4 janvier 1956, devant Lionel Leroux, notaire, sous le numéro 16937 de ses minutes, entre elle et les exécuteurs testamentaires et légataires fiduciaires de la Succession de feu Patrick Labelle, en son vivant de la cité de Montréal.

Montréal, le 10 septembre 1956.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
43215-38-4-o A. H. GRAHAM GOULD.

Canada, Province de Québec

District de Kamouraska

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, N° 1 (village,) comté de Rivière-du-Loup, corporation avec siège social à Trois-Pistoles, district de Kamouraska, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant la Loi 4-5 Elisabeth II, chapitre 140, (Loi concernant les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, N° 1 (village), dans le comté de Rivière-du-Loup) à l'effet d'étendre le territoire décrit dans la dite loi en y ajoutant le territoire de la municipalité scolaire de Trois-Pistoles N° 2 et le territoire de la municipalité scolaire de Trois-Pistoles N° 3 et de pourvoir au partage de la taxe d'éducation entre les municipalités scolaires N° 1, N° 2 et N° 3 de Trois-Pistoles, en proportion du nombre des enfants dans chacune de ces municipalités scolaires, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'Instruction publique.

Rivière-du-Loup, le 19 septembre 1956.

Les Procureurs des Pétitionnaires,
43226-38-4-o CHASSÉ & CHASSÉ.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Schoo Commissioners for the municipality of St-Fabien, in the county of Rimousky, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act autorising them to impose a sale's tax not exceeding one per cent.

Quebec, September 11th, 1956.

VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,
43181-37-4-o Attorney for Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Mdi-Town Motor Sales Ltd., a body politic and corporate having its principal establishment in the city of Montreal, hereby gives public notice that it shall make application to the Quebec Legislature, et the next Session, to obtain a law ratifying a Deed of Lease and of Transaction, passed on the 4th of January 1956, before Lionel Leroux, notary public, under Number 16937 of his minutes, between it and the testamentary executors and fiduciary legatees of the Estate of the late Patrick Labelle, in his lifetime, of the city of Montreal.

Montreal, September 10, 1956.

A. H. GRAHAM GOULD,
43215-38-4-o Attorney for the Petitioner.

Canada, Province of Quebec

District of Kamouraska

Public notice is hereby given that the School Commissioners of the municipality of Trois Pistoles No. 1 (township), in the county of Rivière-du-Loup, a corporation having its head office at Trois-Pistoles, district of Kamouraska, will apply to the Legislature, at its next Session to request the adoption of a law modifying Act 4-5 Elisabeth II, chapter 140, (An Act respecting the School Commissioners for the municipality of Trois-Pistoles, No. 1 (township), in the county of Rivière-du-Loup) for the purpose of extending the territory described in the said Act by adding thereto the territory of the School Municipality of Trois-Pistoles No. 2 and the territory of the School Municipality of Trois Pistoles No. 3, and provide for the sharing of the education tax between such School Municipalities, proportionately to the number of children in each of these School Municipalities, according to the census provided therefor in section 285 of the Education Act.

Rivière-du-Loup, September 19th, 1956.

CHASSÉ & CHASSÉ,
43226-38-4-o Attorneys for Petitioners.

Département de l'Instruction Publique

N° 341-56.

Québec, le 6 septembre 1956.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Barford, dans le comté de Stanstead, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de Coaticook, même comté.

Les lots suivants, tous inclusivement du canton Barford: 9, 10, 11a et 11b du rang VIII; 9 à 15 du rang IX; 10 à 15 du rang X; 10a, 11a, 11b, 11c et 12 à 15 du rang XI.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
43145-37-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

N. 341-56.

Quebec, September 6th, 1956.

Application is made to detach from the School Municipality of Barford, in the county of Stanstead, the territory hereinunder described in order to annex it to the School Municipality of Coatocook, same county.

The following lots, all inclusive of the Township of Barford: 9, 10, 11a and 11b, range VIII; 9 to 15, range IX; 10 to 15, range X; 10a 11a, 11b, 11c and 12 to 15 of range XI.

O. J. DÉSAULNIERS,
43145-37-2 Superintendent of Education.

N° 759-56.

Québec, le 6 septembre 1956.

Demande est faire de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Thérèse-Ouest, dans le comté de Terrebonne, les subdivisions 1 à 27 inclusivement du lot 84 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse, pour les annexer à la municipalité scolaire de la Ville de Ste-Thérèse, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
43146-37-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 651-56.

Québec, le 18 septembre 1956.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Étienne-des-Grès, dans le comté de St-Maurice, les lots 444 et 445 du rang III du cadastre officiel de la paroisse de St-Étienne-des-Grès, pour les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de St-Boniface-de-Shawinigan, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
43216-38-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 449-56.

Québec, le 18 septembre 1956.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Benoît-Labre, dans le comté de Matapédia, les lots 51 à 56 inclusivement du rang VIII du canton Humqui, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Léon-le-Grand, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
43217-38-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 939-55.

Québec, le 19 septembre 1956.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 12 septembre 1956, de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Julienne paroisse, dans le comté de Montcalm, le lot N° 346 du rang I du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Julienne-de-Rawdon, pour l'annexer à la municipalité scolaire de St-Liguori, même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1957.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
43235-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 709-56.

Québec, le 19 septembre 1956.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 12 septembre 1956, de changer le nom de la municipalité scolaire d'Abercorn, dans le comté de Brôme, en celui de "La municipalité scolaire de St-Simon-d'Abercorn, même comté".

Ce changement prendra effet le 30 septembre 1956.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
43235-o O. J. DÉSAULNIERS.

N. 759-56.

Quebec, September 6th, 1956.

Application is made to detach from the School Municipality of St. Thérèse-West, in the county of Terrebonne, subdivisions 1 to 27 inclusive of lot 84 of the official plan and book of reference of the parish of St. Thérèse, in order that they be annexed to the School Municipality of the the Town of St. Thérèse, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
43146-37-2 Superintendent of Education.

No. 651-56.

Quebec, September 18, 1956.

Application is made to detach from the school municipality of St-Étienne-des-Grès, in the county of St. Maurice, lots 444 and 445 of range III of the official cadastre of the parish of St-Étienne-des-Grès, to annex them to the school municipality of the parish of St-Boniface-de-Shawinigan, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
43216-38-2 Superintendent of Education.

No. 449-56.

Quebec, September 18, 1956.

Application is made to detach from the school municipality of St-Benoît-Labre, in the county of Matapédia, lots 51 to 56 inclusively of range VIII of the township of Humqui, to annex them to the school municipality of St-Léon-le-Grand, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
43217-38-2 Superintendent of Education.

No. 939-55.

Quebec, September 19th, 1956.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 12th, 1956, to detach from the School Municipality of St. Julienne Parish, in the County of Montcalm, lot No. 346, range I, of the official cadastre of the parish of St. Julienne-de-Rawdon, in order to annex it to the School Municipality of St. Liguori, same county.

This change shall take effect on July 1st., 1957.

O. J. DÉSAULNIERS,
43235 Superintendent of Education.

No. 709-56.

Quebec, September 19th, 1956.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated September 12th, 1956, has been pleased to change the name of the school municipality of Abercorn, in the county of Brôme, into that of "The school municipality of St-Simon-d'Abercorn, same county".

This Order in Council will take effect on September 30, 1956.

O. J. DÉSAULNIERS,
43235 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du village (maintenant ville) de Montmagny, division d'enregistrement de Montmagny.

Avis est par la présente donné que les lots 12-111, 12-112, 12-131, 12-132, 12-133 et une partie des lots 12-109, 12-110, 12-113, 12-114, 12-134,

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the village (now town) of Montmagny, registration division of Montmagny.

Notice is hereby given that lots 12-111, 12-112, 12-131, 12-132, 12-133, and part of lot 12-109, 12-110, 12-113, 12-114, 12-134, 12-183 and 12-184

12-183 et 12-184 sont annulés en vertu de ra'l-ticle 2174A du Code civil.

Québec, le 7 septembre 1956.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

43187-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette Division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 565-1 et 565-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 septembre 1956.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

43187-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Famille, division d'enregistrement de l'Ile d'Orléans.

Avis est par la présente donné que le lot 248 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 août 1956.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

43187-o

AVIS

Cadastre officiel du village de Windsor Mills division d'entegistrement de Richmond

Avis est par la présente donné que les lots 29 à 36, 36-A et une partie du lot 39-A (rue St-André) sont annulés et remplacés par le lot 871 en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Quebec, le 23 août 1956.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

43187-o

are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 7th, 1956.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

43187-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Ambroise de la Jeune Lorette registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 565-1 and 565-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September 11, 1956.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

43187-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste-Famille registration division of Ile d'Orléans

Notice is hereby given that lot 248 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 6th, 1956.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

43187-o

NOTICE

Official cadastre of the village of Windsor Mills registration division of Richmond.

Notice is hereby given that lots 29 to 36, 36-A and part of lot 39-A (rue St-André) are cancelled and replaced by lot 871 in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 23, 1956.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

43187-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que la Commission conjointe de l'Industrie de la robe de la province de Québec lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 3519 du 24 septembre 1940, dans sa teneur modifiée, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec.

1° Les deux derniers alinéas du paragraphe "c" de l'article VI seront radiés.

2° L'article XXIII sera radié et remplacé par le suivant:

"XXIII.—*Durée du décret:*—Le Présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 juillet 1957. Il se renouvelle automatiquement d'année en

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that The Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, has submitted to him a petition to amend the decree No. 3519 of September 24th, 1940, as amended, relating to the Dress Industry in the Province of Quebec.

1. The last two paragraphs of subsection "c" of section VI will be deleted.

2. Section XXIII will be deleted and replaced by the following:

"XXIII.— *Duration of the decree:*— The present decree shall remain in force until July 31st 1957. It renews itself automatically from year to year

année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni moins de trente (30) jours avant le 31 juillet de chaque année. Un tel avis doit également être donné au ministre du Travail et à la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seuls un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 septembre 1956. 43194-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil une modification aux décrets numéros 524 du 11 mai 1955 et amendements, relatif aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans la région de Montréal, et 643 du 29 mai 1953 et amendements, relatif au commerce de détail de la fourrure dans la région de Montréal, à l'effet :

1° d'ajouter les dispositions suivantes à l'article II desdits décrets:

"Au cas de différend au sujet de l'assujetissement d'un manufacturier de gros ou d'un détaillant en fourrure au décret relatif aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, ou à celui régissant le commerce de détail de la fourrure, les Comités paritaires du gros et du détail le réfèreront au directeur du Service de Conciliation et d'Arbitrage du Ministère du Travail pour enquête et directives."

2° de radier les trois derniers paragraphes de l'article II du décret numéro 524 et le "Proviso" apparaissant à l'article II du décret numéro 643.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seuls un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 septembre 1956. 43194-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amende-

unless one of the contracting parties notify the other party, in writing to the contrary, within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day before July 31st of each year. Such notice must also be sent to the Minister of Labour and the Joint Commission for the Dress Industry."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 22nd, 1956. 43194-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure established in section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notices that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the decrees Nos. 524 of May 11, 1955, as amended, relating to the fur employees, wholesale trade, in the region of Montreal, and 643 of May 29, 1953, ad amended, relating to the retail fur trade in the region of Montreal, for the purpose.

1° of adding the following provisions to section II of the said decrees:

"In the event of a dispute as to the governing of a wholesale manufacturer or of an fur retailer by the decree relating to fur employees, wholesale trade, or by the one regulating the fur retail trade, the Parity Committees (wholesale and retail) shall refer the dispute to the Director of the Conciliation and Arbitration Service of the Department of Labour for investigation and instructions."

2° of deleting the last three paragraphs of section II of the decree No. 524 and the "Proviso" appearing in section II of the decree No. 643.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 22, 1956. 43194-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice pursuant, to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments)

ments), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au métier de coiffeur pour dames dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 789 du 23 juillet 1952, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° L'alinéa 4° du paragraphe "*a*" de l'article VI sera remplacé par le suivant:

"4° Pour la manucure-esthéticienne régulière $25.00 par semaine, plus une commission de 10% sur toutes les recettes de son travail excédant le salaire minimum ou le salaire de base qu'elle reçoit, si ce dernier est plus élevé que le minimum ci-haut mentionné."

2° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

"VIII. *Prix minima des services:* Les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Ondulation permanente ou indéfrisable	$5.00
Ondulation au papier	1.25
Ondulation Komol	1.25
Ondulation à l'eau (mise-en-plis)	0.75
Ondulation Marcel	1.25
Repeignage à sec	0.50
Sampooing ordinaire	0.75
Sahampooing Henna naturel	0.75
Shampooing Camomille	0.75
Shampooing sec	0.75
Shampooing à l'huile, sans savon	0.75
Rinçage	0.50
Flambage des cheveux	0.50
Épilation des sourcils	0.50
Coupe de cheveux	1.00
Traitement du cuir chevelu	1.25
Teinture ou retouche de teinture	5.00
Shampooing colorant (tint), retouche ou décolorant	5.00
Décoloration (par application)	3.00
Henna Pack naturel	3.50
Application de fixatif	0.25
Massage ordinaire	1.00
Massage masque	1.25
Massage contre les comédons	1.25
Manucure ordinaire	0.75
Manucure à l'huile	1.00"

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, 22 septembre 1956. 43194-o

that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the ladies hairdressers' trade in the region of Montreal, rendered obligatory by the decree No. 789 of July 23, 1952, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Paragraph 4, of subsection "*a*" of section VI will be replaced by the following:

"4. For the regular manicure-aesthetician: $25.00 per week plus a 10% commission on all receipts of her work exceeding the minimum wage or the basic wage paid to her, whichever be the higher."

2. Section VIII will be replaced by the following:

"VIII. *Minimum prices of services:* The professional employers, the artisans and the employees shall charge the public the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

Permanent wave	$5.00
Paper wave	1.25
Komol wave	1.25
Water wave	0.75
Marcel wave	1.25
Dry recombing	0.50
Ordinary shampoo	0.75
Natural Henna shampoo	0.75
Camomille Shampoo	0.75
Dry shampoo	0.75
Oil shampoo soapless	0.75
Rinse	0.50
Singeing of the hair	0.50
Plucking of eyebrowns	0.50
Haircut	1.00
Scalp treatment	1.25
Dyeing or retouching	5.00
Tint shampoo, retouching or bleacher	5.00
Bleaching (by application)	3.00
Natural Henna Pack	3.50
Fixature	0.25
Ordinary massage	1.00
Mask massage	1.25
Blackheads massage	1.25
Ordinary manicure	0.75
Oil manicure	1.00"

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 22, 1956. 34194-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'à la suite de la réception de deux requêtes des parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 1040 du 4 août 1948 et amendements,

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that, have received two petitions from the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by the decree No. 1040 of August 4, 1948, as amended, he intends to submit to the consideration and

il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret:

SECTION "A"

Barbiers et Coiffeurs pour Hommes

1° Le paragraphe "*b*" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"*b*) *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, en ce qui touche la présente section, comprend les districts électoraux de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.

Cette juridiction est divisée en deux (2) zones, comme suit:

Zone I: Les cités des Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan-Falls et Grand'Mère, la ville de La Tuque, la municipalité de Parent et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone II: Le reste de la juridiction territoriale.

2° Le paragraphe "*a*" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"*a*) Les barbiers et coiffeurs pour hommes des zones I et II doivent recevoir une rémunération de $40.00 par semaine, plus 50% des recettes de leur travail excédant $50.00 au cours de la semaine."

3° Le paragraphe "*a*" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"IV. *Prix minima des services: a*) Les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Barbiers et Coiffeurs pour Hommes

	Zones I	Zones II
Coupe de cheveux pour adultes:		
Lundi, mardi, mercredi, jeudi	$0.75	$0.60
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chomées	0.75	0.65
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 15 ans:		
Lundi, mardi, mercredi, jeudi	0.45	0.35
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.60	0.45
Coupe de cheveux en brosse: pour adultes:		
Lundi, mardi, mercredi, jeudi	1.00	0.85
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	1.00	0.90
Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 15 ans:		
Lundi, mardi, mercredi, jeudi	0.75	0.50
Vendredi, samedi et veilles des fêtes chômées	0.85	0.70
Barbe	0.50	0.35
Flambage des cheveux	0.35	0.35
Shampooing	0.75	0.50
Massage	0.75	0.60
Lotion ou tonique	0.50	0.35
Aiguisage de rasoir	0.50	0.50

Notes: Les prix minima exigibles pour chacune des opérations ci-haut mentionnées doivent être payés en monnaie légale."

4° Les paragraphes "*a*", "*b*", et "*c*" de l'article V seront remplacées par les suivants:

V. *Durée du travail: a*) Les heures régulières de travail sont réparties de la façon ci-dessous décrite et tout travail, rémunéré ou non, exécuté en dehors de ces heures, exception faite pour les cas prévus plus bas, constitue une dérogation au décret.

decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

PART "A"

Barbers and men's hairdressers

1. Subsection "*b*" of section II will be replaced by the following:

"*b*) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, as regards the present part, comprises the electoral districts of Maskinongé, St. Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières.

Such jurisdiction is divided into two (2) zones as follows:

Zone I: The cities of Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan-Falls and Grand'Mère, the town of La Tuque, the municipality of Parent and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their limits.

Zone II: The remainder of the territorial jurisdiction.

2. Subsection "*a*" of section III will be replaced by the following:

"*a*) Barbers and men's hairdressers of zones I and II shall receive a remuneration of $40.00 per week, plus 50% of the receipts of their work exceeding $50.00 in the course of the week."

3. Subsection "*a*" of section IV will be replaced by the following:

"IV. *Minimum prices of services: a*) Professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

Barbers and men's hairdressers

	Zones I	Zones II
Haircut for adults:		
Monday, Tuesday, Wednesday	$0.75	$0.60
Friday, Saturday and holiday eves	0.75	0.65
Haircut, Children under 15 years of age:		
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	0.45	0.35
Friday, Saturday and holiday eves	0.60	0.45
Brushcut, Adults:		
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	1.00	0.85
Friday, Saturday and holiday eves	1.00	0.90
Brushcut ,Children under 15 years of age:		
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	0.75	0.50
Friday, Saturday and holiday eves	0.85	0.70
Shave	0.50	0.35
Singeing of the hair	0.35	0.35
Shampoo	0.75	0.50
Massage	0.75	0.60
Lotion or tonic	0.50	0.35
Razor setting	0.50	0.50

Notes: The minimum prices to be charged for the above mentioned operatinos shall be paid in currency."

4. Subsections "*a*", "*b*" and "*c*" of section V will be replaced by the following:

"V. *Duration of work: a*) Working hours shall be distributed as follows and all time, remunerated or not, worked beyond such hours, except for cases hereunder provided for, constitutes a derogation of the decree.

Barbiers et Coiffeurs pour Hommes

Zone I

Lundi: de 8.00 a.m. à midi;
Mardi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;
Mercredi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;
Jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;
Vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
La veille du jour de Noël: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Les deux jours ouvrables précédant la veille de Noël: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Si une fête chômée tombe un mardi, les heures de travail du lundi sont de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Notes: Seules les opérations demandées par le client avant la fin des périodes de travail ci-haut stipulées peuvent être terminées.
Exceptions: i. Dans la ville de La Tuque et la municipalité de Parent et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, les heures de travail sont de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le lundi.
ii. Dans les cités de Shawinigan Falls et Grand' Mère, la ville de La Tuque et la municipalité de Parent et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, il est permis, toutefois, de servir les clients entrés dans le salon avant l'expiration des périodes ci-haut mentionnées.

Zone II

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;
Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;
Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Le samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Les veilles de fêtes chômées te les trois jours précédant Noël, le Premier de l'An et le jour de Pâques: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Il est toutefois permis de servir les clients entrés avant l'expiration des périodes de travail ci-haut mentionées.
Cependant, le samedi, seul le travail commercé sur un client avant la fin des périodes de travail ci-haut stipulées peut être terminé.
Exception: La coupe de cheveux est permise toute la journée du lundi au Collège de Louiseville, à l'Hospice de Louiseville et à l'Hôpital.
Repas: Une heure doit être accordé eaux salaries pour leur repas du midi ainsi qu'une heure également pour leur repas du soir, les jours où le travail se termine plus tard que 7.00 p.m.
c) *Jours chômés:* Tout travail est interdit les dimanches et les jours de fête suivants: Le Premier Jour de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immcaulée Conception, Noël, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet) et la fête du Travail.
Le 15 août est aussi un jour chômé pour les barbiers du Cap-de-la-Madeleine.
Sont également chômés le 26 décembre et le 2 janvier, sauf s'ils tombent un samedi, ainsi que le lundi de Pâques.
Toutefois, si la date de la célébration de la Saint-Jean-Baptiste et de la Confédération était changée par les autorités compétentes ces fêtes seront alors chômées le jour ainsi fixé."

SECTION "B"

Coiffeurs et Coiffeuses pour Dames

5° Le paragraphe "*b*" de l'article II sera remplacé par le suivant:
"*b*) *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret en ce qui touche la présente section, comprend les districts électoraux de Mas-

Barbers and men's hairdressers

Zone I

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);
Tuesday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
Wednesday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
On Christmas Eve: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

On the two working days preceding Christmas Eve: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
When a holiday occurs on a Tuesday, the hours on Monday shall be from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
Note: Only the services requested by customers before the expiration of the working periods above mentioned may be completed.
Exceptions: i. In the town of La Tuque and the municipality of Parent and a radius of five (5) miles from their limits, hours of work on Monday shall be from 1.00 p.m. to 6.00 p.m.
ii. In the cities of Shawinigan Falls and Grand' Mère, in the town of La Tuque and in the municipality of Parent and a radius of five (5) miles from their limits, it is permitted to serve the customers who entered the parlour before the expiration of the periods above mentioned.

Zone II

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);
Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.
Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
On holiday eves and on the three days preceding Christmas, New Year's Day and Easter Sunday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
It is permitted to serve the customers who entered the parlour before the expiration of the periods of work above mentioned.
However, on Saturday, only the work in progress before the expiration of the periods of work above mentioned may be completed.
Exception: On Monday, haircuts are permitted all day at the College of Louiseville, at l'Hospice of Louiseville and at the Hospital.
Meals: One hour shall be given to employees for their noon meal and another hour for their evening meal when time is worked after 7.00 p.m.

c) *Holidays:* There shall be no work on Sunday and the following holidays: New Year's Day, Epiphany, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, Saint-Jean Baptiste Day, Confederation Day (July 1st) and Labour Day.
August 15 is also a day kept as a holiday for barbers of Cap-de-la-Madeleine.
December 26 and January 2, except when falling on Saturday, and Easter Monday shall also be kept as holidays.
However, should the date of celebration of Saint-Jean Baptiste Day and Confederation Day be changed by the competent authorities, such holidays shall then be observed on the date so set."

PART "B"

Ladies' male and female hairdressers

5. Subsection "*b*" of section II will be replaced by the following:
"*b*) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, as regards the present part, comprises the electoral districts of Maski-

kinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.

Cette juridiction est divisée en deux (2) zones comme suit:

Zone I: Les cités de Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Grand'Mère, Shawinigan-Falls, les villes de La Tuque et Almaville, les municipalités de la paroisse de Trois-Rivières, Pointe du Lac, St-Flore, St-Georges, Lac à la Tortue, Shawinigan Sud 1 et 2, Shawinigan Nord, Shawinigan Est, Parent et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone II: Toute la juridiction territoriale à l'exception des territoires compris dans la zone I."

6° Le paragraphe "*a*" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"IV. *Prix minima des services: a*) Les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Coiffeurs pour Dames

Coupe de cheveux:	Zones I	Zones II
Pour enfants (toupet ou frange)	$0.25	$0.25
Pour enfants jusqu'à 12 ans	0.50	0.50
Pour adultes, au rasoir ou aux ciseaux	1.00	0.75
Shampooing	0.50	0.50
Ondulation permanente régulière	4.00	4.00
Pour enfants de moins de 12 ans	3.00	3.00
Ondulation permanente sans machine, "sachets chimiques"	5.00	5.00
Ondulation permanente "à froid"	7.00	7.00
Ondulation à l'eau ou Marcel	1.00	0.75
Ondulation au papier ou komol	1.00	0.75
Repeignage d'une coiffure	0.50	0.25
Flambage des cheveux	0.50	0.50
Lotion ou tonique	0.35	0.35
Massage facial	1.00	1.00
Épilation des sourcils	0.50	0.50
Manucure	0.75	0.50
Traitement à l'huile (sans mise en plis)	1.50	1.50
Rinçage	0.50	0.50
Teinture des cheveux (sans mise en plis)	5.00	4.00
Application additionnelle	2.00	1.50
Décoloration, sans mise en plis	5.00	4.00
Application additionnelle	2.00	2.00
Décapage (enlèvement de teinture)	4.00	4.00
Application additionnelle	2.00	2.00
Cocktail shampooing (sans mise en plis)	3.50	3.00

Notes: Les taux minima exigibles pour chacune des opérations ci-haut mentionnées doivent être payés en monnaie légale."

7° Les paragraphes "*a*", "*b*" et "*c*" de l'article V seront radiés et remplacés par les suivants:

"V. *Durée du travail: a*) Les heures régulières du travail sont réparties de la façon ci-dessous décrite et tout travail, rémunéré ou non, exécuté en dehors de ces heures, exception faite pour les cas prévus plus bas, constitue une dérogation au décret.

Coiffeurs pour Dames

Zone I

Lundi: jour chômé
Mardi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.
Mercredi: de 8.00 a.m. à 8. 00 p.m.
Jeudi: 8.00 a.m. à 8.00 p.m.
Vendredi: 8.00 a.m. à 8.00 p.m.
Samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

nongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières.

Such jurisdiction is divided into two (2) zones as follows:

Zone I: The cities of Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Grand'Mère, Shawinigan-Falls, the towns of La Tuque and Almaville, the municipalities of the parish of Trois-Rivières, Pointe-du-Lac, Sainte-Flore, Saint-Georges, Lac-à-la-Tortue, Shawinigan South, 1 and 2, Shawinigan North, Shawinigan East, Parent and a radius of five (5) miles from their limits.

Zone II: The entire territorial jurisdiction with the exception of territories included in zone I."

6. Subsection "*a*" of section IV will be replaced by the following:

"IV. *Minimum prices of services: a*) Professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

Ladies' hairdressers

Haircut:	Zones I	Zones II
Children (toupet or fringe)	$0.25	$0.25
Children up to 12 years of age	0.50	0.50
Adults, with razor or scissors	1.00	0.75
Shampoo	0.50	0.50
Regular permanent wave	4.00	4.00
For children under 12 years of age	3.00	3.00
Permanent wave (no machine), chemical pads	5.00	5.00
Cold wave	7.00	7.00
Water or Marcel wave	1.00	0.75
Paper or Komol wave	1.00	0.75
Recombing of a hairdressing	0.50	0.25
Singeing of the hair	0.50	0.50
Lotion or tonic	0.35	0.35
Facial massage	1.00	1.00
Depilation of eyebrows	0.50	0.50
Manicure	0.75	0.50
Oil treatment (without water wave)	1.50	1.50
Tinse	0.50	0.50
Dyeing of the hair (without water wave)	5.00	4.00
Additional application	2.00	1.50
Bleaching, without water wave	5.00	4.00
Additional application	2.00	2.00
Removing hair dye	4.00	4.00
Additional application	2.00	2.00
Cocktail shampoo (without water wave)	3.50	3.00

Note: The minimum rates to be charged for the above mentioned services shall be paid in currency."

7. Subsections "*a*", "*b*" and "*c*" of section V will be deleted and replaced by the following:

"V. *Duration of work: a*) The standard hours of work are distributed as follows and all time, remunerated or not, worked beyond such hours, except for cases hereunder provided for, constitutes a derogation of the decree.

Ladies' hairdressers

Zone I

Monday: no work.
Tuesday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
Wednesday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
Thursday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
Friday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Les lundi précédant Noël, le Premier de l'An et Pâques, il y a du travail aux mêmes heures que le mercredi.

Les mardi, jeudi et samedi, le travail doit cesser à l'heure précise déterminée plus haut.

Les mercredi et vendredi, il est permis de servir les clients entrés dans le salon avant l'expiration des heures régulières, mais le travail des salariés doit cesser à 10.00 p.m.

Zone II

Lundi: jour chômé.
Mardi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Mercredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Jeudi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Cependant, lorsqu'il y a une fête chômée pendant la semaine de travail, il y a du travail le lundi aux mêmes heures que le mercredi.

Le lundi précédant Noël, le Premier de l'An et Pâques, il y a du travail aux mêmes heures que le mercredi.

Il est toutefois permis de servir les clients entrés dans le salon avant l'expiration des heures régulières.

b) Repas: Une heure doit être accordée aux salariés pour leur repas du midi ainsi qu'une heure également pour leur repas du soir les jours où le travail se termine plus tard que 7.00 p.m.

c) Jours de fête chômés: Tout travail est interdit les dimanches et les jours de fête suivants: Le Premier Jour de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, Noël, la St-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet) et la fête du Travail.

Le 15 août est aussi un jour chômé pour les coiffeurs pour dames du Cap-de-la-Madeleine.

Sont également chômés le 26 décembre et le 2 janvier, sauf s'ils tombent un samedi.

Toutefois, si la date de la célébration de la Saint-Jean-Baptiste et de la Confédération était changée par les autorités compétentes, ces fêtes seront alors chômées le jour ainsi fixé."

8. Le paragraphe "*b*" de l'article VI sera remplacé par le suivant:

"*b*) Dans un salon de coiffure pour dames, il peut y avoir un apprenti pour chaque salarié qualifié détenteur d'un certificat de maître-coiffeur pour dames ou de compagnon-coiffeur pour dames, mais en aucun cas il ne peut y avoir plus de deux (2) apprentis dans le même salon."

9° L'expression "Zones I, II et III" apparaissant aux paragraphes "*j*" des articles VI des deux sections, sera remplacée par "Zones I et II".

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra des objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 septembre 1956. 43194-o

On Mondays preceding Christmas Day, New Year's Day and Easter Sunday, the hours shall be those of a regular Wednesday.

On Tuesday, Thursday and Saturday, work shall cease at the exact time determined above.

On Wednesday and Friday, it is permitted to serve customers who entered the parlour before the expiration of regular hours but work shall cease at 10.00 p.m.

Zone II

Monday: no work.
Tuesday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Wednesday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Thursday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

However, when a holiday falls in the work week, the hours on Monday shall be those of a regular Wednesday.

On the mondays preceding Christmas Day, New Year's Day and Easter Sunday, the hours shall be those of a regular Wednesday.

It is permitted, however, to serve customers who entered the parlour before the expiration of regular hours.

b) Meals: One hour shall be given to employees for their noon meal and another hour for their evening meal when work ceases after 7.00 p.m.

c) Days kept as holidays: There shall be no work on Sundays and the following holidays: New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, Saint-Jean Baptiste Day, Confederation Day (July 1st) and Labour Day.

August 15 shall also be kept as a holiday by the ladies' hairdressers of Cap-de-la-Madeleine.

December 26 and January 2 shall also be kept as holidays except when they fall on Saturday.

However, should the date of celebration of Saint-Jean Baptiste Day and Confederation Day be changed by the competent authorities, such holidays shall then be observed on the date so set."

8. Subsection "*b*" of section VI will be replaced by the following:

"*b*) In a ladies hairdressing parlour, there may be one apprentice to each qualified employee certificated as ladies master-hairdresser or as ladies journeyman-hairdresser but there shall never be more than two (2) apprentices in the same parlour."

8. The words "Zones I, II and III" mentioned in subsections "*j*" of sections VI of both parts of the decree will be replaced by the words "Zones I and II".

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY.
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 22, 1956. 43194-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, qu'après consultation des parties contractantes intéressées il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes au décret numéro 140 du 27 février 1952 et amendements, relatif aux barbiers, coiffeurs et coiffeuses dans les comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes, Terrebonne, Laval et Labelle.

1° L'article II sera remplacé par le suivant:

"II. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du présent décret comprend les districts électoraux d'Argenteuil, Deux-Montagnes, Terrebonne, l'Ile Jésus ainsi que les villes et municipalités suivantes du district électoral de Labelle: Mont-Laurier, Lac-des-Écorces, Labelle, l'Annonciation et Val-Barrette et le territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de leurs limites.

Aux fins d'application, cette juridiction est divisée en deux (2) zones comme suit:

Zone I: Les cités et villes de toute la juridiction territoriale avec un rayon de trois (3) milles de leurs limites ainsi que les municipalités de Brownsburg, Saint-Jovite et Sainte-Adèle.

Zone II: Toute la juridiction territoriale à l'exception du territoire compris dans la zone I."

2° L'article IV sera remplacé par le suivant:

"IV. *Durée du travail:* Les heures régulières de travail sont les suivantes:

a) POUR LES BARBIERS ET COIFFEURS POUR HOMMES

Zone I

Cinquante (50) heures par semaine réparties comme suit:

Lundi: 8.30 a.m. à 6.00 p.m.;
Mardi: 8.30 a.m. à 6.00 p.m.;
Mercredi: 8.30 a.m. à midi;
Jeudi: 8.30 a.m. à 8.00 p.m.;
Vendredi: 8.30 a.m. à 10.00 p.m.;
Samedi: 8.30 a.m. à 6.00 p.m.

La veille des fêtes chômées ainsi que les jours ouvrables compris entre le 20 et le 31 décembre: de 8.30 a.m. à 10.00 p.m.

Exceptions: i. Dans le district électoral de Deux-Montagnes et dans l'Ile Jésus, le congé hebdomadaire peut se prendre le lundi après-midi au lieu du mercredi.

ii. Dans la ville de Mont-Laurier, le travail se termine à 6.00 p.m. le jeudi et peut se prolonger jusqu'à 10.00 le samedi.

Zone II

Cinquante-six (56) heures par semaine réparties comme suit:

Lundi: 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
Mardi: 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
Mercredi: 8.00 a.m. à midi;
Jeudi: 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
Vendredi: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;
Samedi: 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

La veille des fêtes chômées ainsi que les jours ouvrables compris entre le 20 et le 31 décembre: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Exception: Dans le district électoral de Labelle, les heures de travail sont les mêmes que celles en vigueur à Mont-Laurier.

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure established under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, after consulting with the contracting parties concerned, he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree No. 140 of February 27th, 1952, as amended, relating to the barbering and hairdressing trades in the counties of Argenteuil, Deux-Montgnes, Terrebonne, Laval and Labelle.

1° Section II will be replaced by the following:

"II. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree comprises the electoral district of Argenteuil, Deux-Montagnes, Terrebonne, Jesus Island and the following towns and municipalities of the electoral district of Labelle: Mont-Laurier, Lac-des-Écorces, Labelle, L'Annonciation and Val-Barrette and the territory comprises in a radius of three (3) miles from their limits.

For the purposes of enforcement, this jurisriction is divided into two (2) zones as follows:

Zone I: The cities and towns of the entire territorial jurisdiction with a radius of three (3) miles from their limits, including the municipalities of Brownsburg, Saint Jovite and Sainte Adèle.

Zone II: The entire territorial jurisdiction with the exception of the territory comprises in zone I."

2° Section IV will be replaced by the following:

"IV. *Duration of work:* The standard hours of work shall be as follows:

a) FOR BARBERS AND MEN'S HAIRDRESSERS

Zone I

Fifty (50) hours per week distributed as follows:

Monday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.
Tuesday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.
Wednesday: 8.30 a.m. to 12.00 (noon)
Thursday: 8.30 a.m. to 8.00 p.m.
Friday: 8.30 a.m. to 10.00 p.m.
Saturday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

On the eve of holidays and on working days between December 20 and 31: 8.30 a.m. to 10.00 p.m.

Exceptions: i. In the electoral district of Deux-Montagnes and in Jesus Island, the weekly holiday may be taken on Monday afternoon instead of Wednesday.

ii. In the town of Mont-Laurier, work may cease at 6.00 p.m on Thursday and may be extended until 10.00 p.m. on Satruday.

Zone II

Firty-six (56) hours per week, distributed as follows:

Monday: 8.00 to 8.00 p.m.
Tuesday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon)
Thursday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.
Saturday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

On the eve of holidays and on working days between December 20th and 31st: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Exception: In the electoral district of Labelle working hours shall be the same as those in force in Mont-Laurier.

b) Pour les coiffeurs pour dames

Zones I et II

Cinquante-cinq (55) heures réparties comme suit:

Lundi: 8.00 a.m. à midi;
Mardi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;
Mercredi: 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Jeudi: 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Vendredi: 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Samedi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

La veille des fêtes chômées ainsi que les jours ouvrables compris entre le 20 et le 31 décembre: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Exceptions: i. Dans le district électoral de Labelle, les heures de travail sont de 1.00 p.m. à 9.00 p.m. le lundi et le travail commence à 8.30 a.m. les autres jours.

ii. Dans la cité de Saint-Jérôme et un rayon de trois (3) milles de ses limites, le travail commence à 9.00 a.m. tous les jours.

bb) Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents, dans la ville de Lachute (Argenteuil) et un rayon de trois (3) milles de ses limites, les heures de travail des barbiers, coiffeurs et coiffeuses doivent être conformes aux règlements municipal numéro 162 de ladite ville.

c) *Repas:* Une (1) heure doit être accordée aux salariés pour prendre le repas du midi ainsi qu'une (1) heure pour le repas du soir les jours où le travail se termine plus tard que 7.00 p.m.

d) *Jours chômés:* Dans toute la juridiction territoriale du décret, le travail est interdit les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, le lundi de Pâques, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël ainsi que le 26 décembre et le 2 janvier, sauf si ces deux jours tombent un vendredi ou un samedi.

e) N'est pas considéré comme travail supplémentaire ni comme une violation aux heures de travail spécifiées dans le présent décret, le temps que prennent les salariés pour l'exécution du travail requis par les clients entrés dans le salon avant l'expiration de la durée des heures de travail.

f) Les heures de travail doivent être réparties suivant l'heure légale dans toute la juridiction territoriale; l'heure avancée, pour une certaine période de l'année, décrétée par un conseil municipal, devient l'heure légale pour les fins d'application du présent décret.

g) Dans toute la juridiction territoriale, la demi-journée de congé hebdomadaire est supprimée quand il y a une fête chômée durant la semaine ainsi qu'au cours de la Semaine Sainte."

3. L'article VII sera remplacé par le suivant:

"VII. *Prix minima des services:* Les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

a) *Services des barbiers:*	*Zones* I	II
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:		
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi	$0.70	$0.60
Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées	0.75	0.70
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 14 ans:		
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.45	0.40
Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées	0.55	0.50

b) For Ladies' Hairdressers

Zones I and II

Fifty-five (55) hours distributed as follows:

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 noon.
Tvesday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
Wednesday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Thursday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

On the eve of holidays and on working days between December 20 and 31: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Exceptions: i. In the electoral district of Labelle, working hours shall be distributed between 1.00 p.m. and 9.00 p.m. on Monday and starting time shall be 8.30 a.m. on other days.

ii. In the city of Saint Jérôme and a radius of three (3) miles from its limits, work shall begin at 9.00 a.m. every day.

bb) Notwithstanding the provisions of the foregoing subsections, in the town of Lachute (Argenteuil) and a radius of three (3) miles from its limits, the hours of work of barbers and hairdressers shall comply with municipal by-law No. 162 of the said town.

c) *Meals:* One (1) hour shall be given to employees for the noon meal and one (1) hour for the evening meal when work ceases after 7.00 p.m.

d) *Holidays:* In the entire territorial jurisdiction of the decree, there shall be no work on Sundays, New Year's Day, Epiphany, Easter Monday, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day, and on December 26 and January 2, except when these two days fall on Friday or Saturday.

e) Time worked by employees when serving customers who entered the parlour before the expiration of the duration of working hours shall not be considered as overtime or as a violation of the hours established into the present decree.

f) Hours or work shall be based on the legal time in force in the territorial jurisdiction. Eastern Daylight Saving Time, for a certain period of the year, as enacted by a Municipal Countil becomes the legal time for the enforcement of the present decree.

g) In the entire territorial jurisdiction, the half-day off will not be given when a holiday occurs in the week nor will it be given in the Holy Week.

3. Section VII will be replaced by the following:

"VII. *Minimum prices of services:* Professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

a) *Services of barbers:*	*Zones* I	II
Haircut — adults, male and female:		
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	$0.70	$0.60
Friday, Saturday and holiday eves	0.75	0.70
Haircut — children under 14 years of age:		
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.45	0.40
Friday, Saturday and holiday eves	0.55	0.50

Barbe, tous les jours	0.40	0.40
Coupe de cheveux en brosse pour adultes:		
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.90	0.80
Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées	1.00	0.90
Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 14 ans:		
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.65	0.55
Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées	0.75	0.65

Les quatre jours précédant Noël, le Premier de l'An et Pâques, les prix minima sont ceux fixés pour le samedi.

	Zones I et II
Flambage des cheveux	$0.35
Shampooing	0.60
Massage	0.75
Tonique ou lotion	0.35
Aiguisage de rasoir	0.50

b) Services des coiffeurs pour dames:	*Zones I et II*
Coupe de cheveux:	
Adultes	$1.00
Enfants de moins de 14 ans	0.65
Ondulation permanente à l'électricité:	
Enfants de moins de 14 ans	3.00
Adultes	4.00
Ondulation permanente "pads chimiques" à l'eau	5.00
Ondulation permanente "pads chimiques" à l'huile	6.00
Enfants de moins de 14 ans	3.00
Ondulation permanente à froid	7.00
Enfants de moins de 14 ans	5.00
Coupe de cheveux:	
Enfants de moins de 14 ans	0.50
Reprise de permanente, mèches individuelles — chacune	0.25
Teinture des cheveux	5.00
Retouche de teinture	3.50
Massage facial	1.50
Manucure	1.00
Coiffure haute	1.00
Ondulation à l'eau ou "Marcel"	0.75
Ondulation Komol	0.75
Ondulation au papier	0.75
Mise en plis	1.00
Shampooing	0.60
Fixatif	0.35
Rinçage	0.35
Épilation des sourcils	0.35
Traitement à l'huile ou à la vapeur	1.50

c) Toute entente ayant pour effet de diminuer les prix établis ci-dessus est nulle.

Aucun objet de valeur quelconque pouvant servir à abaisser les prix établis, ci-dessus ne peut être donné au client."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seuls un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces disposition, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 septembre 1956. 43194-o

Shave, every day	0.40	0.40
Brushcut — adults:		
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.90	0.80
Friday, Saturday and holiday eves	1.00	0.90
Brushcut — children under 14 years of age :		
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.65	0.55
Friday, Saturday and holiday eves	0.75	0.65

On the four days preceding Christmas Day, and Easter Sunday, the minimum prices shall be those established for Saturday.

	Zones I and II
Singeing of the hair	$0.35
Shampoo	0.60
Massage	0.75
Tonic or lotion	0.35
Razor setting	0.50

b) Services of ladies' hairdressers:	*Zones I and II*
Haircut :	
Adults	$1.00
Children under 14 years of age	0.65
Permanent wave (electric):	
Children under 14 years of age	3.00
Adults	4.00
Permanent wave "Chemical pads" (water process)	5.00
Permanent wave "chemical pads" (oil process)	6.00
Children under 14 years of age	3.00
Cold wave	7.00
Children under 14 years of age	5.00
Haircut :	
Children under 14 years of age	0.50
Retouching permanent wave, individual curls — each	0.25
Dyeing of the hair	5.00
Retouching dyed hair	3.50
Facial massage	1.50
Manicure	1.00
Upsweep hairdressing	1.00
Water or Marcel wave	0.75
Komol wave	0.75
Paper wave	0.75
Water wave (Mise en plis)	1.00
Shampoo	0.60
Fixature	0.35
Rinse	0.35
Depilation of eyebrows	0.35
Oil or steam treatment	1.50

c) Any agreement tending to reduce the prices hereabove established shall be nul.

No object of any value whatever can be given to customers for the purpose of reducing the prices above established."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY.
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 22, 1956. 43194-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que, par l'arrêté en conseil numéro 948 du 12 septembre 1956 (section "C"), le règlement spécial du Comité paritaire des métiers de la construction des Trois-Rivières ayant rendu le certificat de qualification obligaroire, modifié et se lit maintenant comme suit:

"*g. Certificat de qualification:* Le comité paritaire décide, d'accord avec l'article 25 de la Loi, de rendre obligatoire le certificat de qualification dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 256 du 5 mars 1953 et amendements, pour tout salarié exerçant un des métiers suivants: briqueteur, maçon, plâtrier, charpentier, menuisier, peintre, vitrier, poseur de papier peint, finisseur de ciment, monteur, soudeur, brûleur et gréeur de fer structural.

Tout salarié assujetti au décret, exerçant un des métiers ci-haut mentionnés, doit posséder un certificat de qualification émis par le Bureau d'examinateurs formé à cette fin par ce Comité paritaire et produire celui-ci lorsque dûment requis par son employeur ou par l'inspecteur du Comité paritaire."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 septembre 1956. 34194-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 1255 du 10 novembre 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 948 du 12 septembre 1956, section "A", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 31 août 1956 au 31 août 1957; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $45.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council No. 948 of September 12, 1956 (part "C"), the special by-law of the Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières, w' ich rendered the certificate of competency obligatory, has been amended to read as follows:

"*g*) *Certificate of competency:* The Parity Committee decides, in pursuance of section 25 of the Act, to render obligatory the certificate of competency in the entire territorial jurisdiction of the decree No. 256 of March 5th, 1953, as amended, for all employees plying one of the following trades: bricklayer, mason, plasterer, carpenter, joiner, painter, glazier, wall-paper hanger, cement finisher, structural steel erector, welder, burner and rigger.

All employees governed by the decree and plying of the trades above mentioned shall hold a certificate of competency issued by the Board of Examiners formed for that purpose by the Parity Committee and shall produce it when so requested by his employer or by the inspector of the Parity Committee."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 22th, 1956. 43194-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Automobile Industry of Rimouski, formed under decree number 1255 of November 10, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 948 of September 12, 1956, Part "A", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. *Assessments*

The period of levy extends from August 31, 1956 to August 31, 1957; the levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1255 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll in respect of employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wage rate established in the decree for journeymen, namely $45.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 1255 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms

sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rimouski, pour la période comprise entre le 31 août 1956 et le 31 août 1957.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE RIMOUSKI
(Siège social: Rimouski)

—

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 août 1956 et le 31 août 1957.

—

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$1,700.00
Artisans	450.00
Salariés	1,700.00
	$3,850.00
Déboursés:	
Salaires, inspecteur et secrétaire	$1,500.00
Frais de déplacement	460.00
Loyer de bureau	420.00
Frais légaux	200.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	500.00
Ameublement, accessoires de bureau	100.00
Vérification des livres	150.00
Assurance cautionnement	10.00
Jetons de présence	250.00
Publicité	110.00
Dépenses diverses et imprévues	150.00
	$3,850.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 septembre 1956. 43194-o

on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments enacted by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days' notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry of Rimouski for the period between August 31, 1956, and August 31, 1957.

THE PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF RIMOUSKI
(Head office: Rimouski)

—

Estimate of the receipts and disbursements for the period between August 31, 1956 and August, 31, 1957.

—

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$1,700.00
Artisans	450.00
Employees	1,700.00
	$3,850.00
Disbursements:	
Salary of the Secretary and inspector	$1,500.00
Travelling expenses	460.00
Office rent	420.00
Legal fees	200.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	500.00
Furniture and office equipment	100.00
Aydition	150.00
Fidelity Bond	10.00
Attendance fees	250.00
Publicity	110.00
Various and unfore seen expenses	150.00
	$3,850.00

GÉRARD TREMBLAY.
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 22, 1956. 43194-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel, établi en exécution du décret numéro 602 du 9 juin 1954, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 948 du 12 septembre 1956, (section "B") d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective(Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 10 septembre 1956 au 10 septembre 1957, cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 602 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leur salariés.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 602 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire minimum établi dans le décret pour leur métier.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 602 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages reçus.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant le nom de chaque salarié, son prénom, son âge, les heures de travail régulières et supplémentaires, le nombre total des heures de travail, le salaire horaire et l'argent reçu pour la période demandée.

L'employeur professionnel doit faire son rapport sur les formules approuvées par le Comité paritaire et le faire parvenir audit Comité paritaire à tous les mois, avec ses cotisations.

L'employeur professionnels doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés régis par le décret les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le sixième jour qui suit la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Tous les rapports doivent être signés avant avant d'être adressés au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation de tout rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un étant des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Sorel, pour la période comprise entre le 10 septembre 1956 et le 10 septembre 1957.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he Joint Committee of the Building Industry of Sorel, formed under decree No. 602, of June 9th, 1954 has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 948 of September 12th, 1956, (part "B") inconformity with the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from September 10th, 1956, to September 10th, 1957, and is applied in the following manner:

a) The professional employers governed by the said decree. No 602 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the said decree, No. 602, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the minimum wages established in the decree for their trade.

c) The employees governed by the said decree, No. 602 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ to 1% of their regular wages and of their percentages.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the full name of each employee, his age, the number of regular and overtime working hours, the total number of working hours, the hourly wage rate and the money received for the period concerned.

The professional employer shall make his report on report forms approved by the Parity Committee and forward it to the said Committee, every month, together with his assessments.

The professional employer shall collect from the wages of every one of his employees governed by the decree the sums owed to the Parity Committee, and mail them to the said committee together with own assessments.

The report and the assessments shall be sent to the Parity Committee on or before the sixth day following the date of expiration of the period for which it is requirable.

All reports shall be signed before they are sent to the Parity Committee. The said committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Financial report*

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Sorel, for the period between September 10th, 1956 and September 10th, 1957.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE SOREL

État des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 10 septembre 1956 et le 10 septembre 1957.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$8,445.00
Salariés	8,445.00
Artisans	435.00
Honoraires d'examens	546.00
Intérêt sur obligations	1,440.00
	$19,311.00
Déboursés:	
Administration générale:	
Salaire des employés	$11,150.00
Frais de déplacement	1,500.00
Jetons de présence	675.00
Poste et téléphone	293.60
Vérificateur	120.00
Papeterie	280.00
Bureau des examinateurs	273.00
Assurance-chômage	145.56
Entretien des bureau	425.00
Divers	4,448.84
	$19,311.00

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 septembre 1956. 43194-o

JOINT COMMITTEE OF THE BUILDING INDUSTRY OF SOREL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 10th, 1956, and September 10th, 1957.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$8,445.00
Employees	8,445.00
Artisans	435.00
Examination fees	546.00
Bonds interest	1,440.00
	$19,311.00
Expenses:	
General administration:	
Employees' salaries	$11,150.00
Travelling expenses	1,500.00
Attendance Fees	675.00
Postage and telephone	293.60
Auditor	120.00
Stationery	280.00
Board of Examiners	273.00
Unemployment insurance	145.56
Office maintenance	425.00
Miscelleneous	4,448.84
	$19,311.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour,

Department of Labour,
Quebec, September 22nd, 1956. 43194-o

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DU BAS ST-LAURENT — BAR OF THE LOWER ST. LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Henry	Nicol	23	Chandler	Ste-Anne Church Point, N.S.

Rimouski, ce 15 septembre 1956 — Rimouski, September 15th, 1956.

Le Secrétaire du Barreau du Bas St-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of the Lower St. Lawrence Bar.

43188-o

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

Proclamations

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX,

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING.

ATTENDU QUE la législature de la province de Québec se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le vingt-six septembre 1956, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger jusqu'au quatorze novembre mil neuf cent cinquante-six:

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le vingt-six septembre 1956; vous convoquons par les présentse pour le quatorze novembre mil neuf cent cinquante-six et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., L.L.D., D. D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le premier jour d'août, l'an de grâce mil neuf cent cinquante-six, et de Notre règne le cinquième.

Par ordre,

Le secrétaire de la Chancellerie à Québec,

(Signé, ANTOINE LEMIEUX.

42956-32-14-o

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec had been convoked, in view of the dispatch of business, for the twenty-sixth day of September 1596, but that for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of said Province, deemed it advisable to prorogue the said Legislature to the fourteenth day of November, one thousand nine hundred and fifty-six:

THEREFORE, We now inform you that you are no longer required to meet on the twenty-sixth day of September 1596; but hereby convene you for the fourteenth day of November one thousand nine hundred and fifty-six and, consequently, command and order you to meet on said date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Quebec, the First day of August, in the year of Our Lord, nineteen hundred and fifty-sixth and fifth year of Our Reign.

By command,

(Signed) ANTOINE LEMIEUX,

Secretary of the Crown in Chancery, at

42956-32-14 Quebec.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

ATTENDU QU'EN vertu du chapitre 19 de la Loi 11 George VI, les jours fériés dans Notre province ont été établis, et que le pouvoir a été donné au Lieutenant-gouverneur en conseil de fixer, par proclamation, tout jour d'actions de grâces;

ATTENDU QU'au cours de la présente année, la population de la province de Québec a bénéficié de nombreux bienfaits et s'est enrichie de féconds et durables progrès;

ATTENDU QUE Notre province est fermement et irrévocablement attachée à ses traditions religieuses;

ATTENDU QU'il convient de remercier le Bon Dieu d'une manière publique et solennelle;

ATTENDU QU'il est à propos de déclarer jour férié et jour d'actions de grâces le 8 octobre 1956;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil numéro 909, du 5 septembre 1956, Nous avons décrété et ordonné et, par les pré-

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

WHEREAS in virtue of chapter 19, of the Act 11 George VI, holidays were established in the Province, and that the power was conferred on the Lieutenant-Governor in Council to fix, by proclamation any day of thanksgiving:

WHEREAS during the course of the present year the population of the Province of Quebec has been blest with many favours and has been enriched by abundant and lasting progress;

WHEREAS our Province is firmly and irrevocably bound to its religious traditions;

WHEREAS it is proper to thank Almighty God in a public and solemn manner;

WHEREAS it is expedient to declare the 8th, of October 1956, a holiday and day of thanksgiving.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressend in the Order in Council number 909 of September 5th, 1956, we have enacted and ordained and, by these

sentes, décrétons et ordonnons que le 8 octobre 1956 soit, pour la province de Québec, jour férié et jour d'actions de grâces.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce treizième jour de septembre en l'année mil neuf cent cinquante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la cinquième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

43186-o JEAN BRUCHÉSI.

presents, do hereby enact and ordain that October 8th, 1956 be, for the Province of Quebec, a holiday and day of thanksgiving.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONEY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Governement House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirteenth day of September, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-six and the fifth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

43186 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Avis est donné que "Craftdale Construction Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 13 juillet, 1956, et ayant son principal siège social à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 675 rue Blair, Montréal, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 20ème jour d'août, 1956.

(Sceau) Le Président,

43190-o EMIL HANZELKA.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Mammouth Landscaping and Importing Ltd.", constituée en corporation le 31e jour de juillet 1956, par lettres patentes accordées en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social dans le district de Montréal, a établi son siège social à 35, 8e avenue, Terrasse Vaudreuil, Québec.

A compter de cette date, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Terrasse Vaudreuil, ce 4e jour de septembre 1956.

Mammouth Landscape and Importing Ltd.

Par: Le Président,

43198 ASTRIDA KRIEVINS LAPINS.

TRICOT RICHELIEU INC.
RICHELIEU KNITTING INC.

Avis est par les présentes donné que "Tricot Richelieu Inc.— Richelieu Knitting Inc.", a établi son siège social au numéro 147, rue Victoria, Sorel, province de Quebec.

Signé ce 5ème jour de septembre 1956 à Sorel, P. Q.

Le Secrétaire,

43200-o GILLES SIMARD.

Head Offices

Notice is hereby given that "Craftdale Construction Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act on the 13th day of July, 1956, and having its head office in the Province of Quebec, at Montreal, has established its office at 675 Blair Street, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 20th day of August, 1956.

(Seal) EMIL HANZELKA,

43190-o President.

Notice is hereby given that "Mammouth Landscaping and Importing Ltd.", incorporated on July 31st 1956, by letters patent granted under the provisions of the Quebec Companies' Act, part I and having its head office in the district of Montreal, has established its office at 35, 8th avenue, Terrace Vaudreuil, Quebec.

As of this date, the said office is considered by the company as its head office.

Dated at Terrace Vaudreuil, this 4th day of September 1956.

Mammouth Landscaping and Importing Ltd.

ASTRIDA KRIEVINS LAPINS,

43198-o President.

TRICOT RICHELIEU INC.
RICHELIEU KNITTING INC.

Notice is hereby given that "Tricot Richelieu Inc.— Richelieu Knitting Inc.", has established its Head Office at 147 Victoria street, Sorel, province of Quebec.

Signed this 5th day of September, 1956, at Sorel, P.Q.

GILLES SIMARD,

43200-o Secretary.

AVIS

Est donné que la Compagnie "Hôtel Union Ltée, Québec", constituée en corporation par lettres patentes du 19 septembre 1955, et ayant son bureau-chef dans la Cité de Québec, a établi son bureau au numéro 359 Du Pont, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme son bureau principal.

Donné à Québec, ce 9 décembre 1955.

Le Secrétaire,
43206-o RENÉ CÔTÉ.

MAGASIN A. L. SIMARD INC.

Avis est par les présentes donné que "Magasin A. L. Simard Inc.", a établi son siège social au numéro 42 rue du Roi, Sorel, province de Québec.

Signé ce 5ème jour de septembre 1956, à Sorel, P.Q.

Le Secrétaire,
43199-o GILLES SIMARD.

NOTICE

Is hereby given that "Hôtel Union Ltée, Québec", incorporated by letters patent dated September 19th, 1955, and having its head office, in the City of Quebec, has established its office at 359 Du Pont, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Quebec, this 9th day of December 1955.

RENÉ CÔTÉ,
43206-o Secretary.

MAGASIN A. L. SIMARD INC.

Notice is hereby given that "Magasin A. L. Simard Inc.", has established its Head Office at 42 du Roi street, Sorel, province of Quebec.

Signed this 5th day of September, 1956, at Sorel, P.Q.

GILLES SIMARD,
43199-o Secretary.

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE MONTRÉAL-OUEST
(Ile-de-Montréal)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Frank Radcliffe, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Montréal-Ouest, (Ile-de-Montréal), jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 9 octobre 1956, pour l'achat de $633,000.00 d'obligations de la ville de Montréal-Ouest, (Ile-de-Montréal), datées du 1er novembre 1956 et remboursables par séries du 1er novembre 1957 au 1er novembre 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% pour les échéances de 1957 à 1966 inclusivement, non inférieur à 4% pour les échéances de 1967 à 1971 inclusivement, non inférieur à 4½% pour les échéances de 1972 à 1976 inclusivement, et non supérieur à 5% pour les échéances de 1957 à 1976 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année.

Règlements d'emprunts Nos 195: $40,000.00; travaux de drainage; 197: $18,000.00; travaux d'aqueduc et d'égouts; 198: $175,000.00 travaux d'aqueduc et d'égouts; et 200: $400,000.00; travaux de drainage.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $633,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er novembre 1957	$22,500.00
1er novembre 1958	23,000.00
1er novembre 1959	24,000.00
1er novembre 1960	24,500.00
1er novembre 1961	25,500.00
1er novembre 1962	26,000.00
1er novembre 1963	27,000.00
1er novembre 1964	29,000.00
1er novembre 1965	30,000.00
1er novembre 1966	30,500.00

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF MONTREAL WEST
(Island of Montreal)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned Frank Radcliffe, Secretary-Treasurer, Town Hall, Montreal West, (Island of Montreal), until 8 o'clock, Tuesday, October 9th, 1956 for the purchase of an issue of $633,000.00 of bonds of the Town of Montreal West, (Island of Montreal), dated November 1st, 1956 and redeemable serially from November 1st, 1957 to November 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 3% for the maturities from 1957 to 1966 inclusively, not less than 4% for the maturities from 1967 to 1971 inclusively, not less than 4½% for the maturities from 1972 to 1976 inclusively, and not more than 5% for the maturities from 1957 to 1976 inclusively, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year.

Loan By-laws Nos 195: $40,000.00; drainage; 197: $18,000.00; waterworks and sewers; 198: $175,000.00; waterworks and sewers; and 200: $400,000.00; drainage.

For the purposes of awarding the issue only, computation of interest will be made as from November 1st 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $633,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1957	$22,500.00
November 1st, 1958	23,000.00
November 1st, 1959	24,000.00
November 1st, 1960	24,500.00
November 1st, 1961	25,500.00
November 1st, 1962	26,000.00
November 1st, 1963	27,000.00
November 1st, 1964	29,000.00
November 1st, 1965	30,000.00
November 1st, 1966	30,500.00

1er novembre 1967	32,000.00
1er novembre 1968	32,500.00
1er novembre 1969	33,500.00
1er novembre 1970	35,000.00
1er novembre 1971	37,000.00
1er novembre 1972	38,000.00
1er novembre 1973	39,000.00
1er novembre 1974	40,000.00
1er novembre 1975	41,500.00
1er novembre 1976	42,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal-Ouest (Ile-de-Montréal).

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'à la succursale de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du Chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 9 octobre 1956, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Montréal-Ouest (Ile-de-Montréal).

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montréal-Ouest, (Ile-de-Montréal), ce 18 septembre 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
FRANK RADCLIFFE.

Hôtel de Ville, Montréal-Ouest,
(Ile-de-Montréal), P.Q. 43213-o

November 1st, 1967	32,000.00
November 1st, 1968	32,500.00
November 1st, 1969	33,500.00
November 1st, 1970	35,000.00
November 1st, 1971	37,000.00
November 1st, 1972	38,000.00
November 1st, 1973	39,000.00
November 1st, 1974	40,000.00
November 1st, 1975	41,500.00
November 1st, 1976	42,500.00

The successful tenderer to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal West Island of Montreal).

Capital and interest are payable at all branches of the bank mentioned in the loan procedure, in the Province of Quebec, and at the branch of the said bank in Toronto.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, October 9th, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, Montreal West, (Island of Montreal).

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Montreal West, (Island of Montreal), this 18th of September, 1956.

FRANK RADCLIFFE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Montreal West,
(Island of Montreal), P.Q. 43213-o

Province de Québec

CITÉ DE SHAWINIGAN FALLS
(Comté de St-Maurice)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Eugène Dumas, greffier, C. P. 120, Hôtel de Ville, rue des Cèdres, Shawinigan Falls, comté de St-Maurice, jusqu'à 8.00 heures p.m., mercredi, le 10 octobre 1956, pour l'achat de $377,000.00 d'obligations de la cité de Shawinigan Falls, comté de St-Maurice, datées du 1er novembre 1956 et remboursables par séries du 1er novembre 1957 au 1er novembre 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% pour les échéances de 1957 à 1966 inclusivement, non inférieur à 4% pour les échéances de 1967 à 1971 inclusivement, non inférieur à 4½% pour les échéances de 1972 à 1976 inclusivement, et non supérieur à 5% pour les échéances de 1957 à 1976 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année.

Règlements d'emprunt Nos 762 — $300,000.00 — agrandissement d'une bâtisse pour fins municipales et industrielles; et 767 — $77,000.00 — achat de lisières de terrain, déplacement de bâtisse, construction d'une piscine, construction d'égouts, etc.

Province of Quebec

CITY OF SHAWINIGAN FALLS
(County of St-Maurice)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Eugène Dumas, City clerk, P.O.B. 120, City Hall, des Cèdres Street, Shawinigan Falls, county of St-Maurice, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, October 10, 1956, for the purchase of an issue of $377,000.00 of bonds of the City of Shawinigan Falls, county of St-Maurice, dated November 1st, 1956 and redeemable serially from November 1st, 1957 to November 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 3%, for the maturities from 1957 to 1966 inclusively, not less than 4% for the maturities from 1967 to 1971 inclusively, not less than 4½% for the maturities from 1972 to 1976 inclusively, and not more thant 5% for the maturities from 1957 to 1976 inclusively, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year.

Loan By-laws Nos. 762 — $300,000.00 — enlargement of a building for municipal and industrial purposes; and 767 — $77,000.00 — purchase of strips of land, displacement of buildings, erection of a swimming pool, construction of sewers, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $377,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1957.....	$ 7,000.00
1er novembre 1958.....	8,000.00
1er novembre 1959.....	9,000.00
1er novembre 1960.....	9,000.00
1er novembre 1961.....	9,000.00
1er novembre 1962.....	10,000.00
1er novembre 1963.....	10,000.00
1er novembre 1964.....	10,000.00
1er novembre 1965.....	11,000.00
1er novembre 1966.....	12,000.00
1er novembre 1967.....	12,000.00
1er novembre 1968.....	12,000.00
1er novembre 1969.....	13,000.00
1er novembre 1970.....	13,000.00
1er novembre 1971.....	14,000.00
1er novembre 1972.....	15,000.00
1er novembre 1973.....	15,000.00
1er novembre 1974.....	15,000.00
1er novembre 1975.....	16,000.00
1er novembre 1976.....	157,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawinigan Falls, comté de St-Maurice.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales au Canada de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil, qui sera tenue mercredi, le 10 octobre 1956, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, rue des Cèdres, Shawinigan Falls, comté de St-Maurice.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shawinigan Falls, (Comté de St-Maurice), ce 19 septembre 1956.

Le Greffier,
EUGÈNE DUMAS.

C.P. 120, Hôtel de Ville, rue des Cèdres,
Shawinigan Falls, (St-Maurice), P. Q. 43241-o

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from November 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $377,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1957.....	$ 7,000.00
November 1st, 1958.....	8,000.00
November 1st, 1959.....	9,000.00
November 1st, 1960.....	9,000.00
November 1st, 1961.....	9,000.00
November 1st, 1962.....	10,000.00
November 1st, 1963.....	10,000.00
November 1st, 1964.....	10,000.00
November 1st, 1965.....	11,000.00
November 1st, 1966.....	12,000.00
November 1st, 1967.....	12,000.00
November 1st, 1968.....	12,000.00
November 1st, 1969.....	13,000.00
November 1st, 1970.....	13,000.00
November 1st, 1971.....	14,000.00
November 1st, 1972.....	15,000.00
November 1st, 1973.....	15,000.00
November 1st, 1974.....	15,000.00
November 1st, 1975.....	16,000.00
November 1st, 1976.....	157,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Shawinigan Falls, county of St-Maurice.

Capital and interest are payable at all the branches in Canada at the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest acrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considertd at a meeting of the Council to be held onWednesday, October 10, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, des Cèdres Street, Shawinigan Falls, county of St-Maurice.

The Council do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Shawinigan Falls, (County of St-Maurice), September 19, 1956.

EUGÈNE DUMAS,
City Clerk.

P.O.B. 120, City Hall, des Cèdres Street,
Shawinigan Falls, (St-Maurice), P. Q. 43241

Province de Québec

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Chambly
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Léo Lareau, secrétaire-trésorier, adresse postale: C.P. 158, Chambly, comté de Chambly, jusqu'à 8.00 heures p.m., jeudi, le 11 octobre 1956, pour l'achat de $105,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Chambly, comté de Chambly, datées du 1er octobre 1956 et remboursables par séries du 1er octobre 1957 au 1er octobre 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non infé-

Province of Quebec

The school commissioners for the municipality of the town of Chambly
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Léo Lareau, secretary-treasurer, postal address: P.B. 158, Chambly, County of Chambly, until 8.00 o'clock p.m., Thursday, October 11, 1956 for the purchase of an issue of $105,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the town of Chambly, County of Chambly, dated October 1st, 1956 and redeemable serially from October 1st., 1957 to October 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% from 1957

rieur à 3% de 1957 à 1976 inclusivement, non supérieur à 4½% de 1957 à 1959 inclusivement, et non supérieur à 5% de 1960 à 1976 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année.

Résolution d'emprunt en date du 30 juillet 1956 — Agrandissement de l'école Notre-Dame-du-Sourire.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $105,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1957	x$14,000.00
1er octobre 1958	x 17,500.00
1er octobre 1959	x 15,000.00
1er octobre 1960	2,500.00
1er octobre 1961	2,500.00
1er octobre 1962	2,500.00
1er octobre 1963	3,000.00
1er octobre 1964	3,000.00
1er octobre 1965	3,000.00
1er octobre 1966	3,000.00
1er octobre 1967	3,500.00
1er octobre 1968	3,500.00
1er octobre 1969	3,500.00
1er octobre 1970	3,500.00
1er octobre 1971	3,500.00
1er octobre 1972	4,000.00
1er octobre 1973	4,000.00
1er octobre 1974	4,500.00
1er octobre 1975	4,500.00
1er octobre 1976	4,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $43,-329.90, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements annuels dont le premier de $13,359.98, le deuxième de $16,609.96 et le troisième de $13,359.96 de 1957 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chambly, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Chambly, comté de Chambly.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 11 octobre 1956, à 8.00 heures p.m., en l'école Notre-Dame-du-Sourire, 975 rue Bourgogne, Chambly, comté de Chambly.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chambly, (Comté de Chambly), ce 19 septembre 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉO LAREAU.

Adresse postale: C.P. 158, Chambly,
(Comté de Chambly), P.Q. 43239-o

to 1976 inclusive, not over 4½% from 1957 to 1959 inclusive, and not over 5% from 1960 to 1976, inclusive, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year.

Loan Resolution dated July 30, 1956 — Extension to Notre-Dame-du-Sourire School.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated af from November 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $105,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
October 1st, 1957	x$14,000.00
October 1st, 1958	x 17,500.00
October 1st, 1959	x 15,000.00
October 1st, 1960	2,500.00
October 1st, 1961	2,500.00
October 1st, 1962	2,500.00
October 1st, 1963	3,000.00
October 1st, 1964	3,000.00
October 1st, 1965	3,000.00
October 1st, 1966	3,000.00
October 1st, 1967	3,500.00
October 1st, 1968	3,500.00
October 1st, 1969	3,500.00
October 1st, 1970	3,500.00
October 1st, 1971	3,500.00
October 1st, 1972	4,000.00
October 1st, 1973	4,000.00
October 1st, 1974	4,500.00
October 1st, 1975	4,500.00
October 1st, 1976	4,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $43,329.90 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments, the first in the amount of $13,359.98, the second of $16,609.96 and the third of $13,359.96, from 1957 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Chambly, county of Chambly.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Chambly, county of Chambly;

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Thursday, October 11, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the Notre-Dame-du-Sourire School, 975 Bourgogne Street, Chambly, county of Chambly.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Chambly, (County of Chambly), this September 19th, 1956.

LÉO LAREAU,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.B. 158, Chambly,
(County of Chambly), P.Q. 43239

Province de Québec

—

CITÉ DE LÉVIS
(Comté de Lévis)

—

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Pierre Lemieux, greffier, Hôtel de Ville, 8, rue Fraser, Lévis, comté de Lévis, jusqu'à 8.00 heures p.m., mardi, le 9 octobre 1956, pour l'achat de $280,000 d'obligations de la cité de Lévis, comté de Lévis, datées du 1er septembre 1956 et remboursables par séries du 1er septembre 1957 au 1er septembre 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% pour les échéances de 1957 à 1966 inclusivement, non inférieur à 4% pour les échéances de 1967 à 1971 inclusivement, non inférieur à 4½% pour les échéances de 1972 à 1976 inclusivement, et non supérieur à 5% pour les échéances de 1957 à 1976 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année.

Règlements d'emprunt Nos 495 — $30,000 — travaux d'aqueduc et d'égouts; et 498 — $250,000 — aqueduc, égouts, pavages, achat de terrains, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $280,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1957	$ 9,000.00
1er septembre 1958	9,500.00
1er septembre 1959	9,500.00
1er septembre 1960	10,000.00
1er septembre 1961	10,500.00
1er septembre 1962	11,000.00
1er septembre 1963	11,500.00
1er septembre 1964	12,500.00
1er septembre 1965	13,000.00
1er septembre 1966	13,500.00
1er septembre 1967	14,000.00
1er septembre 1968	14,500.00
1er septembre 1969	15,000.00
1er septembre 1970	15,500.00
1er septembre 1971	16,500.00
1er septembre 1972	17,500.00
1er septembre 1973	18,000.00
1er septembre 1974	18,500.00
1er septembre 1975	19,500.00
1er septembre 1976	21,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visée, payable au pair à Lévis, comté de Lévis.

Le capital et les intérêts sont payables, à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Lévis, comté de Lévis.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi le

Province of Quebec

—

CITY OF LEVIS
(County of Levis)

—

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Pierre Lemieux, clerk, City Hall, 8 Fraser Street, Levis, county of Levis, until 8.00 o'clock Tuesday, October 9th, 1956, for the purchase of an issue of $280,000 of bonds of the City of Levis, county of Levis, dated September 1st, 1956 and redeemable serially from September 1st., 1957 to September 1st. 1976 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% for maturities from 1957 to 1966 inclusive not less, than 4% for those from 1967 to 1971 inclusive, not less than 4½% for maturities from 1972 to 1976 inclusive and not over 5% for those from 1957 to 1976 inclusive payable semi-annually on March 1st, and September 1st. of each year.

Loan By-law Nos 495 — $30,000 — Waterworks and sewerage operations; and 498 — $250,000 — Waterworks, sewers paving, purchasing of land, etc.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st., 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $280,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1st, 1957	$ 9,000.00
September 1st, 1958	9,500.00
September 1st, 1959	9,500.00
September 1st, 1960	10,000.00
September 1st, 1961	10,500.00
September 1st, 1962	11,000.00
September 1st, 1963	11,500.00
September 1st, 1964	12,500.00
September 1st, 1965	13,000.00
September 1st, 1966	13,500.00
September 1st, 1967	14,000.00
September 1st, 1968	14,500.00
September 1st, 1969	15,000.00
September 1st, 1970	15,500.00
September 1st, 1971	16,500.00
September 1st, 1972	17,500.00
September 1st, 1973	18,000.00
September 1st, 1974	18,500.00
September 1st, 1975	19,500.00
September 1st, 1976	21,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Levis, County of Levis.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Levis, County of Levis.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, ar par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanies by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday,

9 octobre 1956, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 8, rue Fraser, Lévis, comté de Lévis.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lévis, (Comté de Lévis), de 18 septembre 1956.

Le Greffier,
PIERRE LEMIEUX.

Hôtel de Ville, 8, rue Fraser,
Lévis, (comté de Lévis), P.Q. 43214-o

October 9th, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, 8 Fraser Street, Levis, County of Levis.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Levis (County of Levis), this September 18th, 1956.

PIERRE LEMIEUX,
Clerk.

City Hall, 8 Fraser Street,
Levis, (County of Levis), P.Q. 43214

Province de Québec

CITÉ DE DRUMMONDVILLE
(Comté de Drummond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gaston Montplaisir, greffier, Hôtel de Ville, Drummondville, comté de Drummond, jusqu'à 8.00 heures p.m., mercredi, le 10 octobre 1956, pour l'achat de $255,000.00 d'obligations de la cité de Drummondville, comté de Drummond, datées du 1er novembre 1956 et remboursables par séries du 1er novembre 1957 au 1er novembre 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% pour les échéances de 1957 à 1966 inclusivment, non inférieur à 4% pour les échéances de 1967 à 1971 inclusivement, non inférieur à 4½% pour les échéances de 1972 à 1976 inclusivement, et non supérieur à 5% pour les échéances de 1957 à 1976 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année.

Règlement d'emprunt Nos 410 — $130,000.00 — achat d'un immeuble; et 418 tel que modifié par le règlement N° 427 — $125,000.00 — construction d'un immeuble pour fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $255,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1957	$ 7,500.00
1er novembre 1958	7,500.00
1er novembre 1959	8,000.00
1er novembre 1960	9,500.00
1er novembre 1961	9,500.00
1er novembre 1962	10,000.00
1er novembre 1963	10,500.00
1er novembre 1964	11,500.00
1er novembre 1965	12,000.00
1er novembre 1966	12,500.00
1er novembre 1967	12,500.00
1er novembre 1968	13,000.00
1er novembre 1969	15,000.00
1er novembre 1970	15,000.00
1er novembre 1971	15,500.00
1er novembre 1972	16,000.00
1er novembre 1973	16,500.00
1er novembre 1974	17,000.00
1er novembre 1975	18,000.00
1er novembre 1976	18,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville, comté de Drummond.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Drummondville, comté de Drummond.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec,

Province of Quebec

CITY OF DRUMMONDVILLE
(County of Drummond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Gaston Montplaisir, city Clerk, City Hall, Drummondville, county of Drummond, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, October 10, 1956, for the purchase of an issue of an issue of $255,000.00 of bonds of the city of Drummondville, County of Drummond, dated November 1st, 1956 and redeemable serially from November 1st, 1957, to November 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 3% for the maturities from 1957 to 1966 inclusively, not less than 4% for the maturities from 1967 to 1971 inclusively, not less than 4½% for the maturities from 1972 to 1976 inclusively, and not more than 5% for the maturities from 1957 to 1976 inclusively, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year.

Loan by-laws Nos. 410 — $130,000.00 — purchase of an immoveable; and 418, as amended by the by-law No. 427 — $125,000.00 — construction of building for industrial purposes.

For purposes of adjudication only interest shall be calculated as from November 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $255,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1957	$ 7,500.00
November 1st, 1958	7,500.00
November 1st, 1959	8,000.00
November 1st, 1960	9,500.00
November 1st, 1961	9,500.00
November 1st, 1962	10,000.00
November 1st, 1963	10,500.00
November 1st, 1964	11,500.00
November 1st, 1965	12,000.00
November 1st, 1966	12,500.00
November 1st, 1967	12,500.00
November 1st, 1968	13,000.00
November 1st, 1969	15,000.00
November 1st, 1970	15,000.00
November 1st, 1971	15,500.00
November 1st, 1972	16,000.00
November 1st, 1973	16,500.00
November 1st, 1974	17,000.00
November 1st, 1975	18,000.00
November 1st, 1976	18,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Drummondville, county of Drummond.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Drummondville, county of Drummond.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941,

1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 10 octobre 1956, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Drummondville, comté de Drummond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Drummondville, (Comté de Drummond), ce 19 septembre 1956.

Le Greffier,
GASTON MONTPLAISIR.

Hôtel de Ville, Drummondville,
(Comté de Drummond), P. Q. 43240-o

subject to be redeemed by anticipation, in whol or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be hel l on Wednesday, October 10, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, Drummondville, county of Drummond.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Drummondville, (County of Drummond), September 19, 1956.

GASTON MONTPLAISIR,
Clerk.

City Hall, Drummondville,
(County of Drummond), P. Q. 43240

Ventes — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure, N° F 38. (Siégeant en matière de faillite), Dans l'affaire de la faillite de: Valmont Therrien, St-Joachim de Tourelle, P.Q. comté de Gaspé Nord, district de Rimouski & Henri-A. Martin Syndic.

VENTE A L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que: MERCREDI, le DIXIÈME jour d'OCTOBRE 1956, à TROIS heures de l'après-midi, sera rendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale, à St-Joachim de Tourelle, comté de Gaspé-Nord, les immeubles ci-après décrits, savoir:

a) "Une maison de trente-un pieds par trente-un pieds (31′ x 31′) avec une annexe de douze pieds par quatorze pieds (12′ x 14′), le tout à un étage et demi et un poulailler de huit pieds par seize pieds (8′ x 16′), à un étage, avec les circonstances et dépendances attenantes aux dites bâtisses construites et érigées sur un terrain désigné comme faisant partie du lot portant le numéro vingt subdivision C (Ptie de 20-C) aux plans et livre de renvoi du cadastre officiel pour le premier rang du canton Tourelle en la paroisse de St-Joachim de Tourelle."

b) "La ½ Nord-Est du lot 46, rang 2, canton Tourelle, contenant 103 acres."

Ces immeubles seront vendus au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et autres servitudes pouvant exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du C.P.C. et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite, cette vente équivant à la vente au shérif. Le tout suivant jugement rendu par l'Honorable tribunal des faillites, pour le district de Rimouski.

Conditions de paiement: argent comptant.

Rimouski, ce 5 septembre 1956.

Le Syndic Licencié,
HENRI-A. MARTIN.

Bureau: 152-A, de l'Évêché,
Rimouski, P.Q. 43111-36-2-o

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court No. F 38. (Sitting in bankruptcy). In the bankruptcy mater of: Valmont Therrien, St. Joachim de Tourelle, P.Q., county of Gaspé-North, district of Rimouski & Henri-A. Martin, trustee.

AUCTION SALE

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TENTH day of OCTOBER 1956, at THREE o'clock in the afternoon, there shall be sold by public auction, at the door of the parochial church, at St. Joachim de Tourelle, county of Gaspé-North, the immoveables hereinafter described, to wit:

a) "A house of thirty-one feet by thirty-one (31′ x 31′) with an annex of twelve feet by fourteen (12′ x 14′), of one storey and a half in all, and a hen-house of eight feet by sixteen (8′ x 16′) of one storey, with circumstances and dependencies bordering said buildings erected and built on a land designated as forming part of a lot bearing number twenty subdivision C (Part of 20-C) on the plans and book of reference of the official cadastre for range one of the township of Tourelle in the parish of St. Joachim de Tourelle."

b) "The northeasterly half of lot 46, range 2, township of Tourelle, containing 103 acres."

These immoveables shall be sold to the last and highest bidder, subject to the rents and other servitudes which may exist.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the undersigned trustee.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the C.C.P. and article 55 of the Bankruptcy' Act and shall have the effect of a sale by Sherif. All of which in accordance with a jugment rendered by the Honourable the Bankruptcy Court, for the district of Rimouski.

Conditions of payment: Cash.

Rimouski, this September 5th, 1956.

HENRI-A. MARTIN,
Licensed Trustee.

Office: 152-A de l'Évêché,
Rimouski, P.Q. 43111-36-2

Canada, Province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure No. F.40. (Siégeant en matière de faillite: Dans l'affaire de la faillitte de : Georges Harrisson, Val-Brillant, P.Q. & Henri-A. Martin, syndic.

VENTE A L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que: MERCREDI, le DIXIÈME jour d'OCTOBRE 1956, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale, à Ste-Félicité, comté de Matane, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

"La moitié sud-ouest du lot primitif numéro dix-sept (17) dans le septième rang du canton de St-Denis: correspondant au N° cadastral cinq cent quatre-vingt-huit (588) de la paroisse de Ste-Félicité."

Cet item sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et autres servitudes pouvant exister.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du C.P.C. et aussi à l'article 55, de la loi de faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif. Le tout suivant jugement rendu par l'Honorable Tribunal des Faillites, pour le district de Rimouski.

Conditions de paiement: argent comptant.
Rimouski, ce 5ème jour de septembre 1956.

Le Syndic Licencié,
HENRI-A. MARTIN.

Bureau: 152-A, de l'Évêché,
Rimouski, P.Q. 43110-36-2-o

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski C.S. No. F. 40, Superior Court (Sitting in Bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of Georges Harrisson, Val Brilland, P.Q. & Henri-A. Martin, trustee.

AUCTION SALE

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TENTH day of OCTOBER 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there shall be sold by public auction, at the door of the parochial church at St. Félicité, county of Matane, the immoveable hereinafter described, to wit:

"The southwesterly half of original lot number seventeen (17) in range seven of the township of St. Denis: corresponding to cadastral number five hundred and eighty-eight (588) of the parish of St. Félicité."

This item shall be sold to the last and highest bidder, subject to rents and other servitudes which may exist.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to articles 716, 717 and 719A of the C.C.P, and article 55 of the Bankruptcy' Act, and shall have the effect of a sale by sheriff. All of which in accordance with a judgment rendered by the Honourable the Bankruptcy Court, for the district of Rimouski.

Conditions of payment: Cash.
Rimouski, this 5th day of September, 1956.

HENRI-A. MARTIN,
Licensed Trustee.

Office: 152-A. de l'Évêché,
Rimouski, P.Q. 43110-36-2

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Québec. Cour Supérieure, N° 81,516. Dame Marguerite Laliberté Hanson, demanderesse; vs Félix-Roméo Laliberté et autres, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Québec, district de Québec, le 24 août 1956, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain non bâti, soit une partie du lot 195 au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, ledit terrain se trouvant au sud du chemin royal, ayant été détaché de la terre d'Hubert Turcotte, et étant borné comme suit: à l'est, à Joseph Paquet ou ses représentants; au sud, au fleuve Saint-Laurent; à l'ouest à M. Blouin ou ses représentants; au nord, au chemin royal, ledit immeuble ne comprenant pas les bâtisses y érigées, qui appartiennent à M. Paul-A. Laliberté;

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE mil neuf cent cinquante-six, au Bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure, au Palais de Justice à Québec, à DIX heures du matin, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de ladite Cour; et que toute opposi-

Sales by Licitation

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 81,516. Dame Marguerite Laliberté Hanson, plaintiff; vs Félix-Roméo Laliberté and others, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that, in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, district of Quebec, on August 24th, 1956, ordering the licitation of the following immoveable, to wit:

A piece of land, without buildings, being a part of the lot 195 on the official cadastre for the parish of St. John, Isle of Orleans, in the county of Montmorency, said piece of land being situated on the south of royal road, having been detached from the land of Hubert Turcotte, and being, bounded as follows: to the East, by Joseph Paquet or representatives; to the South, by the St. Lawrence River; to the West, by M. Blouin or representatives; to the North, by the royal road, said immoveable not including the buildings erected thereon, which belong to M. Paul-A. Laliberté;

The immoveable hereinabove designated shall bes old by auction and adjudication to the highest and last bidder on OCTOBER TWENTY-FOUR 1956, at TEN o'clock A.M., at the Office of the Prothonotary of the Superior Court, at the Court House, in the city of Quebec, subject to charges, clauses, and conditions mentioned in the list of charged filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposi-

tion à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au Greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, 11 septembre 1956.

Les Procureurs de la demanderesse,

43158-37-2-o GUÉRARD ET PELLAND.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, district de Montréal le 5e jour de septembre 1956, dans une cause portant le N° 386998 du greffe de ladite Cour supérieure, rendu par l'Honorable Juge Roger Brossard, dans laquelle A H. Mettarlin, de la cité d'Outremont, district de Montréal, est demandeur et Harry Mazer, de la cité d'Outremont, district de Montréal, est défendeur, la licitation des propriétés immobilières suivantes a été ordonnée, à savoir:

1° Un bloc de terrains composé des subdivisions suivantes et des portions des subdivisions du lot numéro six cent trente-huit (638) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, à savoir:

a) Les subdivisions numéros mille deux cent huit, mille deux cent neuf, mille deux cent dix, mille deux cent onze, mille deux cent douze, mille deux cent treize, mille deux cent quatorze, mille deux cent quinze, mille deux cent seize, mille deux cent dix-sept, mille deux cent dix-huit, mille deux cent dix-neuf, mille deux cent vingt, mille deux cent vingt et un, mille deux cent vingt-deux, mille deux cent vingt-trois, mille deux cent vingt-quatre, mille deux cent vingt-cinq, mille deux cent vingt-six, mille deux cent vingt-sept, mille deux cent vingt-huit, mille deux cent vingt-neuf, mille deux cent trente et mille deux cent trente et un (638-1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230 et 1231);

b) Une portion de la subdivision numéro mille deux cent trente-deux (638-1232) contenant seize pieds de largeur par toute la profondeur, mesure anglaise de ladite subdivision numéro mille deux cent trente-deux et bornée comme suit: Au nord-ouest par la subdivision numéro mille deux cent-quarante dudit lot numéro six cent trente-huit (638-1240) faisant partie de l'avenue Howard, au sud-est par la subdivsiion numéro mille deux cent trente et un dudit lot numéro six cent trente-huit (638-1231), au nord-est par la subdivision numéro mille deux cent trente-trois dudit lot numéro six cent trente-huit (638-1233), et au sud-ouest par le résidu de ladite subdivision numéro mille deux cent trente-deux duquel résidu elle est séparée par le prolongement dans une direction nord-ouest de la ligne latérale sud-ouest de la subdivision numéro mille deux cent trente et un dudit lot numéro six cent trente-huit (638-1231);

tion to annul, to secure charges or to withdraw from the said licitation, must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days of the adjudication, and, failing the interested parties to file the said oppositions within the delays prescribed, they shall be estopped from so doing.

Quebec, September 11th, 1956.

GUÉRARD AND PELLAND,

43158-37-2-o Attorneys for plaintiff.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 5th day of September, 1956, in a cause bearing No. 386998 of the records of the said Superior Court, rendered by the Honourable Mr. Justice Roger Brossard, wherein A. H. Mettarlin, of the city of Outremont, in the district of Montreal is plaintiff and Harry Mazer, of the city of Outremont, district of Montreal is defendant, licitation of the following immoveable properties was ordered to wit:

1. A block of land composed of the following subdivisions and portions of Sudbivisions of lot number six hundred and thirty-eight (638) on the Official Cadastral Plan and in the Book of Reference for the parish of St. Laurent, namely:

a) Subdivisions number one thousand two hundred and eight, one thousand two hundred and nine, one thousand two hundred and ten, one thousand two hundred and eleven, one thousand two hundred and twelve, one thousand two hundred and thirteen, one thousand two hundred and fourteen, one thousand two hundred and fifteen, one thousand two hundred and sixteen, one thousand two hundred and seventeen, one thousand two hundred and eighteen, one thousand two hundred and nineteen, one thousand two hundred and twenty, one thousand two hundred and twenty-one, one thousand two hundred and twenty-two, one thousand two hundred and twenty-three, one thousand two hundred and twenty-four, one thousand two hundred and twenty-five, one thousand two hundred and twenty-six, one thousand two hundred and twenty-seven, one thousand two hundred and twenty-eight, one thousand two hundred and twenty-nine, one thousand two hundred and thirty and one thousand two hundred and thirty-one (638-1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230 and 1231);

b) A portion of subdivision number one thousand two hundred and thirty-two (638-1232) containing sixteen feet, English measure, in width by the whole depth, of the said subdivision number one thousand two hundred and thirty-two and bounded as follows: To the North-west by subdivision number one thousand two hundred and forty of the said lot number six hundred and thirty-eight (638-1240) forming part of Howard Avenue, to the South-East by subdivision number one thousand two hundred and thirty-one of the said lot number six hundred and thirty-eight (638-1231), to the North-east by subdivision number one thousand two hundred and thirty-three of the said lot number six hundred and thirty-eight (638-1233), and to the southwest by the residue of the said subdivision number one thousand two hundred and thirty-two from which residue it is separated by the prolongation in a north-westerly direction of the south-west side

c) La subdivision numéro mille deux cent trente-trois (638-1233);

d) Une portion de la subdivision numéro mille deux cent trente-quatre (638-1234) bornée au nord-ouest par la subdivision numéro mille deux cent quarante dudit lot numéro six cent trente-huit (638-1240) faisant partie de l'avenue Howard, au sud-est par le résidu de ladite subdivision numéro mille deux cent trente-quatre duquel résidu elle est séparée par le prolongement dans une direction nord-est de la ligne latérale sud-est de la subdivision numéro mille deux cent huit dudit lot numéro six cent trente-huit (638-1208), au nord-est partie par les subdivisions numéros mille deux cent trente-sept, mille deux cent trente-huit et mille deux cent trente-neuf dudit lot numéro 638 (638-1237, 1238 et 1239) et partie par le lot numéro deux mille six cent trente-neuf (2639) audit plan cadastral officiel faisant partie de l'emprise du chemin de fer Canadien Pacifique et au sud-ouest par les subdivisions numéros mille deux cent huit, mille deux cent neuf, mille deux cent dix, mille deux cent onze, mille deux cent douze, mille deux cent treize, mille deux cent quatorze, mille deux cent quinze, mille deux cent seize, mille deux cent dix-sept, mille deux cent dix-huit, mille deux cent dix-neuf, mille deux cent vingt, mille deux cent vingt et un, mille deux cent vingt-deux, mille deux cent vingt-trois, mille deux cent vingt-quatre, mille deux cent vingt-cinq, mille deux cent vingt-six, mille deux cent vingt-sept, mille deux cent vingt-huit, mille deux cent vingt-neuf, mille deux cent trente, mille deux cent trente et un et mille deux cent trente-trois dudit lot numéro six cent trente-huit (638-1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231 et 1233);

e) Une portion de la subdivision numéro mille deux cent trente-sept (638-1237) bornée au nord-est par le lot numéro deux mille six cent trente-neuf (2639) audit plan cadastral officiel formant partie de l'emprise du chemin de fer Canadien Pacifique, au sud-ouest par la subdivision numéro mille deux cent trente-quatre dudit lot numéro six cent trente-huit (638-1234), au sud-est par le résidu de ladite subdivision numéro mille deux cent trente-sept duquel résidu elle est séparée par le prolongement dans une direction nord-est de la ligne latérale sud-est de la subdivision numéro mille deux cent huit dudit lot numéro six cent trente-huit (638-1208) et au nord-ouest par la subdivision numéro mille deux cent trente-huit dudit lot numéro six cent trente-huit (638-1238) et

f) Les subdivisions numéros mille deux cent trente-huit et mille deux cent trente-neuf (638-

line of subdivision number one thousand two hundred and thirty-one of the said lot number six hundred and thirty-eight (638-1231);

c) Subdivision number one thousand two hundred and thirty-three (638-1233);

d) A portion of Subdivision Number One thousand two hundred and thirty-four (638-1234) bounded to the North-west by subdivision number one thousand two hundred and forty of the said lot number six hundred and thirty-eight (638-1240) forming part of Howard Avenue, to the South-east by the residue of the said subdivision number one thousand two hundred and thirty-four from which residue it is separated by the prolongation in a north-easterly direction of the south-east side line of subdivision number one thousand two hundred and eight of the said lot number six hundred and thirty-eight (638-1208), to the north-east partly by subdivisions numbers one thousand two hundred and thirty-seven, one thousand two hundred and thirty-eight and one thousand two hundred and thirty-nine of the said lot number six hundred and thirty-eight (638-1237, 1238 and 1239) and partly by lot number two thousand six hundred and thirty-nine (2639) on the said Official Cadastre Plan forming part of the right-of-way of the Canadian Pacific Railway, and to the south-west by subdivisions numbers one thousand two hundred and eight, one thousand two hundred and nine, one thousand two hundred and ten, one thousand two hundred and eleven, one thousand two hundred and twelve, one thousand two hundred and thirteen, one thousand two hundred and fourteen, one thousand two hundred and fifteen, one thousand two hundred and sixteen, one thousand two hundred and seventeen, one thousand two hundred and eighteen, one thousand two hundred and nineteen, one thousand two hundred and twenty, one thousand two hundred and twenty-one, one thousand two hundred and twenty-two, one thousand two hundred and twenty-three, one thousand two hundred and twenty-four, one thousand two hundred and twenty-five, one thousand two hundred and twenty-six, one thousand two hundred and twenty-seven, one thousand two hundred and twenty-eight, one thousand two hundred and twenty-nine, one thousand two hundred and thirty, one thousand two hundred and thirty-one and one thousand two hundred and thirty-three of the said lot number six hundred and thirty-eight (638-1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231 and 1233);

e) A portion of subdivision number one thousand two hundred and thirty-seven (638-1237) bounded to the north-east by lot number two thousand six hundred and thirty-nine (2639) on the said Official Cadastral Plan forming part of the right-of-way of the Canadian Pacific Railway, to the south-west by subdivision number one thousand two hundred and thirty-four of the said lot number six hundred and thirty-eight (638-1234), to the south-east by the residue of the said subdivision number one thousand two hundred and thirty-seven from which residue it is separated by the prolongation in a North-easterly direction of the South-east side line of subdivision number one thousand two hundred and eight of the said lot number six hundred and thirty-eight (638-1208) and to the north-west by subdivision number one thousand two hundred and thirty-eight of the said lot number six hundred and thirty-eight (638-1238) and

f) Subdivisions numbers one thousand two hundred and thirty-eight and one thousand two

1238 et 1239).

Telle que ladite propriété se trouve présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances.

2° Trois lots de terre ayant front sur l'avenue Howard, dans le quartier St-Jean de la cité de Montréal, connus comme étant les numéros six cent quatre-vingt-trois, six cent quatre-vingt-quatre et six cent quatre-vingt-cinq au plan de subdivision du lot originaire désigné par le numéro six cent trente-quatre aux plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de St-Laurent (Nos 634-683, 684 et 685).

Telle que ladite propriété se trouve présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

3° Ce certain lot de terrain ayant front sur la rue Victoria dans le quartier St-George de ladite cité de Montréal, étant le lot numéro trois au plan de subdivision du lot numéro mille trois cent huit (1308-3) des plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine de ladite cité, contenant seize pieds et huit pouces de largeur en front par une profondeur de soixante pieds et deux pouces et alors cinq pieds de largeur par une autre profondeur de quatre pieds, mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie quant à la dimension exacte; borné en front par la rue Victoria, en arrière partiellement par un passage de quatre pieds de largeur conduisant à la Place Burnside et connu comme étant le lot numéro quatre dudit plan de subdivision, et partiellement par le lot numéro cinq du même plan appartenant à William Wilson ou représentants, du côté sud-est par le lot numéro deux dudit plan de subdivision appartenant à George Barrington ou représentants et du côté nord-ouest par le lot numéro sept du même plan décrit ci-après. Avec la maison de deux étages avec façade en pierres de taille connue par le numéro deux mille huit (2008) dessus érigée sur ladite rue Victoria de laquelle le mur de pignon sud-est est mitoyen avec les lieux adjacents. Avec ensemble le droit d'entrée et de sortie par et au moyen dudit passage en commun avec d'autres.

Ce certain lot de terrain ayant front sur ladite rue Victoria connu et désigné comme étant la subdivision numéro sept dudit lot numéro mille trois cent huit (1308-7) aux plan et livre de renvoi officiels du quatrier St-Antoine, cité de Montréal, ladite subdivision contenant seize pieds et huit pouces en front par soixante-quatre pieds et deux pouces de profondeur et alors neuf pieds et huit pouces de largeur par une autre profondeur de trente-deux pieds et quatre pouces, mesure anglaise, plus ou moins et sans garantie quant à la dimension exacte; borné en front par la rue Victoria, en arrière partiellement par le lot numéro cinq dudit lot officiel et partiellement par une ruelle mesurant dix-huit pieds de largeur, la propriété de "The Royal Institution for the Advancement of Learning" et conduisant à la rue Burnside, du côté sud-est par la subdivision numéro trois dudit lot officiel et du côté nord-ouest par la subdivision huit dudit lot officiel. Avec la résidence de deux étages en pierres de taille connue comme étant le numéro deux mille dix (2010) de ladite rue Victoria et dépendances dessus érigées, ses murs de pignon sont mitoyens ou communs avec lesdites propriétés adjacentes de quelque côté que ce soit. Avec ensemble le droit d'entrer et de sortir en tout temps par et au moyen de ladite ruelle.

4° Ce certain lot de terrain situé sur la rue Sherbrooke ouest, en la cité de Montréal, étant la partie sud-ouest d'un lot de terrain connu et désigné sous le numéro mille sept cent vingt-huit (P. S. O. 1728) aux plan et livre de renvoi

hundred and thirty-nine (638-1238 and 1239).

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances.

2. Three lots of land fronting on Howard Avenue, in St. Jean Ward of the city of Montreal, known as numbers six hundred and eighty-three, six hundred and eighty-four and six hundred and eighty-five on the subdivision plan of the original lot designated by the number six hundred and thirty-four on the Official Plan and Book of Reference of the parish of St. Laurent (Nos. 634-683, 684 and 685).

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind.

3. That certain lot of land fronting on Victoria street in the St. George's Ward of the said city of Montreal, being lot number three on the subdivision Plan of lot number thirteen hundred and eight (1308-3) on the Official Plan and Book of reference of the St. Antoine Ward of said city, containing sixteen feet eight inches in width in front by a depth of sixty feet two inches and then five feet in width by a further depth of four feet, enlgish measure more or less, without warranty as to exact measurement; bounded in front by Victoria street, in rear partly by a passage of four feet in width leasding to Burnside Place and known as lot number four of said subdivision plan, and partly by lot number five on the same plan belonging to William Wilson or representatives, on the south east side by lot number two and said subdivision plan belonging to George Barrington or representatives and on the north west side by lot number seven on the same Plan, hereinafter described. With the two storey cut stone front house known by the number two thousand and eight (2008) in said Victoria street thereon erected, of which the south East gable wall is mitoyen with the adjoining premises. Together with the right of ingress and egress by and through said passageway in common with others.

That certain lot of land fronting on said Victoria street known and designated as subdivision number seven of said lot number thirteen hundred and eight (1308-7) on the official Plan and in the Book of Reference of the St. Antoine Ward, of the city of Montreal, containing the said subdivision sixteen feet eight inches in front by sixty-four feet two inches in depth and thence nine feet eight inches in width by a further depth of thirty-two feet four inches, english measure, but more or less, and without warranty of exact measurement; bounded in front by Victoria street, in rear partly by Lot number five of said Official lot and partly by a lane of eighteen feet in width, the property of The Royal Institution for the Advancement of Learning, and leading into Burnside street, on the south east side by subdivision number three of said official lot, and on the north west side by subdivision eight of said official lot. With the two storey cut stone dwelling house known as number two thousand and ten (2010) in said victoria street and out-buildings thereon erected, the gable walls of which are mitoyens or common with the said adjacent properties on either side. Together with the right of ingress and egress at all times and by and through the said lane.

4. That certain lot of land situate on Sherbrooke street west in the city of Montreal being the South Westerly part of a lot of land known and designated by the number one thousand seven hundred and twenty-eight (S.W. pt. 1728) on

officiels du quartier St-Antoine de la cité de Montréal, contenant quarante-trois pieds sur la rue Sherbrooke, cent trois pieds sur le chemin Côte des Neiges, cent trois pieds et un pouce du côté nord-ouest et cent vingt-neuf pieds et sept pouces du côté nord-est ayant une superficie de sept mille deux cent vingt pieds carrés. Toutes les dimensions sont de la mesure anglaise et plus ou moins et suivant un plan fait par C. C. Lindsay, arpenteur, le vingt-septième jour d'août, mille neuf cent quarante-six. Ladite propriété est bornée en front par la rue Sherbrooke, en arrière par le lot numéro mille sept cent vingt-sept dudit plan officiel, du côté sud-ouest par la Côte des Neiges et du côté nord-est par une autre partie dudit lot numéro mille sept cent vingt-huit.

Avec la bâtisse portant le numéro 1541 ouest, rue Sherbrooke et les dépendances et avec la bâtisse portant les numéros civiques 3405 à 3419 Chemin Côte des Neiges dessus érigée.

Telle que ladite propriété se trouve présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve.

Cette dernière propriété immobilière est sujette à l'obligation par les propriétaires de ladite propriété que, au cas où la cité de Montréal élargirait le Chemin Côte des Neiges, lesdits propriétaires se désisteront de toutes réclamations en dommage contre ladite cité de Montréal pour la partie de façade du second édifice seulement (n'incluant pas le terrain) pour une profondeur qui peut être requise, mais sans excéder vingt-cinq (25′) pieds, le tout tel qu'indiqué et établi dans un acte de convention passé en la cité de Montréal devant Me. B. Buckman, notaire, le 5e jour de mai 1949 sous le N° 5283 desdites minutes du notaire.

Chacune des propriétés décrites ci-dessus comme elles se trouvent présentement seront mises à l'enchère et adjugées au plus offrant et dernier enchérisseur le SIXIÈME jour de NOVEMBRE 1956, à DIX heures et TRENTE du matin par ladite Cour, à la chambre trente et un du Palais de Justice à Montréal ou dans toute autre chambre de ladite Cour supérieure désignée par le Protonotaire aux fins de ladite vente, sujette, quant à chacune et aucune des propriétés immobilières y décrites, aux charges, clauses et conditions contenues au cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charger ou à fin de distraire de ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant la date fixée comme susdite pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours de l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 12 septembre 1956.

Le Procureur du demandeur,
CHARLES WOLFSON, C.R.

43218-38-2

the Official Plan and Book of Refenrece of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, containing forty-three feet on Sherbrooke street, one hundred and three feet on Côte des Neiges Road, one hundred and three feet one inch on the north west side and one hundred and twenty-nine feet seven inches on the north east side and an area of seven thousand two hundred and twenty square feet. All measurements are english measure and more or less and according to a plan made by C. C. Lindsay, Q.L.S. on the twenty-seventh day of August, one thousand nine hundred and forty-six. The said property is bounded in front by Sherbrooke Street, in rear by lot number one thousand seven hundred and twenty-seven on the said Official Plan, on the south west side by Côte des Neiges and on the North east side by another part of said lot number one thousand seven hundred and twenty-eight.

With the building 1541 Sherbrooke street West and outbuildings and with the building bearing civic numbers 3405 to 3419 Côte des Neiges road thereon erected.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve.

The latter immoveable property is subject to the obligation by the owners of the said property that, in the event that the city of Montreal will widen Côte des Neiges road, the owners will waive any claim for damages against the said city of Montreal for the front part of the second building only (not including the land) for a depth that may be required, but not exceeding twenty-five (25′) feet, the whole as set forth and established in a Deed of Agreement entered into in the city of Montreal before Mtre. B. Buckman, notary, on the 5th day of May, 1949, under No. 5283 of the said Notary's Minutes.

Each of the properties above described as they presently subsist, will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder on the SIXTH day of NOVEMBER, 1956 at HALF past TEN o'clock in the forenoon by the said Court, in room thirty-one in the Court House at Montreal, or in any other room of the said Superior Court, designated by the Prothonotary for the said sale, subject as to each and every one of the immoveable properties herein described to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, September 12th, 1956.

CHARLES WOLFSON, Q.C.,
Attorney for Plaintiff.

43218-38-2-o

Vente pour taxes

VILLE DE ROBERVAL

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, greffier de cette municipalité, que les terrains ci-après décrits seront vendus aux enchères, à l'hôtel de ville de Roberval, le QUA-

Sale for Taxes

TOWN OF ROBERVAL

Public notice is hereby given by the undersigned, town clerch of the town of Roberval, that the land propertis hereinafter mentioned will be solld by pubtauck uection at thetown Hall of

TRIÈME jour d'OCTOBRE mil neuf cent cinquante-six, à DIX heures du matin, pour les taxes municipales et scolaires, avec les intérêts et dues tel que mentionnés ci-après, à moins que ces taxes, plus les intérêts, ainsi que les frais ne soient acquittés avant la date de la vente à l'enchère, à savoir:

Roberval, the FOURTH day of OCTOBER, nineteenth hundred and fifty-six, at TEN o'clock a.m., for unpaid municipal and school taxes, as listed hereafter, plus accrued interest and costs; unless said taxes, interest and costs have been paid before the sale:

Noms & prénoms Names & surnames	Cadast.	Location	Taxes Mun. & Sc.
Laroche, Ls.-Phil.	P: 9-5-6	Roberval	$87.30
Mattioli, Aldo	P: 139	Roberval	11.90

Les terrains ci-dessus sont sur le plan de la ville de Roberval.

L'acheteur devra payer comptant ou par chèque certifié, immédiatement après la vente.

Donné en la ville de Roberval, ce 10e jour du mois de septembre, en l'année mil neuf cent cinquante-six.

(Sceau)

Ville de Roberval, Qué.,
Le Greffier,
LS. ANDRÉ BROSSEAU.

43159-37-2-o

The above lands are all on the official plan of the town of Roberval.

The purchaser must pay in cash or by certified cheque immediately after the sale.

Given at the town of Roberval, this tenth day of September, nineteen hundred and fifty-six.

(Seal)

Town of Roberval, Que.,
LS. ANDRÉ BROSSEAU,
Town Clerk

43159-37-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Beauce

Cour Supérieure, N° 20,851. EMILE ROY, commerçant de St-Côme, comté de Beauce, contre MAURICE RODRIGUE, camionneur, de Morissette Station, comté de Dorchester, à savoir:

Une partie du lot N° 18D du cadastre officiel pour le rang 3 du canton Watford, mesurant 60 pds de largeur sur environ 110 pds de profondeur, bornée au nord-est par le chemin public, au sud-est et au sud-ouest par le terrain de Armand Grenier, au nord-ouest par celui de Élie Marcoux, avec le droit de puiser au puits situé sur l'emplacement d'Élie Marcoux, avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Benjamin, le VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
J. S. POULIOT.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce, 17 septembre 1956.

[Première insertion: 22 septembre 1956]
[Seconde insertion: 6 octobre 1956]

43221-38-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Beauce

Cour du Magistrat, St-Joseph de Beauce, N° 24,391. ROSAIRE BEAUDOIN, avocat de St-Joseph de Beauce, contre JOSEPH RATTÉ, cultivateur de Ste-Germaine, co. Dorchester, à savoir:

Un terrain étant une terre partie nort-est n° 790 du rang 13 de Crambourne et partie sud-ouest N° 791 du rang 13 de Crambourne, ainsi

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Beauce

Superior Court, No. 20,851. EMILE ROY, merchant of St-Côme, county of Beauce, versus MAURICE RODRIGUE, trucker, of Morissette Station, county of Dorchester, to wit:

A part of lot No. 18D of the office cadastre for range 3, of the township of Watford, measuring 60 feet in width by some 110 feet in depth, bounded northeasterly by the public highway, southeasterly and southwesterly by the land of Armand Grenier, northwesterly by that of Élie Marcoux with right to draw water from the well situated on the emplacement of Élie Marcoux, with buil lings, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the Parochial Church, in the Parish of St. Benjamin, the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER next at TWO o'clock in the afternoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce, September 17, 1956.

[First insertion: September 22, 1956]
[Second insertion: October 6, 1956]

43221-38-2

Fieri Facias de Terris
District of Beauce

Magistrate's Court, St-Joseph de Beauce, No. 24,391. ROSAIRE BEAUDOIN, advocate of St-Joseph de Beauce, *versus* JOSEPH RATTÉ, farmer of Ste Germaine, cty Dorchester, to wit:

A piece of land being a farm, the northeasterly part of No. 790, range 13, of Crambourne and the southwesterly part of No. 791, range 13,

que les bâtisses qui s'y trouvent, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Ste-Germaine, le VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE prochain à QUATRE heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 17 septembre 1956.
[Première insertion : 22 septembre 1956]
[Seconde insertion : 6 octobre 1956]
43219-38-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Québec

Cour Supérieure, N° 82,004. { MURRAY COUTURE, ALEXANDRE COUTURE & JEAN COUTURE,

faisant tous trois affaires à Québec comme marchands de moulée et de farine sous les nom et raison sociale de Couture Enr. contre FABIEN CARRIER de St-Martin Co. Beauce, à savoir:

Un emplacement étant partie du N° 33a du Cadastre officielle pour le rang 1 du Conton de Jersey, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale en la paroisse de St-Martin le VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 17 septembre 1956.
[Première Insertion: 22 septembre 1956)
[Seconde Insertion: 6 octobre 1956]
43220-38-2-o

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauharnois

Cour Supérieure, N° 2480. { ROGER GRIMARD, opérateur, de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois,

demandeur vs ALFRED DE BELLEFEUILLE, du village de St. Louis de Gonzague, district de Beauharnois, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

"Un emplacement situé sur la Rue St. Joseph, autrefois Rue du Pont, dans le Village dé la paroisse de St. Louis de Gonzague, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro six cent vingt-trois (Pte. N° 623) du cadastre officiel de la paroisse de St. Louis de Gonzague, borné au nord par partie du lot No. 624, au sud par la propriété de M. Gérard Allard, à l'est par le chemin public, et à l'ouest par la propriété de M. F. Guérin ou représentants, avec une maison et autres bâtisses dessus érigées, à l'exception cependant de la bâtisse servant à l'usage d'étal de boucher."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St. Louis de Gonzague, le JEUDI VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1956, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif. ERNEST POIRIER.
Salaberry de Valleyfield,
ce 13ème de septembre 1956. 43222-38-2-o
[Première insertion le 22 septembre 1956.]

---

of Crambourne, together with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the Parochial Church, in the Parish of Ste Germaine, the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER next at FOUR o'clock in the afternoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph de Beauce, September 17, 1956.
[First insertion : September 22, 1956]
[Second insertion : October 6, 1956]
43219-38-2.

Fieri Facias de Terris
District of Quebec

Superior Court, No. 82,004. { MURRAY COUTURE, ALEXANDRE COUTURE & JEAN COUTURE,

all three carrying on business in Quebec as merchants dealing in mixed feeds and flour under the name and style of Couture Enr., versus FABIEN CARRIER, of St. Martin county of Beauce, to wit:

An emplacement being part of N° 33a of the official cadastre for Range 1, of the Township of Jersey, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church, in the parish of St. Martin, the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER next at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office Sheriff.
St-Joseph de Beauce, September 17, 1956.
[First insertion: September 22nd, 1956]
(Second insertion: October 6th, 1956]
43220-38-2

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauharnois

Superior Court, No. 2480. { ROGER GRIMARD, operator, of Salaberry of Valleyfield, district of Beauharnois,

plaintiff, vs ALFRED DE BELLEFEUILLE, of the village of St. Louis de Gonzague, district of Beauharnois, defendant.

As belonging to the said defendant:

"An emplacement situate on St. Joseph Street, heretofore Du Pont Street, in the village of the parish of St. Louis de Gonzague, known and designated as forming part of lot number six hundred and twenty-three (Pt. No. 623) of the official cadastre of the parish of St. Louis de Gonzague, bounded on the north by part of lot No. 624, on the south, by the property of Mr. Gérard Allard, on the east, by the public road, and on the west, by the property of Mr. F. Guérin or representatives, with a house and other buildings thereon erected, with the exception, however, of the building used as a butcher's stall."

To be sold at the parochial church door of St. Louis de Gonzague, on THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of OCTOBER, 1956, at TEN o'clock on the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield,
this 13th day of September, 1956. 43222-38-2
[First insertion on September 22, 1956.]

GASPÉ

Fieri Facias
Rimouski, P. Q.

Cour de Magistrat, N° 32,582. { ADRIEN SIMARD, de Ste-Anne-des-Monts, P. Q., demandeur, contre CHAS-EUGÈNE PELLETIER, fils, de Ste-Anne-des-Monts, P. Q., défendeur.

"Une maison d'habitation, circonstances et dépendances, située au premier rang, connu comme faisant partie du lot N° G-2-I, premier rang, ouest, de la Rivière Ste-Anne, au cadastre officiel du canton Cap-Chat, l'emplacement appartenant à Hector Pelletier."

Pour être vendue à la porte de l'église de Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé, MARDI, le DEUXIÈME jour d'OCTOBRE 1956, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, P.Q., le 27 août 1956. 43082-35-2-o

GASPÉ

Fieri Facias
Rimouski, P. Q.

Magistrate's Court, No. 32,582. { ADRIEN SIMARD, of St. Anne-des-Monts, P. Q., plaintiff, versus CHAS-EUGÈNE PELLETIER, junior, of St. Anne-des-Monts, P. Q., defendant.

"A dwelling house, circumstances and dependencies situated in range I, known as forming part of lot No. G-2-I, range one, west of the St. Anne River, on the official cadastre of the township of Cap Chat, the emplacement belonging to Hector Pelletier."

To be sold at the door of the Church of St. Anne-des-Monts, county of Gaspé, TUESDAY, the SECOND day of OCTOBER 1956, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P. Q., August 27, 1956. 43082-35-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, N° 17141 { CHARLES-EUGÈNE MARQUIS, commerçant de la cité de Rivière-du-Loup, demandeur vs ALBERT LÉVESQUE, de St-Pierre Lamy, défendeur.

"Les lots six et sept (6 et 7) du rang sept (7) Lac Témiscouata, Seigneurie Madawaska avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Pierre Lamy, comté de Témiscouata, MARDI, le DEUXIÈME (2è) jour d'OCTOBRE 1956, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 27 août 1956.
43081-35-2-o
Première insertion samedi, le 1er septembre 1956

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 17141 { CHARLES-EUGÈNE MARQUIS, merchant, of the city of Rivière-du-Loup, plaintiff vs ALBERT LÉVESQUE, of St. Pierre Lamy, defendant.

"Lots six and seven (6 and 7) range seven (7), of Lake Témiscouata, Madawaska Seigniory, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church of Saint-Pierre Lamy, county of Témiscouata, TUESDAY, the SECOND (2nd) day of OCTOBER 1956, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, August 27, 1956.
43081-35-2
[First insertion, September 1st, 1956]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, No. 17821. { EDMOND LANDRY, garagiste, de Sainte-Rose du Dégelé, demandeur, vs BERTRAND LEBLANC, de Sainte-Rose du Dégelé, défendeur.

"Le lot 18, rang B, Côté Est, Rivière Madawaska, Seigneurie Madawaska, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Rose du Dégelé, comté de Témiscouata, MARDI, le VINGT-TROISIÈME (23è) jour d'OCTOBRE, 1956, à DEUX heures de l'après-midi

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, ce 17 septembre 1956.
[Première insertion: samedi, le 22 sept., 1956]
43223-38-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 17821. { EDMOND LANDRY, garage-keeper, of Sainte-Rose du Dégelé, plaintiff, vs BERTRAND LEBLANC, of Sainte-Rose du Dégelé, defendant.

"Lot 18, range B, East Side, Madawaska River, Seigniory Madawaska, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Sainte-Rose du Dégelé, county of Témiscouata, TUESDAY, the TWENTY-THIRD (23rd) day of OCTOBER, 1956, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, September 17, 1956.
[First insertion, Saturday, September 22, 1956]
43223-38-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, N° 15186. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incor-

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, No. 15186. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and incorporated, having its

poré, ayant son siège social à Québec, demandeur; vs MARCEL R. SAVARD, de Sherbrooke, en sa qualité de syndic à la cession autorisée de Maxime Tardif, de Disraéli, comté de Wolfe, dans le dossier N° 738 des dossiers de la Cour Supérieure, en Matière de Faillites, district de St-François, défendeur; et ERNEST GIROUX, de Stoke Centre, district de St-François, et MAXIME TARDIF, autrefois de Disraéli, comté de Wolfe, et maintenant de la cité de Québec, mis-en-cause.

Comme appartenant audit défendeur:

"Une ferme connue et désignée comme les lots dix "B", dix "C", et dix "D", (10-B, 10-C et 10-D), dans le huitième rang du canton Stoke, aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit canton."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Philémon de Stoke, MERCREDI, le VINGT-QUATRE OCTOBRE 1956, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.

Sherbrooke, 14 septembre 1956. 43224-38-2-o

[Première insertion, le 22 septembre 1956]

corporate seat at Quebec, plaintiff; vs MARCEL R. SAVARD, of Sherbrooke, in his quality of trustee to the authorized cession of Maxime Tardif, of Disraéli, Wolfe county, in file No. 738 of the Superior Court files, in the Matter of Bankruptcies, district of St. Francis, defedant; and ERNEST GIROUX, of Stoke Centre, district of St. Francis, and MAXIME TARDIF, formerly of Disraéli, county of Wolfe, and now of the city of Quebec, mis-en-cause.

As belonging to the said defendant:

"A farm known and designated as lots numbers ten "B", ten "C", and ten "D" (10-B, 10-C and 10-D) in the eighth range of Stoke township, upon the official plan and book of reference for the said township."

To be sold at the door of the parochial church of St-Philémon de Stoke, WEDNESDAY, the TWENTY-FOUR of OCTOBER 1956, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. LABRECQUE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Sherbrooke, September 14, 1956. 43224-38-2-o

[First insertion on September the 22nd, 1956]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris

District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, N° 9433. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, requérant; vs JULES DUPONT, d'Acton-Vale, comté de Bagot, intimé;

1. Un terrain connu et désigné comme faisant partie des lots deux cent soixante-quatorze et deux cent soixante-dix-sept (P-274 et P-277) au cadastre officiel de la paroisse de Saint-André d'Acton, borné au nord par le chemin du troisième rang, au sud par le terrain d'Hervé Martel, à l'est par la route de la rivière Blanche, et à l'ouest par le terrain de MM. Gileau et Marquis;

2. Un autre terrain connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent soixante-treize (N° 273) du cadastre officiel de la paroisse de St-André d'Acton ;

Avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale d'Acton-Vale, dans le comté de Bagot, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE mil neuf cent cinquante-six, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, R. BOUSQUET.

Saint-Hyacinthe, le 19 septembre 1956.

43225-38-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris

District of Saint-Hyacinthe

Superior Court, No. 9433. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic & incorporated, having its head-office in the city of Quebec, petitioner; vs JULES DUPONT, of Acton-Vale, county of Bagot, respondant.

1. One piece of land known and designated as being part of lots two hundred and seventy-four and two hundred and seventy-seven (Pt. 274 and Pt.277) of the official cadastre of the parish of Saint-André d'Acton; bounded, to the north, by the road of the third range; to the south by the land of Hervé Martel; to the east by the road of the Rivière Blanche; and to the west by the land of MM. Gileau and Marquis;

2. Another piece of land known and designated as being lot number two hundred and seventy-three (No. 273) of the official cadastre of the parish of Saint-André d'Acton ;

With buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church-door of Acton-Vale, in the county of Bagot, on the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER nineteen hundred and fifty-six, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

R. BOUSQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.

Saint-Hyacinthe, September the 19th, 1956.

43225-38-2-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 38

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Caron vs Botten 3049
Deblois vs Clermont 3049
Leclerc vs Daudelin 3049

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

948-D — Établissements commerciaux de détail dans les ville de Richmond, etc. 3054
948-E — Bois ouvré, région de Québec. 3056

Index of the Quebec Official Gazette, No. 38

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Caron vs Botten 3049
Deblois vs Clermont 3049
Leclerc vs Daudelin 3049

ORDERS IN COUNCIL:

948-D — Retail commercial establishments of the town of Richmond, etc. 3054
948-E—Woodworking, region of Quebec 3056

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 3017

AVIS DIVERS:

Club Récréatif Casavant (Règlements). 3052
Copper Cliff Consolidated Mining Corporation (Dist. de l'actif) 3054
Craftdale Construction Inc. (Directeurs) 3050
Emmaüs Canadien (Directeurs) 3051
Fashion Glove Incorporated (Directeurs) 3051
Franklin Glass & Paint Company (Directeurs) 3053
La Caisse d'Économie des Employés — Schering — Employees Credit Union (Fondation) 3050
La Caisse d'Économie des Employés Tamper Employees Credit Union (Fondation) 3050
La Compagnie de Téléphone de Kamouraska (Dist. de l'actif) 3051
La Ligue des Propriétaires de la Ville de Rivière des Prairies, Inc. (Règlements) 3052
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Danville (Règlements) 3053
Montreal Repertory Theatre Inc. (Directeurs) 3054
New Royran Copper Mines Ltd (Dist. de l'actif) 3053
Protestant Benevolent Association of Ile-Perrot — Association Bienfaisante Protestante d'Ile Perrot (Règlements) 3052
Repentigny, paroisse (Nom changé) 3050
St. Lawrence Glove Works Inc. (Directeurs) 3051
The Cedard, Home for Elderly People (Directeurs) 3053
The James Maclaren Company, Limited (Hydro-électrique) 3049
The Kensmen Club of Snowdon-St-Laurent (Règlements) 3052
The St. Catherine-Stanley Realty Corporation (Directeurs) 3052

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session 3057

CHARTES — ABANDON DE:

Côté & Lussier Ltée 3057
Harry Ball & Sons Ltd. 3057
La Compagnie de Téléphone de Kamouraska 3058
Les Entreprises Haut-Mont Inc. 3058
National Lumber Exporters Limited 3058
Randall Enterprises Ltd. 3058

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Great Lakes Carbon Corporation. 3058

COMPAGNIE DISSOUTE:

Wilshire Management Company 3059

CURATELLE PUBLIQUE:

Aspirot, succession Paul-Henri 3059
Maher, succession Joseph 3059

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Collège des Chiropraticiens de la pro-

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3017

MISCELLANEOUS NOTICES:

Club Récréatif Casavant (By-laws) 3052
Copper Cliff Consolidated Mining Corporation (Dist. of assets) 3054
Carftdale Construction Inc. (Directors). 3050
Emmaüs Canadien (Directors) 3051
Fashion Glove Incorporated (Directors) 3051
Franklin Glass & Paint Company (Directors) 3053
La Caisse d'Économie des Employés — Schering — Employees Credit Union (Foundation) 3050
La Caisse d'Économie des Employés Tamper Employees Credit Union (Foundation) 3050
La Compagnie de Téléphone de Kamouraska (Dist. of assets) 3051
La Ligue des Propriétaires de la Ville de Rivière des Prairies, Inc. (By-laws) 3052
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Danville (By-laws) 3053
Montreal Repertory Theatre Inc. (Directors) 3054
New Royran Copper Mines Ltd (Dist. of assets) 3053
Protestant Benevolent Association of Ile-Perrot — Association Bienfaisante Protestante d'Ile Perrot (By-laws) 3052
Repentigny, parish (Name changed) 3050
St. Lawrence Glove Works Inc. (Directors) 3051
The Cedard, Home for Elderly People (Directors) 3053
The James Maclaren Company, Limited (Hydro-electric) 3049
The Kensmen Club of Snowdon-St. Laurent (By-laws) 3052
The St. Catherine-Stanley Realty Corporation (Directors) 3052

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning private bills which shall be introduced during the coming session. 3057

CHARTES — SURRENDER OF:

Côté & Lussier Ltée 3057
Harry Ball & Sons Ltd 3057
La Compagnie de Téléphone de Kamouraska 3058
Les Entreprises Haut-Mont Inc. 3058
National Lumber Exporters Limited 3058
Randall Enterprises Ltd. 3058

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Great Lakes Carbon Corporation. 3058

COMPANY DISSOLVED:

Wilshire Management Company 3059

PUBLIC CURATORSHIP:

Aspirot, estate Paul-Henri 3059
Maher, estate Joseph 3059

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

College of Chiropractors of the Province

vince de Québec 3060
Commissaires d'écoles de Trois-Pistoles, No 1 (Village) 3061
Mid-Town Motor Sales 3061
St-Fabien, commissaires d'écoles de 3061
Succession George R. Tylee 3060
Succession Joseph-Armand-Auguste Larocque 3060

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Coaticook 3061
Ste-Thérèse, ville de 3062
St-Boniface-de-Shawinigan 3062
St-Léon-le-Grand 3062
St-Liguori 3062
St-Simon-d'Abercorn 3062

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Montmagny, village de 3062
St-Ambroise de la Jeune Lorette, paroisse de 3063
Ste-Famille, paroisse de 3063
Windsor Mills, village de 3063

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Automobile de Rimouski (Prélèvement) 3073
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, comtés d'Argenteuil, etc. (Modification) 3070
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, région de Trois-Rivières (Avis) 3075
Coiffeurs pour dames, région de Montréal (Modification) 3064
Construction de Sorel (Prélèvement) ... 3075
Construction de Trois-Rivières (Avis) .. 3073
Robe, Province (Modification) 3063
Travailleurs en fourrure, commerce de gros, région de Montréal (Modification) 3064

EXAMEN DU BARREAU:

Bas St-Laurent: étude du droit 3076

LETTRES PATENTES:

Advanced Homes Inc. 3018
Au Centre de Val d'Or, Ltée 3019
Benolux Corporation 3019
Bible Ministries Inc. 3019
Burney Wholesale Giftwares Ltd. 3020
Cambrai Construction Inc. 3020
Cecil Butters Memorial Hospital 3020
Chapleau Construction Limitée — Chapleau Construction Limited 3021
Courrier de Chibougamau Courier Inc. 3021
Craftdale Construction Inc. 3021
Dasi Furniture and Frame Co. 3022
Ducoa Quarries Limited 3022
Easy Roll Aluminum Awnings Ltd. 3022
Ébénisterie Boulevard Inc. 3023
E. J. Prévost Motors Limited 3023
Ernest Quintal Limitée 3023
Ernest St-Arnaud Inc. 3024
Fleur de Lys Motel Inc. 3024
F. & R. Belisle Limitée 3024
F. X. Chartier Ltée 3025
Garage Français Ltée 3025
Garmaise Construction Co. Ltd. 3025
Gérard Van Houtte Inc. 3026
Glen Harbour Association Limited 3026

of Quebec 3060
School Commissioners of Trois-Pistoles, No. 1 (Village) 3061
Mid-Town Motor Sales 3061
St-Fabien, School Commissioners of ... 3061
Estate of George R. Tylee 3060
Estate of Joseph-Armand-Auguste Larocque 3060

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:
School Municipality of:

Coaticook 3061
Ste-Thérèse, town of 3062
St-Boniface-de-Shawinigan 3062
St-Léon-le-Grand 3062
St-Liguori 3062
St-Simon-d'Abercorn 3062

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Montmagny, village of 3062
St-Ambroise de la Jeune Lorette, parish of 3063
Ste-Famille, parish of 3063
Windsor Mills, village of 3063

LABOUR:
Industry or Trades of:

Automobile of Rimouski (Levy) 3073
Barbering and hairdressing, counties of Argenteuil, etc. (Amendment) 3070
Barbering and hairdressing, region of Trois-Rivières (Notice) 3075
Ladies hairdressing, region of Montreal (Amendment) 3064
Construction of Sorel (Levy) 3075
Construction of Trois-Rivières (Notice) 3073
Dress, Province (Amendment) 3063
Fur employees, wholesale trade, region of Montreal (Amendment) 3064

BAR EXAMINATION:

Lower St. Lawrence: study of law 3076

LETTERS PATENT:

Advanced Homes Inc. 3018
Au Centre de Val d'Or, Ltée 3019
Benolux Corporation 3019
Bible Ministries Inc. 3019
Burney Wholesale Giftwares Ltd. 3020
Cambrai Construction Inc. 3020
Cecil Butters Memorial Hospital 3020
Chapleau Construction Limitée — Chapleau Construction Limited 3021
Courrier de Chibougamau Courier Inc. 3021
Craftdale Construction Inc. 3021
Dasi Furniture and Frame Co. 3022
Ducoa Quarries Limited 3022
Easy Roll Aluminum Awnings Ltd. 3022
Ébénisterie Boulevard Inc. 3023
E. J. Prévost Motors Limited 3023
Ernest Quintal Limitée 3023
Ernest St-Arnaud Inc. 3024
Fleur de Lys Motel Inc. 3024
F. & R. Belisle Limitée 3024
F. X. Chartier Ltée 3025
Garage Français Ltée 3025
Garmaise Construction Co. Ltd 3025
Gérard Van Houtte Inc. 3026
Glen Harbour Association Limited 3026

Hemlock Taxi Ltée. Ltd. 3026
Highway Investment Corp'n. 3027
Hôpital Notre-Dame du Rosaire Inc. 3027
House of Wong Inc. 3027
Ideal Sewing and Knitting Machines Inc. 3028
Institut de Dessin Technique Inc.— The Technical Institute of Drafting Inc. 3028
Italia Enterprises Inc. 3028
Jean C. LeBlanc Ameublement Inc. 3029
Jude Ross Incorporée 3029
Kanny Investments Corp. 3029
Lajeunesse Construction Ltée. 3030
L'Association des Producteurs de Lait de la Laiterie Dallaire Ltée Incorporée 3030
Le Club Sportif d'Asbestos Incorporé. 3030
Le Comité des Citoyens de St-François de Sales, Comté de Laval 3031
Les Placements Collectifs Inc. 3031
Luba Hats Inc. 3032
Machine Trading Company 3032
Mammouth Landscaping and Importing Ltd 3032
Management Advisory Services Ltd. 3033
Marcotex Company Limited. 3033
Melançon & Fils Inc. 3033
Micro-Soil Inc. 3034
Mokar Development Corporation 3034
Montreal Reinforced Concrete Structure Ltd. 3034
North West Supply Corporation 3035
Paramount Whiteprinting Inc. 3035
Pépinières Leduc Nurseries Inc. 3035
Phil Lavergne Limitée — Phil Lavergne Limited 3036
Planex Associates Ltd. 3036
Play-More Music Inc. 3036
Richard's Laboratory Ltd 3037
Richmond Explorations Limited. 3037
Roland & Frères Limitée 3037
Rosemère Publishers Limited 3038
Scienex Mining Company Limited. 3038
Scott's Restaurants Limited 3038
Sheres Development Inc. 3039
St-Maurice Exploration Inc.— Exploration St-Maurice Inc. 3039
St. Urbain Dairies Ltd. 3040
St. Vincent Land Company 3040
Style Queen Dress Inc. 3040
The Play-Pen Inc. 3040
Trade Consultants of America (Canada) Ltd. 3041
Vitrerie Champlain Glass, Inc. 3041
Walter Market Products Inc. 3041
Wilfrid Gauthier Automobile, Limitée. 3042
York Auto Supply, Inc. 3042
Zappia & Crevier Incorporated 3043

Hemlock Taxi Ltée. Ltd. 3026
Highway Investment Corp'n. 3027
Hôpital Notre-Dame du Rosaire Inc. 3027
House of Wong Inc. 3027
Ideal Sewing and Knitting Machines Inc. 3028
Institut de Dessin Technique Inc.— The Technical Institute of Drafting Inc. 3028
Italia Enterprises Inc. 3028
Jean C. LeBlanc Ameublement Inc. 3029
Jude Ross Incorporée 3029
Kanny Investments Corp. 3029
Lajeunesse Construction Ltée. 3030
L'Association des Producteurs de Lait de la Laiterie Dallaire Ltée Incorporée 3030
Le Club Sportif d'Asbestos Incorporé. 3030
Le Comité des Citoyens de St-François de Sales, Comté de Laval 3031
Les Placements Collectifs Inc. 3031
Luba Hats Inc. 3032
Machine Trading Company 3032
Mammouth Landscaping and Importing Ltd 3032
Management Advisory Services Ltd. 3033
Marcotex Company Limited. 3033
Melançon & Fils Inc. 3033
Micro-Soil Inc. 3034
Mokar Development Corporation 3034
Montreal Reinforced Concrete Structure Ltd. 3034
North West Supply Corporation 3035
Paramount Whiteprinting Inc. 3035
Pépinières Leduc Nurseries Inc. 3035
Phil Lavergne Limitée — Phil Lavergne Limited 3036
Planex Associates Ltd. 3036
Play-More Music Inc. 3036
Richard's Laboratory Ltd 3037
Richmond Explorations Limited. 3037
Roland & Frères Limitée 3037
Rosemère Publishers Limited 3038
Scienex Mining Company Limited. 3038
Scott's Restaurants Limited 3038
Sheres Development Inc. 3039
St-Maurice Exploration Inc.— Exploration St-Maurice Inc. 3039
St. Urbain Dairies Ltd. 3040
St. Vincent Land Company 3040
Style Queen Dress Inc. 3040
The Play-Pen Inc. 3040
Trade Consultants of America (Canada) Ltd. 3041
Vitrerie Champlain Glass, Inc. 3041
Walter Market Products Inc. 3041
Wilfrid Gauthier Automobile, Limitée. 3042
York Auto Supply, Inc. 3042
Zappia & Crevier Incorporated 3043

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Adirondack Natural Stone Co. Ltd. 3043
Applebaum Shoe Co. Ltd. 3043
Canadian Slovak Building Ltd. 3043
Carsten Corp. 3044
Champagne & Létourneau Ltée 3044
Commercial Letter & Litho Inc. 3044
Fisher Bros. Inc. 3044
Hyatt Footwear Limited 3045
International Electric Company, Limited 3045
Joly Auto Limitée 3045
Joron & Cie Inc. 3045
Lampron Shirt Limited 3046
Louis Schrier Inc. 3046
Normandy Chibougamau Mines Limited 3046

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Adirondack Natural Stone Co. Ltd. 3043
Applebaum Shoe Co. Ltd. 3043
Canadian Slovak Building Ltd. 3043
Carsten Corp. 3044
Champagne & Létourneau Ltée 3044
Commercial Letter & Litho Inc. 3044
Fisher Bros. Inc. 3044
Hyatt Footwear Limited 3045
International Electric Company, Limited 3045
Joly Auto Limitée 3045
Joron & Cie Inc. 3045
Lampron Shirt Limited 3046
Louis Schrier Inc. 3046
Normandy Chibougamau Mines Limited 3046

Office Central Catholique Limitée..... 3046
Perfection Wood Products Limited.... 3046
Rudy Lessard Inc..... 3047
Success Wax Ltd.— Cire Succès Ltée.. 3047
The W. Howick Mfg. Co. Ltd..... 3047
Twelve Forty-Two Peel Corporation... 3048
Ungava Trading Inc..... 3048
Universal Auto, Limited..... 3048
Vibrapipe Concrete Products Limited.. 3048
Weaver Coal Company..... 3049

PROCLAMATIONS:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires..... 3076
Jour d'actions de grâces..... 3077

SIÈGES SOCIAUX:

Craftdale Construction Inc..... 3078
Hôtel Union Ltée, Québec..... 3079
Magasin A. L. Simard Inc..... 3079
Mammouth Landscaping and Importing Ltd..... 3078
Tricot Richelieu Inc.— Richelieu Knitting Inc..... 3078

SOUMISSIONS:

Chambly, comm. scolaire..... 3081
Drummondville, cité..... 3084
Lévis, cité..... 3083
Montréal-Ouest, ville..... 3079
Shawinigan-Falls, cité..... 3080

VENTES, LOI DES FAILLITE:

Harrisson, Georges..... 3086
Therrien, Valmont..... 3085

VENTES PAR LICITATION:

Hanson vs Laliberté *et al*..... 3086
Mettarlin vs Mazer..... 3087

VENTE POUR TAXES:

Roberval, ville de..... 3090

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEAUCE:

Beaudoin vs Ratté..... 3091
Couture *et al* vs Carrier..... 3092
Roy vs Rodrigue..... 3091

BEAUHARNOIS:

Grimard ys de Bellefeuille..... 3092

GASPÉ:

Simard vs Pelletier..... 3093

KAMOURASKA:

Landry vs Leblanc..... 3093
Marquis vs Lévesque..... 3093

SAINT-FRANÇOIS:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Savard..... 3093

SAINT-HYACINTHE:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Dupont..... 3094

43186-o

Office Central Catholique Limitée..... 3046
Perfection Wood Products Limited.... 3046
Rudy Lessard Inc..... 3047
Success Wax Ltd.— Cire Succès Ltée.. 3047
The W. Howick Mfg. Co. Ltd..... 3047
Twelve Forty-Two Peel Corporation... 3048
Ungava Trading Inc..... 3048
Universal Auto, Limited..... 3048
Vibrapipe Concrete Products Limited.. 3048
Weaver Coal Company..... 3049

PROCLAMATIONS:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business..... 3076
Thanksgiving Day..... 3077

HEAD OFFICES:

Craftdale Construction Inc..... 3078
Hôtel Union Ltée, Québec..... 3079
Magasin A. L. Simard Inc..... 3079
Mammouth Landscaping and Importing Ltd..... 3078
Tricot Richelieu Inc.— Richelieu Knitting Inc..... 3078

TENDERS:

Chambly, school comm..... 3081
Drummondville, city..... 3084
Lévis, city..... 3083
Montreal West, town..... 3079
Shawinigan-Falls, city..... 3080

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Harrisson, Georges..... 3086
Therrien, Valmont..... 3085

SALES BY LICITATION:

Hanson vs Laliberté *et al*..... 3086
Mettarlin vs Mazer..... 3087

SALE FOR TAXES:

Roberval, town of..... 3090

SHERIFFS' SALES:

BEAUCE:

Beaudoin vs Ratté..... 3091
Couture *et al* vs Carrier..... 3092
Roy vs Rodrigue..... 3091

BEAUHARNOIS:

Grimard vs de Bellefeuille..... 3092

GASPÉ:

Simard vs Pelletier..... 4093

KAMOURASKA:

Landry vs Leblanc..... 3093
Marquis vs Lévesque..... 3093

SAINT FRANCIS:

Quebec Farm Credit Bureau vs Savard. 3093

SAINT HYACINTHE:

Quebec Farm Credit Bureau vs Dupont. 3094

43186-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.